HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE NOVARE

EN 1849

[illegible]

[illegible]

(Masson, Alex. L.)

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE NOVARE

EN 1849

PAR L'AUTEUR DE CUSTOZA

DEUXIÈME ÉDITION

TURIN

CHEZ JOSEPH CASSONE IMPRIMEUR-EDITEUR

1850

LIVRE PREMIER

Etat de l'Italie après l'armistice de Milan.— Révolutions de Rome et de Toscane. — Le Piémont. — Naples et la Sicile. — Le royaume Lombard-Vénitien et les Duchés. — Situation de l'Autriche. — Le cabinet de Turin est décidé à reprendre les hostilités.

Au mois de mars 1848, au milieu du mouvement général qui depuis quelque temps semblait entraîner l'Italie à de nouvelles destinées, en présence de l'agitation de toute l'Europe et de l'ébranlement de l'Autriche elle-même, le royaume Lombard-Vénitien, courbé depuis 1815 sous un régime d'oppression et d'injustice, avait couru aux armes; l'armée autrichienne qui le gardait s'était vue en quelques jours forcée de se réfugier dans ses forteresses, où elle se trouvait cernée par l'insurrection. En même temps le Piémont avait déclaré la guerre à l'Autriche, et Charles-Albert, à la tête de ses troupes, était entré en Lombardie et avait couru au Mincio sur les traces de Radetzky; les

autres états italiens avaient aussi marché contre l'ennemi commun, et l'heure de la délivrance de l'Italie semblait avoir sonné. Ce fut un élan admirable, et l'on put croire à une transformation réelle de l'esprit italien, instruit par les dures leçons de l'expérience; mais l'illusion fut courte. L'incapacité et le manque d'énergie des chefs, l'indifférence des masses, le manque d'union, l'absence des mâles vertus qui seules peuvent donner l'indépendance, avaient fait bientôt tourner la fortune. Après une campagne de quatre mois, pendant laquelle ils avaient eu longtemps l'avantage, les Italiens, pour avoir cru trop facilement à la victoire, pour n'avoir pas su tirer parti de la situation, pour avoir voulu conquérir à la fois et tout d'un coup l'indépendance nationale, la liberté, l'unité, se virent exposés à tout perdre. La bataille de Custoza remit l'Autriche en possession des provinces insurgées, et un armistice conclu à Milan le 9 août et annoncé comme préliminaire de paix, avait arrêté les hostilités. L'Autriche voulait sincèrement la paix, elle avait pour cela toutes sortes de motifs; le Piémont ne s'en montrait pas trop éloigné et avait même un parti qui la désirait trop. Mais les prétentions étaient tellement opposées qu'il n'y avait nul espoir fondé de s'entendre. Le cabinet de Vienne, rentré par la force des armes en possession du pays insurgé, voulait avec raison maintenir les choses sur le même pied qu'avant la guerre, tandis que l'Italie vaincue prétendait lui dicter des conditions ou du moins obtenir certaines concessions. Le ministère piémontais venu aux affaires après l'armistice, sentait bien la faiblesse de l'Italie et toute la difficulté de la position; mais il n'aurait osé accepter la paix qu'autant qu'elle aurait amené

l'affranchissement de quelque partie de la Lombardie et des Duchés.

Des propositions furent faites dans ce sens, avec la médiation de la France et de l'Angleterre, mais rien ne put se conclure, et l'on devait bien s'y attendre. L'Autriche se montrant tantôt disposée à traiter, tantôt éloignée de toute espèce de concession, tint longtemps les négociations en suspens, et finit ensuite par déclarer péremptoirement qu'elle ne traiterait qu'en prenant pour base le maintien et la reconnaissance formelle des traités de 1815; elle demandait en outre une indemnité pour les frais de la guerre. Au fond, personne ne pouvait se faire illusion, et on sentait bien que dans l'état actuel des choses, sans quelque nouvel événement décisif venant trancher la question, aucune solution réelle n'était possible. Il s'agissait, pour tout le monde, de gagner du temps, de profiter des incidens journaliers de la politique européenne, et de s'en prévaloir. La France et l'Angleterre, qui depuis deux ans avaient tenu tour-à-tour en Italie une conduite diamétralement opposée, étaient réunies aujourd'hui dans une pensée commune, celle de prévenir de nouvelles hostilités qui, en se prolongeant, pouvaient amener une conflagration générale. La cause italienne, si mal conduite, et dont certains partisans exaltés cherchaient à l'étranger un point d'appui près des partis les plus turbulens et les plus dangereux pour l'équilibre européen, et même pour l'ordre social, perdait chaque jour la sympathie des autres peuples, de ceux même qui avaient jusque-là le plus désiré son triomphe. Chaque état était d'ailleurs trop occupé de ses propres affaires pour désirer autre chose en Italie qu'une solution pacifique

quelle qu'elle fut, ou tout au moins la continuation indéfinie de l'armistice, une sorte de trève à long terme.

Une nouvelle guerre du Piémont contre l'Autriche était, sinon tout-à-fait impossible, au moins extrêmement difficile, et ne pouvait avoir quelques chances de succès qu'autant qu'une grande partie de la péninsule apporterait franchement son concours. La première campagne aurait pu être heureuse uniquement parcequ'elle avait été une surprise contre l'Autriche qui était peu sur ses gardes, qui ne s'attendait pas à une telle levée de boucliers et dont les forces étaient alors momentanément paralysées; cette occasion perdue, le Piémont se retrouvait dans son état de faiblesse relative. L'union des divers états italiens entre eux, et dans chacun l'union des peuples et des gouvernemens, pouvaient seules donner les moyens de recommencer une lutte qui eût été encore fort inégale, vu la supériorité militaire de l'Autriche; mais la malheureuse Italie semble condamnée à agir éternellement en sens inverse de ses intérêts et à ne savoir jamais mettre à profit l'expérience. Après les revers, le manque d'accord qui les avait amenés ne fit que s'accroître; l'armistice de Milan fut la fin du véritable mouvement italien qui avait donné un moment de si belles espérances, et tout ce qui se passa depuis ne fut qu'une défaillance, une abdication, un déshonneur de la raison humaine. Inquiète, agitée, bouleversée, distraite par toute sorte de maux intérieurs, l'Italie, déjà si faible, devint tout-à-fait impuissante. Tandis qu'il fallait une union intelligente, l'oubli des rivalités, la tempérance des passions, l'accomplissement sincère de tous les devoirs civils et politiques, on vit les élémens de désordre faire partout

irruption. Des conspirateurs ou des intrigans habiles et persévérans égarèrent l'opinion, s'emparèrent du mouvement des esprits, soulevèrent les masses imprévoyantes, et portèrent au pouvoir des hommes qui semblaient n'avoir d'autre mission que de précipiter le pays dans un abîme de maux. Tels furent les préludes de la catastrophe qui est venue comme la foudre détruire toutes les espérances de l'Italie. Quelques détails sur la situation intérieure des diverses parties de la péninsule feront voir comment cette catastrophe était devenue à-peu-près inévitable; car il n'y a pas d'effet sans cause; tout s'enchaîne dans les événemens qui décident du sort des nations, et le hasard y a bien moins de part qu'on ne le croit communément. Les revers et les malheurs ne sont que la conséquence et le châtiment des fautes; on est rarement heureux quand on ne mérite pas de l'être; la fortune ne seconde et n'accompagne guère que la sagesse.

Après l'armistice, les partis extrêmes qui jusque-là s'étaient plus ou moins contenus, levèrent tout-à-fait la tête. Les démagogues attribuant les revers à la monarchie ne parlaient que de trahisons et faisaient remonter leurs infâmes accusations jusqu'à Charles-Albert. Ils répétaient sans cesse que la guerre des rois était finie, mais que celle des peuples allait commencer, et que cette fois le triomphe était certain. Ce que l'armée piémontaise renforcée des troupes de Rome et de la Toscane n'avait pu faire, ils voulaient l'accomplir avec des bandes populaires soulevées en masse contre l'Autriche; mais ils ne disaient pas comment ils allaient venir à l'exécution de ces beaux plans, comment ils allaient rendre tout d'un coup belliqueux des

peuples endormis dans un long repos. Leurs déclamations insensées discréditant et compromettant de plus en plus la cause de l'indépendance, venaient en aide aux rétrogrades qui tenaient presque ouvertement le parti de l'Autriche, et qui, malgré toute leur bonne volonté, ne la servaient certainement pas mieux. Le parti constitutionnel ou modéré, le plus nombreux comme partout, avait à sa tête les hommes les plus distingués de l'Italie, les vrais promoteurs de la liberté et de l'indépendance. Ces hommes avaient à peine obtenu le triomphe des principes pour lesquels ils avaient lutté si longtemps au prix de sacrifices de toute espèce, qu'ils se voyaient, ainsi que cela arrive presque toujours, débordés de tous côtés. La victoire de l'Autriche venait de déconcerter ce parti et de porter la confusion dans ses rangs; il sentait les difficultés de la situation, montrait trop d'hésitation et donnait ainsi beaucoup de prise à ses adversaires. Quant aux souverains, s'ils avaient paru d'abord prêts à faire cause commune avec leurs peuples contre l'Autriche, ils avaient bientôt changé d'intention. Le roi de Naples n'avait pris aucune part à la guerre; le Pape et le Grand-Duc de Toscane ne l'avaient faite que malgré eux. Tous redoutaient beaucoup l'augmentation de puissance de la maison de Savoie, voyaient avec effroi le développement si rapide des idées révolutionnaires qu'ils ne savaient comment arrêter, et étaient loin d'être mécontens des triomphes de l'Autriche.

Mais ce qui rendait encore plus dangereuses ces tendances diverses et opposées, c'était l'état de transition politique de l'Italie, délivrée depuis quelques mois seulement de l'absolutisme. Le passage de cette forme de gouverne-

ment au régime représentatif, difficile dans tous les temps, est impraticable au milieu des troubles de la guerre et des agitations d'un peuple qui revendique sa nationalité; l'ordre est indispensable au progrès réel, et l'on n'improvise pas plus des gouvernemens constitutionnels que des états indépendans. L'établissement et la consolidation des libertés, l'éducation politique, l'harmonisation du présent avec le passé et avec les tendances de l'avenir réclament la calme, l'attention entière de la nation qui entreprend une telle œuvre, et exigent une grande sagesse et une grande habileté chez ceux qui sont à sa tête. Les constitutions qui venaient d'être données aux divers états italiens, semblables en cela à presque toutes les constitutions modernes, reconnaissaient de prime abord certains droits ou établissaient certaines institutions, comme le droit de réunion, la liberté de la presse, la garde nationale, qui, privant le pouvoir d'une grande partie de son action, deviennent dans le premier moment d'un tel régime, des occasions d'agitation et des instrumens de désordre et d'anarchie, chez les peuples trop inquiets, trop impatiens et qui ont le tempérament un peu révolutionnaire. Le droit de réunion est toujours dangereux, même pour les nations qui comprennent le mieux la pratique de la liberté, et chez qui le respect des lois et de l'ordre est le plus profondément enraciné. Les clubs politiques et toutes les assemblées du même genre sont presque toujours des foyers d'intrigues et de révolte où les ambitieux et les conspirateurs viennent essayer leurs forces, aiguiser leurs armes, se faire des partisans et surtout égarer la multitude. C'est là que se produisent et se développent les plus absurdes théories, les projets les plus fan-

tastiques et les plus criminels désirs; c'est de là que sortent des troubles et des tentatives qui sans cesse renouvelées finissent par submerger l'ordre politique et moral. La liberté de la presse n'est guère moins périlleuse dans ses commencemens, car si elle répand la lumière et la vérité, elle répand aussi les ténèbres et le mensonge. C'est à son influence pernicieuse que les peuples qui débutent dans les voies constitutionnelles doivent cette fièvre politique qui tourmente tous les citoyens, leur fait méconnaître leurs devoirs, les arrache à leurs goûts et à leurs habitudes, les pousse hors de leur sphère naturelle. Le journalisme ne représente pas l'opinion, mais il la fait, et c'est ce qui donne à l'autorité le droit de n'avoir pas un respect exagéré pour la liberté de la presse. La profession de journaliste devrait être une espèce de sacerdoce exercé par les hommes les plus instruits et les plus purs; la plupart du temps elle est usurpée par des ignorans, des pervers, des ambitieux, dont les attaques continuelles démolissent les réputations les mieux acquises, sapent les bases les plus solides du pouvoir, et ruinent la société jusque dans ses fondemens. Il faut un assez long temps pour que la raison publique enfin éclairée sache se tenir en garde, pour qu'elle ne prête plus son attention et n'accorde plus sa confiance qu'aux écrivains qui lui parlent le langage de l'ordre, de la morale et de la justice, c'est-à-dire, de la vraie liberté. Le développement exagéré et l'abus du journalisme entraînent encore des inconvéniens d'un autre genre; ils ont créé ce désir insatiable de nouvelles, devenu un besoin et une sorte d'infirmité de notre époque. Tout le monde perd une bonne partie de son temps à lire les journaux, et ces

lectures hâtives, mal digérées et portant sur toute sorte de choses à la fois, ne laissent dans l'esprit que des idées fausses ou au moins superficielles. La nécessité de satisfaire à cette avidité universelle de nouvelles et d'appréciations politiques oblige les publicistes à écrire trop rapidement, au jour le jour. Il résulte de tout cela que le nombre des personnes qui lisent, écrivent et étudient sérieusement devient de plus en plus restreint et que les travaux de longue haleine ou exigeant beaucoup de méditation sont trop négligés. Quant à la garde nationale, contrefaçon ridicule des milices du moyen-âge, tout-à-fait inutile contre les ennemis du dehors et bonne tout au plus à faire la police des rues, elle n'est en réalité qu'un germe permanent de guerre civile. En armant une nation toute entière, on la rend ingouvernable, parceque les partis sont bien vîte tentés de combattre, au lieu de discuter et de délibérer. C'est d'ailleurs faire reculer la civilisation que d'exiger de chaque citoyen qu'il s'arme pour veiller à la défense intérieure ou extérieure de l'état, sans nécessité pressante; les pays véritablement libres laissent ce soin à l'armée permanente, et seraient honteux de recourir à une institution digne des temps de la barbarie, qui ruine l'esprit militaire et les qualités guerrières d'une nation, et qui, à une époque comme la nôtre, n'a aucune raison d'être. Les assemblées représentatives sont aussi bien souvent une entrave au progrès et à la bonne politique; on se fait d'étranges illusions sur le mérite et l'importance de leur rôle. Toutes les constitutions modernes leur accordent trop de pouvoir, trop d'influence dans le détail et la conduite des affaires, et c'est là un vice fondamental. Il est certain, malgré tout ce qu'une

telle assertion peut avoir au premier abord de paradoxal, que quels que soient la base électorale, le système de nomination et le mode de délibérer et de voter de ces assemblées, elles sont rarement la représentation véritable du pays, et que plus rarement encore leurs délibérations sont l'expression de leur propre majorité; tout est avec elles intrigue ou loterie. L'expérience ne prouve que trop leur impuissance; composées souvent d'hommes nullement préparés à la vie et aux travaux parlementaires, sans connaissances spéciales et sans esprit de tradition, elles perdent leur temps en paroles et en vagues projets, à faire et défaire des ministres, et leur action utile est à-peu-près nulle. Il faudrait leur enlever toute initiative gouvernementale et limiter leur rôle au vote des recettes, au contrôle des dépenses, à l'acceptation ou au rejet des lois élaborées dans les conseils du gouvernement, à l'approbation ou au désaveu de la marche générale du pouvoir. Electeurs et élus sont généralement incapables, les premiers de comprendre, les seconds de conduire les affaires d'état; l'art de gouverner est difficile et réservé, dans chaque génération, à un bien petit nombre, et les masses populaires ou les assemblées un peu nombreuses ne peuvent que juger les résultats. Mais quoiqu'il en soit, de toutes les formes de gouvernement, la monarchie constitutionnelle est sans contredit la plus propre à diriger sagement les affaires d'une nation; la monarchie absolue et la république sont toutes deux un anachronisme, un reste du passé, et à mesure que les peuples font des progrès réels dans la science politique, ils arrivent ou retournent à la monarchie représentative. Avec elle, le pouvoir n'est livré ni aux hasards populaires, ni aux caprices d'un

despote. Son principe et sa base sont assez élastiques pour s'étendre ou se resserrer selon les circonstances, pour suivre la marche du temps et des idées, et réaliser le progrès, en évitant les révolutions et toutes les transformations brusques et violentes. Combinant d'une manière heureuse l'hérédité et l'élection, c'est-à-dire, la stabilité et le progrès; tenant compte de toutes les forces sociales, de tous les élémens politiques; faisant à chacun sa juste part d'influence et laissant prudemment subsister les inégalités qui sont dans la nature même des choses, elle concilie autant que possible et mieux que tout autre gouvernement, les droits, les devoirs et les intérêts réciproques des hommes réunis en société. Si sa marche vers le progrès est parfois un peu lente, du moins elle est sûre; avec elle on gravit assez péniblement la rampe de la liberté, mais on ne redescend jamais, tandisque les secousses révolutionnaires qui d'un bond nous portent au sommet, nous laissent retomber bien vîte. La souveraineté populaire n'est pas la liberté, comme voudraient le faire croire les démagogues qui ne font tant de dupes que parce que cette vérité n'est pas assez comprise. La liberté est et ne peut être que l'égalité devant la loi et le pouvoir, et non cette égalité absolue, principe abstrait, vraie chimère, dont la poursuite cause tant de maux à l'humanité, et dont l'application sera toujours impraticable, en présence des passions humaines dont elle ne tient pas compte, comme s'il était possible de gouverner en en faisant abstraction.

Dans les conditions où se trouvait l'Italie, l'Etat Romain et la Toscane étaient les deux pays où la démagogie avait le plus de facilité et le plus de chance d'arriver à ses fins;

aussi est-ce là qu'elle dressa ses plus fortes batteries, décidée à ne reculer devant aucun moyen pour triompher. La démagogie est, de tous les partis politiques qui déchirent un pays, celui qui compte à sa tête le plus d'hommes audacieux et pervers, et dans ses rangs le plus de dupes; elle traîne après elle la lie et la fange de la société, et tous ces gens malfaisans qui flairent partout les révolutions et ne peuvent vivre qu'au sein de l'anarchie. C'est là ce qui la rend si redoutable, ce qui lui permet de frapper de grands coups dès que la moindre occasion se présente; Rome et la Toscane ne tardèrent pas à en faire l'épreuve.

Sous Grégoire XVI, le gouvernement romain, à la fois incapable et inflexible, et livré aux plus mauvaises influences, avait laissé l'état privé plus que jamais de liberté et de sécurité, accablé d'abus, sans administration, sans justice, en un mot, dans un malaise épouvantable. Pie IX débuta par la clémence, fit quelques réformes timides, rechercha la popularité et suivit les autres souverains italiens dans les voies constitutionnelles; mais esprit étroit et caractère faible, impuissant à accomplir le peu de bien qu'il paraissait vouloir, placé d'ailleurs entre les résistances du parti rétrograde et les exigences du parti révolutionnaire, sa conduite ne fut qu'une suite de contradictions qui contribuèrent beaucoup à la ruine de la cause de l'indépendance. Vers la fin de la campagne, on avait surpris la correspondance de quelques cardinaux avec les Autrichiens, et on avait saisi à Milan une lettre du Pape, contenant de trop vives protestations d'amitié pour l'Autriche. Le gouvernement papal ne tarda pas

d'ailleurs à se détacher du Piémont pour se rapprocher du roi de Naples, ce qui indiquait assez combien ses tendances étaient peu italiennes. Par cette conduite coupable, il fournissait une arme terrible contre lui au parti républicain, si ardent en apparence, quoique fort tiède en réalité contre l'Autriche, mais mettant habilement en avant le refus de concours des princes à la guerre, pour les perdre dans l'esprit des peuples et arriver ainsi à renverser leurs trônes, œuvre plus facile, surtout moins périlleuse que d'aller affronter sur les champs de bataille les canons de l'Autriche. Dans un moment aussi critique, alors qu'il s'agissait de faire les premiers pas dans les voies constitutionnelles, de substituer un pouvoir civil au pouvoir du clergé, et d'administrer le pays le plus désorganisé, la fausse politique de Pie IX rendait de jour en jour plus difficile la marche de son gouvernement. Après avoir essayé inutilement plusieurs ministères, il eut recours à un homme qui s'était acquis une grande réputation comme savant, comme législateur et comme diplomate, en Italie, en Suisse et en France; c'était Rossi, penseur profond, esprit pénétrant, d'une trempe énergique, le seul homme en Italie capable de faire face à la situation. Non content de réformer l'Etat et de résoudre toutes les questions intérieures, le nouveau ministre se proposait de travailler fermement à l'indépendance et de confédérer les divers pays italiens. La faction démagogique, impatiente de renverser la constitution, vit dans Rossi un obstacle immense à ses desseins, et jura sa perte; il fut poignardé sur les marches du palais de l'assemblée législative, le jour qu'il venait exposer ses plans, comme le fut jadis César

au moment qu'il allait prendre les rênes du monde. Ce fut un coup terrible porté à l'Italie, qui à partir de ce moment se précipita presque toute entière dans le sillage de la démagogie. Pie IX, attaqué dans le Quirinal, prit la fuite, et Mazzini vint monter au Capitole. Si le Pape, privé de tous moyens de défense, avait raison d'abandonner Rome pour éviter les outrages à la personne du chef du monde catholique et à la majesté de la tiare, il devait chercher seulement à se mettre en sureté, sans quitter ses propres états et sans laisser ainsi le champ libre à ses adversaires; il ne devait pas surtout aller demander l'hospitalité au roi de Naples, car autant aurait valu, aux yeux de l'Italie, aller la demander à Vienne. Le Pape disparu, une autorité provisoire fut établie, et une assemblée constituante convoquée. Cette assemblée décreta la déchéance du Pape et proclama la république. L'âme de ce gouvernement fut Mazzini. Conspirateur infatigable et orateur éloquent, il était nul comme homme d'état, et quoique peu scrupuleux sur les moyens, il n'avait ni les talens, ni l'audace d'action nécessaires à son rôle. A Rome, comme quelques mois avant à Milan, il ne fut que le mauvais génie de l'Italie, et ne réussit qu'à compromettre d'abord et à perdre ensuite la cause de l'indépendance, en désorganisant les forces réelles de la Péninsule pour leur substituer les vains efforts d'un parti impur et inintelligent. Le rêve de Mazzini était l'unité italienne, cette unité absolue dont la France est le type, et qui n'est qu'un leurre dangereux pour les peuples qui par leurs traditions, leurs instincts, leurs conditions territoriales, ont leur raison d'être d'une autre manière. La plupart des diverses parties

de l'Italie sont des états complets avec leur caractère individuel et tranché, et leur existence propre ; c'est donc affaiblir considérablement leur ensemble et même le réduire à une longue impuissance que de vouloir effectuer trop rapidement et au milieu de la lutte contre la domination étrangère, une unité politique et administrative qu'ils ne désirent pas et qui ne leur est pas nécessaire.

La Toscane ne pouvait tarder à avoir aussi sa révolution, dont les symptômes s'étaient déclarés longtemps avant les événemens de Rome, car c'était elle que les démagogues avaient d'abord choisie pour leur base d'opération. État sans force publique, peuple sans habitudes militaires et sans activité politique, gouvernement tolérant mais en même temps absolu dans les moindres choses, fonctionnaires ineptes ; telle était la Toscane lorsqu'elle se trouva tout d'un coup dotée d'une constitution. C'est alors que son souverain, comme ceux des autres Etats italiens, dut regretter amèrement d'avoir perdu tant de temps, d'avoir pendant de longues années résisté à l'esprit public, au lieu de l'éclairer, de lui ouvrir la voie et de le guider. Il n'est que trop vrai que l'Italie ne pouvait poursuivre à la fois l'œuvre de la liberté intérieure et celle de l'indépendance, et c'est là la cause de ses malheurs actuels ; la responsabilité principale retombe sur les gouvernemens, sur tous sans exception, car ce n'est pas le mouvement de l'indépendance, qui a éclaté trop tôt, c'est le régime constitutionnel qui a été accordé trop tard. L'Italie, après avoir joui pendant plusieurs années, sous la domination française, d'institutions à-peu-près libérales, est retombée en 1815 dans les serres de l'absolutisme ;

jusqu'en 1846, malgré une longue paix pendant laquelle les idées constitutionnelles faisaisent partout leur chemin, malgré les révolutions ou changemens considérables arrivés dans une foule d'Etats, en France, en Espagne, en Belgique, en Suisse, en Grèce, elle est restée immobile entre les mains despotiques et ignorantes de ses souverains. Quoi d'étonnant que ces souverains soient devenus victimes de leurs coupables erreurs qui venaient de coûter si cher à la Péninsule? Le gouvernement de Toscane, sans force morale et matérielle pour résister aux violences de la démagogie, devait succomber sans même pouvoir lutter; un peu d'audace devait suffire pour le renverser. Le grand-duc, effrayé de l'agitation factice du pays et des émeutes incessantes de Livourne, et mal soutenu par le parti modéré, s'abandonna aux exaltés et livra le pouvoir à un ministère démocratique qui n'était que le précurseur des démagogues, comme cela était arrivé à Rome après la fuite du Pape, et comme cela fut sur le point d'arriver un peu plus tard en Piémont. Après avoir tout accordé, Léopold vit enfin où on le menait; parvenu à la limite extrême des concessions, on lui demandait encore de reconnaître et d'autoriser la constituante italienne unitaire, avec mandat illimité; c'eût été signer sa propre déchéance, et il refusa. Mais au lieu d'essayer la résistance et de chercher à réunir autour de lui les élémens d'ordre et de force que renfermait le parti modéré et qu'avec un peu de courage et d'habileté il était possible d'opposer aux révolutionnaires, il prit lâchement la fuite. Si la chûte d'un gouvernement n'avait de suites fâcheuses que pour ses chefs, ceux-ci pourraient être excusables de ne pas se défendre

autant qu'ils le pourraient, mais cette chûte amène presque toujours de grands malheurs sur le pays, surtout quand elle n'est que le triomphe d'une faible minorité comme dans le cas actuel; et alors le chef d'état qui manque à ses devoirs et laisse tomber le pouvoir pour éviter quelque effusion de sang ou pour songer à sa sureté personnelle, ne mérite que le mépris et la honte. Après le départ du grand-duc, la république fut proclamée à Florence comme elle l'avait été quelques semaines auparavant à Rome. Pour être conséquens avec leurs doctrines, les révolutionnaires auraient dû travailler immédiatement à réunir les deux Etats en un seul; mais cette union qui devait se faire au profit de Mazzini et de ceux qui exerçaient avec lui le pouvoir à Rome, ne pouvait être acceptée si facilement pas les révolutionnaires de Toscane, surtout par Guerrazzi, véritable homme d'Etat, le seul que comptait la démagogie. Les deux pays continuèrent à se gouverner séparément, en attendant la convocation de la constituante italienne qu'on se flattait de réaliser prochainement. Ces deux révolutions ne pouvaient manquer de porter un coup funeste à l'indépendance; d'un côté, elles désorganisaient complètement l'Etat Romain et la Toscane, et anéantissaient leurs ressources militaires et financières ; de l'autre, elles achevaient d'épouvanter le parti rétrograde piémontais et le rendaient tout-à-fait contraire à la guerre. Enfin Rome, en détrônant le Pape, compliquait la question nationale d'une question religieuse, beaucoup plus difficile, et qui allait livrer l'Italie à d'inextricables embarras.

En Piémont, les révolutionnaires trouvaient plus d'obstacles et de résistance ; une dynastie bien assise, de so-

lides traditions monarchiques, une armée dévouée au roi, des populations tranquilles, honnêtes et sages. Cependant, ils parvenaient à se faire des partisans, en excitant la jalousie entre les diverses classes qui nulle part n'avaient été plus distinctes et plus séparées jusqu'en 1847; en parlant sans cesse d'aristocratie et de démocratie; en semant partout la calomnie; en déclamant au sujet de l'armistice et sur la nécessité de recommencer bien vite la guerre. Il y a en Piémont, comme dans toute l'Italie, une foule d'ecclésiastiques sans emploi, d'avocats sans cause, d'écrivailleurs et de politiques oisifs, tous gens mécontens de leur position et par suite envieux et portés au changement, et qui, comme tribuns du peuple et orateurs de cafés, servent merveilleusement la cause de la démagogie. La question de la guerre était le terrain sur lequel il était le plus facile d'égarer l'opinion. Le ministère qui comprenait l'impossibilité de reprendre en ce moment les armes, n'osait pas le dire trop ouvertement, cherchait à gagner du temps, mettait en avant la médiation, et promettait cependant de rompre l'armistice, si une occasion opportune se présentait. Malgré l'audace et l'activité de ses adversaires, malgré la pression qu'exerçaient de tous côtés autour de lui la démocratie et l'émigration lombarde, il n'était pas facile de le renverser, car il était composé d'hommes sages et d'administrateurs habiles, et soutenu par la majorité des deux chambres, tandis que le parti démocratique n'avait pas un seul personnage considérable à mettre à la tête des affaires. Les chefs de ce parti, sentant leur côté faible, eurent l'habileté de se mettre sous l'égide de Gioberti qui était alors le nom le plus populaire du Piémont, et dont les écrits

politiques et philosophiques avaient tant contribué au mouvement de l'Italie. Gioberti, esprit ardent et absolu, peu ambitieux mais très-vain, n'avait pas l'habitude des affaires et savait peu apprécier les hommes et les circonstances. Il croyait alors que la guerre était très-possible et qu'il fallait la pousser à outrance, et mécontent de voir le ministère et le parti modéré différer la reprise des hostilités, il s'éloigna d'eux, sans s'inquiéter si l'ardeur de ses nouveaux amis pour la guerre tirait son origine de la raison d'état et d'un véritable et sincère patriotisme, ou seulement du désir d'arriver au pouvoir. La question de la guerre immédiate était donc posée entre les partis; ceux qui voulaient attendre, passèrent pour de mauvais patriotes, des partisans de l'Autriche, des réactionnaires, des *codini*; les autres qui se donnaient pour des libéraux avancés, prirent le nom de démocrates, demandèrent des ministres démocrates, et s'engagèrent tête baissée dans la politique d'aventure, sans se laisser arrêter par aucune espèce de considération; et bien qu'en assez faible minorité, ils ne tardèrent pas à mener le pays. Ce parti comptait dans ses rangs quelques-uns de ces hommes qui avec peu de doctrine et de savoir ont néanmoins un véritable génie pour l'intrigue ; ce furent eux qui s'attachèrent à Gioberti, et qui, exploitant la susceptibilité de cet esprit altier et passionné, le poussèrent aux extrémités qui amenèrent la retraite du ministère modéré. Dans le courant de décembre, les démocrates, avec Gioberti à leur tête, arrivèrent au pouvoir; leur programme était la guerre immédiate et le développement de la constitution dans son sens le plus démocratique. Malgré l'accueil assez favorable des cham-

bres, la nouvelle administration, ou plutôt le parti qui se cachait derrière elle, jugea bien qu'elles ne le suivraient pas jusqu'où il voulait aller, et la chambre des députés fut dissoute. Cette dissolution fut une grande faute de la part de Gioberti; il ne connaissait pas encore le parti qui l'avait mis à sa tête, il se laissa tromper, et à la place d'une chambre qui ne lui paraissait pas assez avancée, il en obtint une qui l'était beaucoup trop, dont les tendances étaient républicaines, et qui allait bientôt lui arracher le pouvoir. Ignorant qu'on ne s'était servi de son nom que pour en couvrir des candidats démocrates qui autrement n'auraient pu être nommés et qui étaient ses adversaires et non ses partisans, il regardait la chambre nouvelle comme son propre ouvrage, et croyait qu'elle représentait sincèrement le pays, malgré les vices essentiels d'une loi électorale qui met trop aisément les élections à la disposition d'un petit nombre d'intrigans. Mais quand il s'aperçut enfin du véritable état des choses, il prit assez résolument son parti et commença à se montrer homme d'état. Pour vaincre l'Autriche, il fallait commencer par jeter à bas les révolutionnaires, ses meilleurs alliés; avant de commencer la lutte, l'Italie devait être tranquille à l'intérieur et unie. Gioberti, en reconnaissant ces vérités dont il avait été un des principaux promoteurs et qu'il venait pourtant de méconnaître, ramenait les choses au seul point de départ possible. D'après les conseils de le France et de l'Angleterre, il résolut d'intervenir d'abord en Toscane et puis à Rome; c'était là non seulement une idée vraiment italienne, puisqu'on écartait ainsi les étrangers des affaires intérieures de la Péninsule, mais aussi le retard honorablement et

habilement justifié d'une guerre qui, dans les conditions actuelles, n'avait aucune chance de succès; c'était en même temps une bonne fortune pour un ministère qui après avoir si solennellement promis la reprise prochaine des hostilités, trouvait ainsi le moyen de se tirer du mauvais pas où il s'était engagé; enfin le Piémont pouvait, par cette intervention, si elle était bien conduite, gagner une immense influence dans toute la Péninsule. Mais Gioberti avait compté sans ses collègues, sans la chambre et sans le roi. Ministres et députés se prononcèrent contre ses projets, et montrèrent pour les révolutions romaine et toscane des sympathies qui étaient un danger réel pour la monarchie sarde. Charles-Albert, indécis, peu clairvoyant et d'ailleurs très-crédule, comme tous les gens faibles, ne sut pas démêler la vérité; au lieu de soutenir Gioberti et de revenir avec lui vers les modérés, il s'abandonna aux démocrates, et marcha ainsi à une ruine certaine. Ce malheureux prince, trop sensible aux infames accusations dirigées contre lui, ne songeait qu'à se laver du reproche de trahison; il tenait personnellement à la reprise des hostilités; tout ce qui retardait la guerre lui devenait odieux, et il voulait à tout prix retourner aux combats, sans s'inquiéter des suites, sans songer qu'il jouait de la manière la plus imprudente sa couronne et les destinées du pays. Il put croire aussi, en entendant les cris de guerre, qu'on faisait sans cesse pousser autour de lui, que c'était la véritable opinion des populations. La chûte de Gioberti et les dispositions du roi laissant le champ libre au ministère et à son parti, la guerre ne devait pas tarder.

Tandis que les républicains achevaient de rendre im-

puissantes Rome et la Toscane, et que les démocrates allaient lancer contre l'Autriche les forces du Piémont qu'ils n'avaient pas peu contribué à affaiblir, l'Etat le plus important de l'Italie, Naples, était livré à une terrible réaction. Non seulement il n'y avait à attendre de là aucun secours pour la nouvelle lutte, mais c'était comme une seconde Autriche, occupée à l'autre extrémité de la Péninsule, à étouffer tout germe de liberté d'un côté, et de l'autre, à écraser la Sicile. Le gouvernement de Naples avait habilement exploité l'affaire du 15 mai, provoquée tout-à-la-fois par lui et par ses adversaires; il avait encore tiré meilleur parti de l'imprudente révolte des Calabres survenue peu après. Depuis, il n'avait plus dissimulé son désir de voir triompher l'Autriche, et n'avait cessé de souffler la défiance contre la maison de Savoie, à qui il attribuait des prétentions chimériques de toute espèce. La Sicile, livrée depuis 1815 à un despotisme révoltant, à un gouvernement de colonie ou plutôt de fief, s'était, au mois de janvier, débarrassée du joug de Naples. Le roi, n'ayant aucun autre moyen de conserver cette île, reconnut alors la constitution de 1812 établie sous les auspices et la garantie de l'Angleterre, et dont la suspension ou plutôt la suppression avait produit les maux et déterminé l'insurrection du pays; mais en même temps Ferdinand essayait d'organiser le pouvoir d'une manière qui rendait illusoires toutes les garanties accordées par cette charte. Les Siciliens n'étaient pas tombés dans le piége; ils avaient refusé les conditions qui leur étaient offertes, et leur parlement avait déclaré la déchéance du roi et de sa dynastie, réformé la constitution et offert la

couronne au second fils de Charles-Albert, le duc de Gênes; mais elle fut refusée. A la fin d'août, après les revers du Piémont, Ferdinand envoya en Sicilie une armée qui brûla Messine et s'empara de ses décombres; de part et d'autre il fut commis des actes de cruauté qui avaient disparu depuis longtemps des guerres de l'Europe chrétienne et civilisée. Révoltés de ces scènes, les commandans des forces navales que la France et l'Angleterre tenaient sur les côtes d'Italie, crurent devoir s'interposer et mirent un terme aux hostilités. Les cabinets de Paris et de Londres approuvèrent la conduite des amiraux, et sur l'invitation même du roi, s'offrirent pour médiateurs. Ils demandaient la mise en vigueur de cette constitution de 1812, seul moyen de contenter la Sicile et d'opérer une réconciliation. Bien que les concessions du roi ne répondissent pas à l'esprit de la constitution et aux dispositions du pays, les deux puissances, dans leur désir d'éviter une nouvelle collision, conseillèrent aux Siciliens de les accepter. Mais toutes les démarches de leurs amiraux et de leurs ambassadeurs restèrent inutiles; l'exaspération était trop grande, et des deux côtés on s'apprêtait à recommencer la lutte avec le même acharnement.

C'est ainsi que l'Italie indépendante, déchirée par les partis et livrée aux plus mauvaises passions, était tombée aux pieds de la démagogie ou devenait la proie de la réaction. Elle épuisait son énergie dans des convulsions, au milieu desquelles disparaissaient le respect à l'autorité, l'obéissance à la loi, la discipline militaire, en un mot tout ce qui fait la vraie force des nations, et ce travail de décomposition la menait droit à sa perte. Pendant ce temps-

là, la Lombardie et la Vénitie subissaient les vengeances de l'Autriche et expiaient cruellement leurs fautes, leur manque d'énergie et de patriotisme. L'Autriche qui semble n'emprunter à la civilisation que ses moyens de force et d'oppression, déshonorait sa victoire par une conduite barbare, et si cette conduite n'excitait pas en Europe toute l'indignation qu'elle méritait, elle le devait à la démagogie qui ailleurs se rendait coupable des mêmes excès et qui inspirait partout les plus grandes craintes. Le pays reconquis avait à subir un régime de rigueur et de violence extrêmes, et des exactions continuelles. Des amendes ou contributions de guerre, des surcharges d'impôts de toute espèce, venaient à chaque instant frapper les classes aisées et éclairées. En dehors de ces mesures générales, quelques-unes des plus riches familles, quelques villes ou établissemens publics avaient encore à acquitter des taxes énormes; c'était une sorte d'application des théories du communisme que faisait le gouvernement autrichien, pour se concilier le peuple des villes et des campagnes. Le pays, privé de journaux et de correspondances, se trouvait comme isolé du reste de l'Italie et des Etats étrangers; on laissait cependant circuler assez librement les livres imbus d'idées démagogiques, car ces fausses doctrines servaient pour le moment d'auxiliaires à l'Autriche, qui cherchait, par tous les moyens, à perdre la dynastie de Savoie et le Piémont, dans l'esprit des Lombards et des Vénitiens. Au moment de l'insurrection, les Piémontais avaient eu le tort d'arriver un peu tard; ils avaient eu ensuite celui de se présenter en frères et en libérateurs trop désintéressés, de trop ménager le pays pour lequel ils combattaient, de

ne pas en exiger hardiment tous les sacrifices nécessaires, enfin de ne pas agir en maîtres. Les Lombards, ainsi abandonnés à eux-mêmes, n'avaient pas su, dans leur orgueil et leur ignorance, apprécier le généreux dévouement du Piémont, qu'ils prirent pour un désir d'agrandissement et de conquête, et après les revers auxquels avait tant contribué leur propre inertie, ils se considérèrent comme sacrifiés par Charles-Albert. L'Autriche exploitait habilement ces dispositions, triste fruit de ce caractère défiant et jaloux si commun chez les populations italiennes. Elle ne cessait de promettre et d'annoncer à ses sujets italiens des institutions libérales, mais au fond elle ne voulait rien leur accorder; et l'autorité militaire, qui exerçait tous les pouvoirs, redoublait de sévérité et de rigueur, sous le moindre prétexte ou au moindre indice de mécontentement. Malheureusement la violence et la cruauté réussissent quelquefois et valent mieux contre certaines populations que la douceur et la justice; c'est là une triste chose, mais sur laquelle il n'est pas possible de se faire illusion. Les habitans de cette partie de l'Italie ont encore toutes les habitudes de l'asservissement; la force brutale est ce qui a le plus d'empire sur eux. Le cœur de l'homme se forme sans doute selon la condition où il se trouve, et c'est ce qui explique la longanimité et la patience de ces Italiens, au milieu de tant d'humiliations, d'injustices et de souffrances. Ils ne songent point assez à leurs droits nationaux; la domination étrangère, ce fait si contraire à la nature, à l'ordre social et à la civilisation, paraît à beaucoup d'entre eux une chose toute simple et inévitable; et les autres,

dans leurs agitations politiques, n'ont jamais de but bien arrêté, et se conduisent comme si c'était la servitude au lieu de l'indépendance qu'ils ont à conquérir. On pourrait les croire assez réveillés enfin pour ne plus supporter le joug et savoir s'en débarrasser; mais ils manquent d'idées positives, se repaissent d'illusions, ont peu d'énergie et de constance, et ne peuvent par conséquent rien faire de sérieux dans l'intérêt de leur nationalité. Il est rare qu'une nation n'ait pas, à la longue, le sort qu'elle mérite; ceux des Etats italiens qui depuis plusieurs siècles sont sous le joug de l'étranger, ne peuvent guère s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Pendant l'armistice, les réfugiés qui se trouvaient en Suisse, excités par Mazzini qui rêvait toujours une levée en masse contre l'Autriche, malgré les dispositions bien connues du pays, donnèrent une nouvelle preuve des illusions dont se berçaient les chefs de la démagogie. Au mois d'octobre, au moment où Vienne, il est vrai, était en révolte, mais où les forces de l'Autriche en Italie n'étaient point diminuées pour cela, ils se jetèrent dans la Valteline et soutenus par quelques habitans du pays qui se joignirent à eux, occupèrent Chiavenna et les environs. Mais Radetky n'eut qu'à envoyer quelques renforts pour faire aussitôt rentrer tout sous son obéissance, et la contrée expia durement cette tentative qui n'était qu'une folle échauffourée.

Il n'en était pas de même à Venise; elle avait des forces suffisantes et elle est facile à défendre; elle continuait de rester indépendante et se gouvernait sagement. Radetzky ne se croyant pas en état de l'attaquer, se contentait de la

bloquer ou plutôt de l'observer. A la fin d'octobre, les Vénitiens firent une sortie vigoureuse contre les troupes autrichiennes qui occupaient Mestre, nœud des communications de Venise avec la terre-ferme ; après un combat fort vif, ils les mirent en déroute, leur firent six cents prisonniers et leur prirent six canons avec une grande quantité de munitions.

Les Duchés, occupés par les troupes autrichiennes comme s'ils étaient de simples provinces de l'Empire et non des Etats indépendans, partageaient le triste sort de la Lombardie et de la Vénitie. Le duc de Modène qui s'était hâté de reprendre possession de ses Etats, persécutait tout ce qui avait pris la moindre part à l'insurrection et à la guerre, mais semblait cependant vouloir gouverner désormais avec assez de justice et de sagesse. Quant au duc de Parme, l'Autriche n'avait pas désiré son retour; elle avait des vues sur ses états, et y exerçait provisoirement toute l'autorité.

L'Autriche, depuis les événemens de mars, s'était trouvée dans une situation qui semblait devoir amener sa ruine. A des embarras et des difficultés de toute nature, aux affaires d'Italie, de Hongrie, d'Allemagne, vint s'ajouter une affaire plus grave que toutes les autres, la révolte de Vienne qui dura un mois entier, et qui pour être comprimée, exigea une armée de soixante mille hommes et une véritable guerre. Cette monarchie montra alors une vitalité qu'on ne lui soupçonnait plus, et ne cessa jamais, dans ses momens les plus sombres, d'avoir foi en elle-même. Une partie des populations de l'Autriche sont encore un peu barbares ou du moins neuves, point usées par les passions politiques,

point livrées à ce ferment de liberté et à cette inquiétude des peuples vieillis dans la civilisation et la politique, et c'est là un grand élément de force et de vie pour l'Etat. L'organisation de l'Empire repose, il est vrai, sur des abus de toute espèce, mais beaucoup de ces abus sont en même temps des avantages et contribuent puissamment à la solidité. Le gouvernement autrichien a toujours été un des plus habiles; en dépit d'une foule de causes de faiblesse et de décomposition, il a su faire, avec des nations diverses et même ennemies, une des plus puissantes agrégations réalisées en Europe depuis le moyen-âge. La finesse, la prudence, la ténacité, sont les grandes qualités de ce gouvernement; c'est avec elles qu'il a eu tant de fois raison de ses ennemis intérieurs ou extérieurs, quelle que fût leur force ou leur génie, parce qu'en politique, comme en toutes choses, l'avantage reste toujours aux temporisateurs habiles et opiniâtres. En Autriche, l'administration est généralement ferme, assez judicieuse, cherche à plaire au peuple, sait maintenir tout le monde à sa place, le clergé surtout à qui elle ne permet jamais de s'immiscer dans la politique. Les libertés municipales sans lesquelles il ne peut exister de bon système politique, sont beaucoup plus étendues que dans certains pays qui jouissent depuis longtemps du régime constitutionnel. C'est ainsi que le pouvoir absolu, exercé très-sévèrement mais habilement et d'une manière conforme au caractère et à la civilisation tardive des populations, peut, par exception, réaliser un état de choses supportable et même, sous certains rapports, heureux. Mais si un tel régime pouvait suffire à une partie de l'Empire, il était intolérable

pour les provinces italiennes, beaucoup plus durement traitées que les autres, et dont il froissait tous les droits et tous les sentimens nationaux. L'Autriche, obligée de céder à la pression européenne, a dû se transformer en monarchie représentative, mais le gouvernement a trouvé moyen de faire avorter la constitutiou qu'élaborait une assemblée nationale nommée par le suffrage universel, et l'empereur en a octroyé une autre, qui repose sur l'établissement d'un grand corps politique embrassant tous les pays et toutes les races de l'empire, avec des constitutions particulières pour chacun de ces pays. Mais sera-t-il possible de concilier l'unité de l'Empire et la constitution générale avec les constitutions particulières? La force nécessaire au pouvoir central avec l'indépendance de chaque province? Cet empire, véritable mosaïque de nations, pourra-t-il subsister avec un régime représentatif laissant à chaque pays et à chaque race le soin de ses intérêts particuliers, reconnaissant à tous les mêmes droits vis-à-vis du gouvernement, et établissant entre eux des rapports qui n'ont jamais existé et que repoussent les diversités d'origine, de langage, et de tendances?

Quels que fussent les embarras de l'Autriche, ils ne l'empêchaient pas de tenir en Italie une centaine de mille hommes, et dès-lors le Piémont, réduit à ses propres forces, et n'ayant pas même à espérer un concours un peu énergique des populations de la Lombardie et de la Venitie, ne pouvait rien contre elle en ce moment; c'est ce que ne comprenait pas ou ne voulait pas comprendre le ministère, mais le pays le voyait bien. Ce ministère qui, depuis la retraite de Gioberti, pouvait être considéré comme le pro-

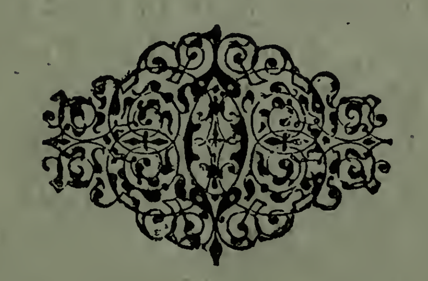
duit de la démocratie pure, et même un peu de la démagogie, agissait suivant son origine, se trompait sur la situation, s'exagérait la faiblesse de l'Autriche et multipliait au contraire fantastiquement les forces de l'Italie. A ses yeux et aux yeux du parti qui le poussait, ne pas recommencer immédiatement la guerre était une lâcheté et une trahison; un simple doute sur l'issue de cette guerre paraissait un sentiment autrichien. Mais ce qui était bien plus inconcevable encore et tout-à-fait impardonnable, c'était l'incurie extrême, ou, pour mieux dire, l'inintelligence complète avec laquelle on se préparait à la guerre. Tout se faisait au hasard, sans vigueur et sans unité; l'armée était mal organisée sous tous les rapports, le trésor épuisé. Les relations diplomatiques étaient sur le plus mauvais pied, car le gouvernement avait indisposé toutes les puissances amies par sa légèreté et par le manque de retenue de son langage, et il s'était ainsi privé de tout appui moral. Non seulement les ministres n'avaient rien su faire pour donner à leur guerre un caractère national et pour triompher des intrigues du parti rétrograde, mais, ce qui est plus étrange et plus inexplicable que tout le reste, ils s'étaient complètement aliéné l'esprit de l'armée, et ne paraissaient cependant pas s'en douter. Les troupes, outre leur répugnance à obéir à des gouvernans qu'elles détestaient et méprisaient, sentaient trop bien les difficultés de la lutte dans laquelle on les engageait, et se souciaient surtout fort peu de se battre de nouveau pour la Lombardie. Elles n'avaient pu oublier que, dans la première campagne, les Lombards n'étaient venus qu'en bien petit nombre partager leurs fatigues et leurs dangers, et elles les voyaient

aujourd'hui apporter le désordre, et même chercher à faire une révolution en Piémont, en retour de l'hospitalité et des soins généreux qu'ils y recevaient. L'émigration lombarde était très-nombreuse; les troupes levées en 1848 par le gouvernement provisoire de Milan avaient au moment de l'armistice un effectif d'au moins vingt-mille hommes, et pourtant le nombre actuel des Lombards présents sous les drapeaux était à peine de sept à huit mille hommes; tous les autres demandaient bien la guerre à grands cris, mais ils ne la voulaient faire eux-mêmes qu'en paroles, ce qui ne les empêchait pas de se récrier sans cesse contre le peu d'ardeur des Piémontais. Il était beaucoup question, il est vrai, parmi ces émigrés et parmi tous les partisans de la guerre, d'une insurrection formidable qui devait éclater en Lombardie, dès qu'on y aurait pénétré. Le ministère qui préparait la guerre à peu-près comme on organise une émeute, croyait fermement, malgré la triste expérience de l'année précédente, que les populations allaient se lever en masse; il avait chargé une commission de travailler à cette insurrection, de préparer des armes, et semblait compter sur les insurgés presque autant que sur l'armée. Quels hommes d'état que ceux qui se font de telles illusions et qui méconnaissent à ce point les dispositions d'un pays!

Ainsi, un roi faible et dépopularisé; une armée sans consistance, pleine du sentiment de son infériorité et ne marchant qu'à regret; un parti nombreux et puissant formellement opposé à la guerre; la masse du pays indifférente; un trésor vide; aucun secours à attendre du reste de l'Italie ou de l'étranger; la désapprobation de toutes

les puissances amies; enfin le manque de concours de presque tout le pays qu'il s'agissait de délivrer; telles étaient les forces et les ressources avec lesquelles le ministère piémontais allait affronter l'empire d'Autriche. Il y a des circonstances où l'on peut et où l'on doit accepter la lutte la plus inégale et sans la moindre chance de succès; mais la provoquer sans nécessité, par pur intérêt ou esprit du parti, et lorsqu'au contraire on a tout à gagner à attendre, c'est pousser la légèreté et l'aveuglement à un point tel qu'ils deviennent une trahison, trahison aussi coupable et plus funeste que celle qui consiste à se vendre à l'étranger pour quelques faveurs ou pour un peu d'or, car cette dernière est toujours plus restreinte dans ses conséquences, tandis que l'autre peut mener le pays à d'immenses désastres, et, ce qui est pis encore, à la honte. Pour surcroît de malheur, cette influence qu'exercent sur tous les événemens certaines causes que notre impuissance à les expliquer ou notre orgueil nous fait appeler le hasard, se tourna cette fois encore contre le Piémont, et amena un dénouement dont la rapidité et les conséquences dépassèrent toutes prévisions fondées. Ce n'est pas le Piémont seul, c'est toute l'Italie dont le cabinet de Turin allait jouer si imprudemment la destinée, car la défaite du Piémont ne pouvait manquer d'avoir un contre-coup terrible d'un bout à l'autre de la Péninsule, d'amener l'intervention de l'Autriche en Toscane et dans les états du Pape, et de ruiner pour longtemps la cause de l'indépendance. Triste exemple de ce qui attend les peuples, lorsqu'ils se confient aux ambitieux et aux agitateurs sans sagesse et sans talent, aux casse-cous politiques qui ne savent rien

voir ni rien prévoir, impuissans pour le bien, tout-puissans pour le mal, et dont le passage au pouvoir, si rapide qu'il soit, laisse toujours de honteuses et funestes traces! On ne saurait trop le répéter, la prudence et la sagesse finissent toujours par maîtriser la fortune, et si dans la conduite des affaires, le caprice et l'entraînement réussissent quelquefois, c'est trop rarement pour qu'il soit permis de s'y laisser aller. La guerre n'est pas, comme on est trop porté à le croire, un jeu de la force et du hasard; elle est bien le triomphe de la force, mais de la force habilement préparée et organisée, guidée par l'intelligence et le génie, et servie par les plus hautes vertus, le courage, l'abnégation et le dévouement. La part de la fortune est toujours la plus petite dans cet art terrible qui décide du sort des nations.



LIVRE DEUXIÈME

Armée piémontaise. — Armée autrichienne — Dénonciation de l'armistice. — Frontière orientale du Piémont et vallée du Pô. — Projets et dispositions de Chrzanowsky. — Plan de campagne de Radetzky. — Passage du Tessin par l'armée autrichienne. — Théâtre de la guerre. — Combat de la Sforzesca. — Combat de Mortara. — Bataille de Novare. — Abdication de Charles-Albert. — Armistice. — Insurrection de Brescia. — Etat du Piémont. — Révolte de Gênes.

L'armée piémontaise, dans la campagne de 1848, n'avait éprouvé que des pertes insignifiantes; mais elle était revenue de cette campagne dans un grand état de désordre et de délabrement, et son moral avait reçu de profondes atteintes. Son effectif, qui avant la guerre n'était que de quarante mille hommes environ, avait été doublé en peu de temps, et cette augmentation trop rapide et sans cadres suffisans, d'une armée déjà mal organisée de longue date, en avait fait une masse sans instruction, sans esprit militaire, sans amour de ses devoirs, et que les premiers revers avaient réduite à l'impuissance. Il ne suffit pas à l'homme de guerre d'être brave à certain momens, ce n'est là qu'une des moindres vertus de sa noble profession; il faut

qu'il sache supporter avec fermeté les épreuves et les traverses, qu'il ne se laisse point abattre dans le malheur, qu'il montre toujours du caractère et de la constance. Mais ces qualités, on ne les acquiert qu'au bout d'un certain temps, par la pratique de la vie et des devoirs du soldat; les armées ne s'improvisent pas, et un pays qui manque de bonnes institutions militaires, qui n'entretient pas, dans la proportion de l'effectif qu'il peut être appelé à mettre sur pied, des cadres instruits et disciplinés, se trouve toujours faible au moment d'entrer en action. Les cadres sont l'épée d'une nation, la vraie force de ses armées dont ils constituent la vie et la valeur morale; ils entretiennent l'esprit de corps, font aimer le drapeau, transmettent l'instruction et les bonnes traditions, et donnent seuls le moyen de passer du pied de paix au pied de guerre, sans trop sacrifier la qualité au nombre. Ils sont bien autrement importans que tous les systêmes de réserve dont on fait tant de bruit, et qui rendent toujours si peu de services. L'organisation militaire d'un pays n'est vraiment bonne que lorsque les cadres sont tels qu'ils peuvent, sans augmentation ni modification, recevoir l'effectif de guerre. Au moment des hostilités, il ne faut rien avoir à créer, c'est le point essentiel; chacun doit entrer en campagne avec le grade et l'emploi qu'il exerce depuis quelque temps. Les formations subites, les augmentations de cadres jettent dans chaque grade des hommes dont on ne voudrait pas en temps ordinaire; étrange contradiction qui rend presque inutile l'entretien d'une armée permanente. Puisque la qualité d'une armée dépend entièrement des cadres, il faut apporter des soins extrêmes à leur formation; mais en Piémont,

comme dans tous les pays où les affaires de guerre sont ou mal comprises ou négligées, on ne s'était guère attaché qu'aux apparences, et il y avait une foule d'officiers qui n'étaient bons qu'à servir en temps de paix. Le mode d'avancement qui accordait trop à l'ancienneté, était une des causes principales d'un tel état de choses; il avait encombré tous les grades d'hommes peu capables, sachant mal le métier, ne l'aimant pas, et ne restant au service que par la certitude d'arriver à leur tour et par le seul bénéfice du temps à une position assez élevée.

Ce n'était pas au bout de quelques mois qu'une telle armée pouvait être mise en état de rentrer en campagne, car il fallait la réorganiser, l'instruire, et, ce qui est plus difficile et surtout plus long, la discipliner. La seule chose possible, en si peu de temps, était une nouvelle augmentation d'effectif qui, dans les mauvaises conditions où l'on se trouvait, ne pouvait ajouter que bien peu à la force réelle. Les soins de l'administration de la guerre tendirent là presque exclusivement, et avant janvier 1849 l'armée comptait cent trente-cinq mille hommes, y compris neuf à dix mille Lombards et autres Italiens. C'était là une charge exorbitante pour le Piémont qui n'a pas cinq millions d'habitans et dont le budget n'a jamais atteint cent millions; c'est comme si la France mettait sur pied plus d'un million d'hommes. On n'a le droit d'exiger de tels efforts et de tels sacrifices d'un pays, que dans le danger le plus pressant, alors qu'il s'agit de son propre salut.

Dans les Etats où a lieu la conscription, c'est-à-dire le recrutement forcé, et aujoud'hui l'effectif si élevé des armées rend tout autre mode à-peu-près impraticable en

Europe, à l'exception de l'Angleterre, l'armée est l'expression fidèle des populations du sein desquelles elle est tirée; elle partage leurs sentimens et leurs dispositions, elle éprouve les mêmes entraînemens et les mêmes répulsions. Ici le pays voyait la guerre de fort mauvais œil, il fallait donc bien s'attendre à trouver les soldats, les recrues surtout, dans les mêmes dispositions. Leur répugnance était grande en effet, si grande même qu'elle devenait un sentiment coupable que rien ne pouvait justifier. Quelque soit un gouvernement, quelles que soient ses fautes et ses erreurs, l'armée n'a rien à y voir, et dès qu'il l'envoie contre l'étranger, son devoir à elle est de marcher, de combattre et de mourir, même avec la convinction que son dévouement est inutile.

La discipline, ce premier intérêt, cette véritable vertu des armées, et sans laquelle l'homme le plus brave n'est jamais qu'un médiocre soldat, avait toujours été faible dans les troupes piémontaises; elle se relâchait chaque jour davantage sous l'influence des prédications des démagogues et des intrigues des rétrogrades, et c'est ainsi que les plus chauds partisans de la guerre travaillaient aussi bien que ses adversaires les plus déclarés, à la rendre impossible. Les chefs ne possédaient pas assez la confiance du soldat, n'étaient pas eux-mêmes assez fortement imbus de l'esprit militaire, et se servaient trop mollement de leur autorité pour pouvoir détruire les idées subversives qu'on semait dans l'armée. Le ministère ne faisait rien de son côté pour les arrêter, et semblait croire que l'insubordination était une marque de zèle et d'ardeur chez le soldat. Enfin il n'y avait pas dans les troupes, il

ne pouvait pas y avoir cette confiance mutuelle, cet esprit de corps, cette fraternité militaire qui font d'un régiment, d'une division, d'une armée entière, une seule famille, et qui contribuent tant à la force.

L'infanterie qu'un systême vicieux de recrutement rendait déjà si médiocre, l'était devenue bien plus encore par la formation de nouveaux régimens, de nouveaux bataillons dans les régimens, de nouveaux pelotons dans les compagnies, et par d'autres mesures et changemens exécutés à la veille même des hostilités. Composée en majeure partie de recrues, avec des cadres insuffisans, surtout en sous-officiers, elle n'était, à proprement parler, qu'une espèce de garde nationale; c'est dire assez de quelle qualité elle pouvait être. C'est l'infanterie qui est la force principale, le cœur et le nerf des armées; avec une bonne infanterie, une armée est toujours sûre d'elle même, elle est résistante et durable. C'est uniquement la solidité de leur infanterie qui rend si redoutables les armées Russe et Anglaise, inférieures à beaucoup d'autres pour tout le reste. Négliger l'infanterie pour les autres armes, comme on le fait chez tant de nations, c'est sacrifier le fond aux accessoires. Le fantassin est le véritable homme de guerre; nécessaire partout, employé dans toutes les circonstances, ses dangers et ses fatigues sont de tous les instans, et c'est lui qui subit les plus dures épreuves. Il a donc besoin, plus que tout autre soldat, de vigueur physique et morale, doit être mieux discipliné, mieux rompu à la vie militaire; cependant on le choisit généralement mal, et on le forme plus mal encore. Comme on peut lui apprendre assez vîte la pratique des armes et des

manœuvres et les détails du service, c'est-à-dire l'apparence du métier, on croit qu'il faut moins de temps pour son éducation militaire que pour celle d'un cavalier ou d'un artilleur; mais un homme ainsi exercé est loin encore d'être un soldat, car il n'a pas encore pu acquérir ce caractère, cet ensemble de sentimens et de vertus qu'on appelle esprit militaire, qui est autre chose que l'instruction et la bravoure, et qui fait seul les armées.

On a vu, dans la campagne précédente, que l'artillerie et la cavalerie étaient bonnes, mais trop peu nombreuses, l'artillerie surtout, et cet inconvénient était plus sensible encore cette fois. On manquait toujours de cavalerie légère, indispensable partout et la seule utile dans le pays où l'on avait à combattre. Le cavalerie légère est l'œil d'une armée: sans elle on ne peut s'éclairer convenablement et l'on risque à chaque instant de toute compromettre. L'état-major était toujours le même, nullement à la hauteur de ses importantes fonctions. Il y avait aussi, parmi les aides-de-camp et les officiers d'ordonnance, une foule de jeunes gens sans instruction, sans connaissance du métier, tandis qu'il est essentiel d'avoir dans ces emplois des officiers expérimentés, sachant la guerre, capables enfin d'être non seulement les agens directs, mais encore les conseillers et même au besoin les suppléans des généraux. Les services des vivres, des ambulances et de tout ce qui concerne l'entretien du soldat, étaient en fort mauvais état; ils n'existaient guère que de nom. Ces détails ont pourtant une immense influence; la vigueur et la durée d'une armée en dépendent, et la grande affaire, après la discipline, doit être la santé du soldat. Le système d'ali-

mentation a d'ailleurs une part directe dans les opérations d'une armée, car s'il n'est pas bien établi, il la prive de sa liberté de mouvement, lui enlève un des plus grands moyens de la guerre, la vitesse, et peut même l'annuller complètement. Au total, l'ensemble de l'armée piémontaise était peu satisfaisant; mauvaise infanterie, artillerie trop peu nombreuse, cavalerie mal appropriée au pays, état-major fort médiocre, tous les services d'administration en désordre. On ne pouvait donc pas faire beaucoup de fond sur elle, et il fallait être bien peu clairvoyant pour la croire en état de se mesurer si tôt avec les Autrichiens.

Il aurait fallu du moins à de telles troupes des officiers-généraux habiles et actifs, partisans décidés de la guerre, dévoués à-la-fois au roi et à la cause italienne, sachant entraîner le soldat, payant sans cesse de leur personne, capables enfin, s'ils devaient périr sur le champ de bataille, de verser utilement leur sang, car il y a jusque dans la manière de se sacrifier et de donner sa vie, de grandes différences. La plupart de ceux qui avaient commandé dans la première campagne, avaient été tellement discrédités par la presse, l'opinion s'était si fortement prononcée contre eux, qu'il n'était plus possible de les employer; mais ceux qui les remplacèrent ne leur étaient guère supérieurs. Ce n'était pas qu'ils ne connussent le métier et qu'ils manquassent de tout mérite, mais ils n'avaient pas tout ce qu'il fallait dans les conditions difficiles de l'armée, et ils ne pouvaient pas être comparés aux généraux ennemis. On ne fut pas plus heureux dans le choix du général en chef. Le roi, reconnaissant sa propre insuffisance, avait eu la modestie de l'avouer, et avait renoncé

au commandement qu'on offrit en vain a plusieurs généraux français de quelque renom ; aucun ne consentit à venir se mettre à la tête d'une armée dont tout le monde, excepté le gouvernement piémontais, connaissait la mauvaise formation et aussi la répugnance pour cette guerre. On finit par trouver un polonais, Chrzanowsky, à qui la guerre de 1831 contre les Russes avait donné, comme à beaucoup d'autres, une certaine réputation, due bien moins à leurs talens qu'à la sympathie générale qu'inspirait alors en Europe la malheureuse Pologne. Chrzanowsky connaissait l'art et la théorie de la guerre, avait l'habitude des détails, et c'était là sa seule supériorité sur ceux des généraux piémontais qui, comme Bava et Sonnaz, avaient exercé quelquefois le commandement dans l'autre campagne. Il n'avait pas le savoir réel et les qualités nécessaires à un chef d'armée, n'était pas assez pénétré des grands principes de la guerre, manquait de décision et de vigueur dans les résolutions, d'activité et de vigilance dans l'exécution. Pour commander les armées comme pour gouverner les Etats, il est indispensable d'avoir une connaissance profonde du caractère des hommes que l'on dirige ; Chrzanowsky, étranger aux mœurs et à la langue du pays, ne cherchait pas à connaître son armée ni à se faire connaître d'elle, à lui inspirer de la confiance, à relever son moral. D'un caractère froid, d'un extérieur peu imposant et peu militaire, il n'avait rien de ce qu'il fallait pour agir sur l'esprit des soldats; il ne se montrait jamais et se livrait, dans le silence du cabinet, à des détails d'organisation qui l'absorbaient et le détournaient de son vrai rôle de commandant en chef.

Il était regrettable qu'à défaut du roi, l'un de ses fils ne pût se charger du commandement, ce qui aurait pu avoir sur l'esprit de l'armée et sur les dispositions du pays une heureuse influence. Mais ces jeunes princes, confiés à des mains inhabiles, élevés dans une sphère trop étroite, n'avaient pu encore recevoir ou se donner eux-mêmes cette forte éducation qui peut suppléer l'expérience et qui même vaut quelquefois mieux. L'instruction militaire est celle qu'on semble s'attacher à soigner le plus chez les princes; mais la plupart du temps on ne lui donne pas une bonne direction, et elle porte à faux, sur les apparences bien plus que sur les réalités. De nos jours, la guerre ne peut pas être seulement une affaire d'inspiration; avec les plus grandes et les plus belles facultés naturelles, un général qui n'a pas étudié à fond la science, qui n'a pas surtout médité l'histoire et les exemples des hommes de guerre illustres, ne peut jamais rien faire de grand. L'Italie, mieux que tout autre pays, prouve cette vérité, car nulle part on ne trouve plus de gens de guerre heureusement doués et qui pourraient devenir d'habiles capitaines, mais qui, faute de savoir s'instruire, ne sont jamais que des *Condottieri.* Cette pléiade de généraux qui, dans les guerres de la Révolution, pour le salut et la gloire de la France, se sont trouvés tout-à-coup dignes du commandement, Dumouriez, Pichegru, et surtout les jeunes Marceau, Hoche, Desaix, Bonaparte, étaient des hommes nourris de fortes études, grandis en silence, et que les événemens ne firent que mettre à la place qui leur était due. D'autres, comme Massena, Lannes, Ney, aussi bien et peut-être mieux partagés que les premiers sous le rapport des dons naturels,

mais dont les facultés n'avaient pas été ainsi préparées eurent besoin de beaucoup plus de pratique pour se développer, et leur restèrent toujours inférieurs, parce que le sens le plus droit et les plus heureux instincts ont besoin eux-mêmes de culture et d'éducation premières. Mais il ne se trouvait pas sans doute de tels hommes dans l'armée piémontaise où l'application au métier et les études sérieuses avaient toujours été négligées et dédaignées, et étaient presque un titre de défaveur; s'il s'en trouvait cependant, ils n'avaient pu encore percer, ou plutôt on n'avait pas su les découvrir, voulu ou osé se confier à eux. Quant aux fils du roi, ils avaient bien dirigé leurs divisions, mais ils étaient restés complètement étrangers aux combinaisons et à la conduite de la guerre. Après l'armistice, ils n'avaient pas quitté leurs troupes, et remplissaient assez exactement leurs devoirs militaires, mais sans paraître ambitionner le commandement en chef, qu'ils ne se sentaient pas encore capables d'exercer.

Sur les cent trente-cinq mille hommes formant l'effectif total, cent mille seulement, et c'était déjà beaucoup, pouvaient faire partie de l'armée active, et ces cent mille se réduisaient au moment de l'entrée en campagne, par suite des non-valeurs de toute espèce, à quatre-vingt-quatre ou quatre-vingt-cinq mille. Ils étaient répartis en sept divisions, plus deux brigades séparées; la force des divisions variait de huit à douze et même treize mille hommes de toutes armes, masses trop considérables pour être bien maniées par des chefs peu expérimentés, dans un pays où le terrain est partout difficile, et lorsque les troupes étaient si peu formées. Pour ces quatre-vingt-cinq mille hommes, on

n'avait que cent cinquante six bouches à feu. Les généraux divisionnaires étaient : les deux fils du roi et Perrone, qui avaient déjà commandé dans l'autre campagne ; Bes et La Marmora qui s'étaient fait remarquer dans des grades inférieurs, le dernier surtout ; Durando, connu par ses fautes et ses malheurs dans la Vénitie ; Ramorino, qui comme Chrzanowsky qu'il jalousait fort, avait pris part en Pologne à cette guerre de 1831 si mal connue. C'était un héros de club qui avait su s'imposer au roi et aux ministres, et se faire donner le commandement de la division lombarde formée de sept ou huit mille hommes, restes de l'armée levée par le gouvernement de Milan et qui sans avoir jamais vu l'ennemi s'était réduite de plus de moitié, car elle comptait en août 1848 près de vingt mille hommes. C'était une faute à-la-fois politique et militaire d'avoir mis ensemble les corps lombards au lieu de les disperser dans les divisions piémontaises, et c'en était une autre encore de n'avoir pas mis à leur tête l'un des fils du roi. On verra plus tard qu'à ces deux fautes du gouvernement Chzranowsky ajouta celle de confier à cette division, la moins bonne et la moins nombreuse de toutes et dont le chef lui inspirait peu de confiance, un poste qu'il jugeait très-important.

L'armée autrichienne avait subi peu de changemens depuis l'armistice ; son effectif était d'un peu plus de cent mille hommes. Au moment de l'insurrection, et pendant la campagne de 1848, elle avait résisté à de nombreuses causes de désorganisation, et la victoire avait achevé de remonter son moral. Cependant la révolte de Vienne, les événemens d'Allemagne, la guerre de Hongrie, avaient

depuis l'armistice jeté de nouveau quelque trouble dans ses rangs; des symptômes d'hésitation et de mécontentement s'étaient produits, surtout parmi les Hongrois. Mais Radetzky avait eu la main assez ferme pour étouffer le mal dans son germe et faire triompher la discipline. Il y avait bien de temps à autre quelques désertions, inévitables dans une armée composée d'élémens si divers, et comptant beaucoup de Hongrois et même d'Italiens; mais ces désertions n'étaient pas assez nombreuses pour avoir une importance réelle, et il fallait avoir une grande inexpérience militaire pour en conclure, comme on le faisait assez volontiers en Piémont, que Radetzky n'était plus sûr de son armée. Ce vieux guerrier, plein de sagacité et d'expérience, ne se contentait pas, comme Charles-Albert, dans l'organisation et l'instruction des troupes, des apparences; il s'était surtout appliqué à bien discipliner son armée, à lui donner l'esprit militaire et à l'exercer aux manœuvres et aux pratiques de guerre. Son service des vivres était fort bien entendu, et le soldat avait toujours dans le sac le pain de deux ou trois jours; c'était là un immense avantage sur les Piémontais qu'on laissait toujours mourir de faim. On sait d'ailleurs que l'Autriche est, après l'Angleterre, le pays où l'on s'occupe le plus du bien-être du soldat, et ces soins ne contribuent pas peu à consolider la discipline et à soutenir le moral. Le maréchal avait mis à profit l'expérience de la campagne de 1848 pour faire quelques améliorations; il avait principalement cherché à alléger l'armée qui était en effet trop encombrée de bagages; il avait aussi voulu avoir plus de tirailleurs, troupes dont l'action est si utile depuis les grands perfectionnemens apportés au tir des armes portatives.

L'artillerie des Autrichiens, inférieure en qualité à l'artillerie piémontaise, était dans une bien plus forte proportion, à-peu-près trois bouches à feu par mille hommes, tandis que celle-ci n'en avait pas tout-à-fait deux. Leur cavalerie, malgré sa réputation, ne valait pas mieux que celle des Piémontais; mais presque entièrement composée de hussards et de chevau-légers, elle était mieux appropriée à la nature du pays. Quant à leur infanterie, elle avait une supériorité incontestable sur l'infanterie piémontaise, et c'était là leur avantage réel. Cette infanterie, recrutée avec soin, se composait en grande partie d'hommes vigoureux et d'une taille élevée, ayant presque tous cinq à six ans de présence sous les drapeaux, rompus à la discipline et à tous les détails du métier, et même aguerris pour la plupart. Les officiers des diverses armes, surtout ceux d'état-major, étaient beaucoup plus instruits que les officiers piémontais, et si, comme leurs soldats, ils manquaient d'élan, ils avaient ce courage ferme et réfléchi qui, chez les chefs, vaut toujours mieux qu'une bravoure trop brillante. Rien assurément n'est plus propre à faire comprendre la puissance des bonnes institutions militaires, que la comparaison des armées autrichiennes et italiennes. L'Autriche, avec des hommes d'une nature peu énergique, d'un caractère froid et d'un esprit lourd, a su faire de bons soldats, former des armées redoutables et devenir un empire puissant, tandis que l'Italie, dont les habitans sont individuellement supérieurs aux Allemands et aux hommes du Nord, a les plus mauvaises armées de l'Europe, ce qui fait que la plupart des Etats Italiens ne sont que des fantômes de nations.

Les cent et quelques mille hommes de l'armée autrichienne qui, avec les non-valeurs, se réduisaient à quatre-vingt-dix mille environ présens sous les armes, formaient six corps d'armée de seize à dix-huit mille hommes. Chacun de ces corps, complet en troupes de toutes armes, était composé de deux divisions; cette organisation en corps et en divisions d'un effectif pas trop élevé était préférable à celle des Piémontais; elle rendait l'armée autrichienne très-maniable et facilitait le commandement. Les cinq corps qui ont fait la campagne étaient commandés par les généraux Wratislaw, d'Aspre, Appel, Thurn, Wocher, qui tous avaient l'habitude de la guerre et avaient au-dessous d'eux de bons généraux de division. Obligés de garder, au moins en partie, la Lombardie et la Vénitie, les Autrichiens allaient être inférieurs en nombre aux Piémontais; mais cette infériorité, assez peu considérable si Radetzky savait prendre une détermination hardie, devait être amplement rachetée par la qualité des troupes et l'habileté des chefs. Si à tant d'avantages on en ajoute un dernier, très-important, celui d'une base d'opération excellente sur le Mincio et l'Adige, avec quelques points d'appui le long du Pô, on reconnaîtra que Radetzky avait tout ce qu'il fallait pour recevoir vigoureusement et même prévenir l'attaque du Piémont. C'est ce que son armée comprenait bien, et animée par ses premiers succès et pleine de confiance dans son chef, elle ne demandait pas mieux que de faire une nouvelle campagne qui lui promettait de nouvelles victoires.

Radetzky, né en Gallicie en 1765, avait quatre-vingt-trois ans. Vers la fin des guerres de l'Empire, il avait

exercé de grands commandemens ou des fonctions importantes dans les armées alliées qui combattaient Napoléon, mais avant la campagne de 1848 il n'avait jamais commandé en chef devant l'ennemi, et c'était seulement alors qu'il venait de commencer à se faire un nom, à un âge où le très-petit nombre d'hommes qui y parviennent, ne sont plus depuis longtemps capables de rien, surtout dans la carrière des armes. Chez lui, le visage seul accusait un si grand âge; les yeux encore vifs, la démarche assez ferme, le son même de la voix ne révélaient pas tant d'années, et le caractère et l'intelligence étaient encore dans toute leur force. Il savait se faire aimer de ses soldats et s'attacher toutes les personnes qui l'approchaient; tous ses lieutenans, tous ses subalternes lui étaient entièrement dévoués. Depuis plus de quinze ans qu'il était à la tête de l'armée autrichienne d'Italie, il l'avait toujours tenue sur un bon pied, et ce fut là la cause la plus réelle de ses succès de 1848, car ses opérations militaires dans cette campagne prètent beaucoup à la critique; mais en 1849 il fut plus hardi et plus habile, et aussi heureux qu'il pouvait espérer de l'être. Quoique assez peu importantes comme actions de guerre, ces deux campagnes, avec les batailles de Custoza et de Novare, occuperont une grande place dans les annales de l'Autriche. Elles n'ont pas seulement conservé à cet empire ses provinces d'Italie, elles l'ont raffermi dans son existence générale, et l'ont peut-être préservé d'une dissolution dont il paraissait aussi menacé qu'à l'avénement de Marie-Thérèse et à l'époque de la guerre de Trente-Ans. Si les armes italiennes eussent obtenu en 1848 des succès plus décisifs ou si en

1849 la lutte n'eût pas été engagée trop tôt, avec des forces mal préparées, et tandis que la position expectante était bien meilleure pour l'Italie que pour l'Autriche, la situation intérieure de l'Empire, déjà fortement ébranlée, aurait pu devenir désespérée. Radetzky, depuis l'insurrection de 1848, gouvernait tout le royaume lombard-vénitien avec un pouvoir illimité, mais il ne joignait pas les talens politiques aux talens militaires. Non content de s'en tenir aux mesures sévères que justifiait et même commandait la situation, il se laissait aller à un système de violences et d'injustices, bien peu fait pour ramener les habitans à l'Autriche. Sans être aussi cruel que le prétendent les Italiens qui exagèrent tout, il a terni plus d'une fois ses lauriers par des rigueurs et plus encore peut-être par des procédés indignes de notre époque, indignes surtout de l'homme de guerre chez qui il se trouve ordinairement plus de noblesse, de loyauté et de générosité que dans le cœur des autres hommes.

Le ministère piémontais, plein de présomption et d'impatience, et ne voulant pas reculer devant ses engagemens, bien qu'il sentît parfois l'étendue du péril qu'il allait faire courir au pays, ne retardait la dénonciation de l'armistice que sur les instances les plus vives de Chrzanowsky. Ce général, effrayé du triste état de l'armée, sentait chaque jour davantage toute la difficulté de sa tâche, et semblait convaincu que la guerre était encore impossible; mais il n'eut pas la force de renoncer au commandement, et assuma ainsi une responsabilité dont il a voulu en vain se décharger plus tard, en alléguant les motifs qui le déterminèrent à rester à la tête de l'armée. Aucun de ces mo-

tifs ne pouvait être valable ; on ne doit pas se charger de la conduite d'une guerre, si l'on est persuadé que l'on n'a presque aucune chance de réussir. Chrzanowsky, étranger au Piémont, n'avait pas l'excuse de se dévouer pour son pays; en se retirant, en renonçant librement, lui homme obscur et sans position, au commandement d'une armée de cent mille hommes, il eut fait ouvrir les yeux à beaucoup de monde, et évité peut-être au Piémont des revers honteux, fruit d'une politique d'aventure. Mais il n'eut pas cette grandeur d'âme, et se laissa au contraire arracher la déclaration que l'armée pourrait être prête pour le milieu du mois de mars; la dénonciation de l'armistice fut aussitôt décidée et fixée au 12; c'était donc le 20 que les hostilités devaient recommencer. Chrzanowsky, qui était à son quartier-général d'Alexandrie, fut averti immédiatement de cette décision par dépêche télégraphique. C'était le 8 mars, et comme jusqu'au 13 il ne reçut aucune autre communication du gouvernement, il paraît n'avoir pas pris ce simple avis pour une chose définitive, de sorte qu'à proprement parler, il ne fut informé qu'après Radetzky. Voilà comment les choses se passaient en Piémont; les ministres n'avertirent qu'imparfaitement le chef de l'armée, de peur que Radetzky, qu'ils croyaient prendre au dépourvu, ne vînt à connaître leur décision quelques heures avant qu'elle ne lui fût signifiée, ce fut leur propre armée qu'ils surprirent, car les Autrichiens, que trop d'indices faisaient tenir depuis longtemps sur leurs gardes, avaient assez de huit jours pour être prêts. Ce trop grand désir de ne révéler leurs intentions qu'au dernier moment, fit commettre aux ministres de Turin

une autre faute bien grave; quoique le trésor fût entièrement vide, ils attendirent que l'armistice fût dénoncé pour proposer aux chambres des mesures financières, et commencèrent ainsi la guerre sans argent, sans les moyens de s'en procurer, et on peut même dire avec la certitude de n'en point trouver. Mais ils ne perdirent pas de temps pour décréter la levée en masse des Lombards et des Vénitiens; ce décret s'appliquait immédiatement en Piémont, puis successivement aux pays évacués par l'ennemi. On comptait sans doute beaucoup sur une telle mesure, mais les réfugiés ne l'acceptèrent pas avec beaucoup d'ardeur, et l'on put juger bien vîte qu'il ne fallait pas trop compter sur ces populations pour lesquelles on jouait si légèrement le sort du Piémont.

La nouvelle de la dénonciation de l'armistice, quoique généralement attendue, frappa de stupeur et d'inquiétude tous les gens sensés du pays, et ne changea en rien les dispositions de l'armée. A Rome et en Toscane, elle produisit un grand enthousiasme et une grande exaltation de paroles; on porta aux nues Charles-Albert et le Piémont, mais on n'avait rien fait pour les aider, et après les revers dont on aurait dû s'attribuer une bonne part, on cria plus fort que jamais à la trahison. Il arrivait donc ce qu'il n'était que trop facile de prévoir; le Piémont était abandonné à ses propres forces, plus encore que l'année précédente. Naples et la Sicile s'apprêtaient à se combattre de nouveau; les gouvernemens de Rome et de Toscane s'occupaient de fonder leurs républiques et désiraient moins peut-être l'expulsion des Autrichiens que la chûte des trônes de Naples et de Piémont. Les républiques faisaient ce qu'a-

vaient fait les princes qu'elles avaient renversés ; elles se défiaient du Piémont et redoutaient son triomphe. Le Pape et le Grand-duc avaient tremblé pour leurs couronnes, les républicains craignaient pour leurs gouvernemens; triste effet de ce sentiment de jalousie et d'égoisme qui a toujours causé les malheurs de l'Italie! Quant à la Lombardie et à la Vénitie, il était difficile de connaître leurs dispositions réelles; en tout cas, il ne fallait compter sur quelque effort de leur part qu'après les premiers succès du Piémont. L'annonce de la guerre les avait profondément émues, mais partagées entre l'espoir et la crainte, leur attitude n'annonçait pas beaucoup d'énergie. On pouvait seulement espérer quelque soulèvement dans les montagnes de Bergame et de Brescia. Restait Venise ; elle se montrait prête à appuyer de toutes ses forces le Piémont, mais si elle pouvait bien se défendre, elle ne pouvait guère attaquer ; ses troupes n'étaient pas capables de tenir la campagne.

En reprenant les armes, on publia de part et d'autre des manifestes et des proclamations contenant les reproches ordinaires et les griefs réciproques des gouvernemens qui se font la guerre, et dans lesquels chacun fait à sa manière l'histoire des événemens. Le cabinet de Turin qui avait dédaigné les représentations de plusieurs puissances, particulièrement de celles qui s'étaient offertes et avaient été acceptées pour médiatrices, sentait le besoin de justifier une entreprise blâmée par tout le monde; son manifeste adressé à l'Europe développait longuement et inutilement les griefs trop évidens de l'Italie contre l'Autriche, et contenait des reproches indirects à la France et à l'An-

gleterre. Son langage, quoique véhément au fond, était modéré dans la forme, et ne sortait pas des bornes des convenances. Le manifeste du cabinet de Vienne était plus modéré encore; il détournait la question, passait sous silence l'insurrection, se bornait à présenter la guerre comme une guerre de conquête de la part de Charles-Albert, et appuyait ses droits sur ses provinces d'Italie à ces mêmes traités de 1815, auxquels la maison de Savoie devait son rétablissement et l'augmentation de ses états. Mais Radetzky, dans une longue proclamation à ses soldats, descendit aux plus dures personnalités contre Charles-Albert, et violant tous les égards et toutes les convenances, lui prodiguait les épithètes de déloyal et de parjure; l'accusait de faire maintenant de la politique de carrefour pour se faire pardonner son despotisme d'autrefois; lui reprochait de ne s'entourer que d'intrigans, d'incapables, d'anarchistes et de scélérats; de compromettre par une folle ambition son royaume et sa dynastie; de travailler mieux que Mazzini lui-même au renversement de son trône. Cette violente diatribe se terminait par la menace d'aller promptement dicter la paix dans les murs de Turin. A Turin! tel était le mot d'ordre qu'il donnait à ses troupes. Dans d'autres proclamations, il cherchait à exciter l'enthousiasme de son armée et à intimider les habitans. En même temps il prenait rapidement ses mesures, et portait en toute hâte ses forces dans la vallée du Pô, vers la frontière. Les Piémontais de leur côté se concentraient vers le Tessin, et tout annonçait que c'était près de ce fleuve, témoin, depuis Annibal, de tant de batailles célèbres, qu'allait avoir lieu le premier choc et peut-être même une affaire décisive.

La frontière orientale du Piémont qui longe la Toscane, les Duchés et la Lombardie, s'étend, à travers les Apennins et les Alpes, de la Méditerranée à la Suisse. Le Pô la divise en deux parties. Celle comprise entre le fleuve et la mer est très-forte, la nature et l'art ont beaucoup fait pour sa défense. Gênes, Alexandrie et Valence forment une ligne solide, couverte par divers contre-forts des Apennins et par plusieurs rivières ou torrens, tels que la Bormida, la Scrivia, le Tidone, la Trebbia. Gênes est sur la mer, Valence sur le Pô, et Alexandrie en intermédiaire, dans l'étroite vallée du Tanaro que sépare les Apennins de la contrée montagneuse qui contourne le Pô; elle ferme cette vallée. Située au confluent du Tanaro et de la Bormida, au point de jonction de presque toutes les routes qui mènent du Pô à la mer, elle est la clef de toutes les communications de la rive droite. Sous ce rapport, Alexandrie est d'une importance extrême, et dans leurs guerres avec l'Autriche, les Français qui n'ont pas beaucoup à s'inquiéter de voir l'ennemi momentanément maître de la rive gauche du Pô et des plaines du Piémont, pourvu qu'ils conservent leurs communications avec la mer et le Var, doivent attacher le plus grand prix à occuper fortement un tel point; aussi l'Autriche, toujours prévoyante, a-t-elle exigé en 1815 la destruction des immenses fortifications qu'avait fait construire là Napoléon; il ne reste plus aujourd'hui que l'ancienne citadelle. Mais pour le Piémont lui-même, pris comme Etat isolé, l'importance d'Alexandrie n'est que secondaire, du moins dans l'état actuel des choses; cette place en effet n'a aucune action sur la gauche du Pô, et là, du fleuve au Lac-majeur et aux Alpes, le pays est

entièrement ouvert. Le Tessin n'est qu'une faible barrière; la Sesia et les autres lignes ne sont pas susceptibles de défense; il n'existe aucune place forte; rien ne couvre la capitale, rien ne peut arrêter l'ennemi qui, l'armée une fois battue, peut courir impunément tout le Piémont, du Tessin aux Alpes occidentales, et du Pô aux Alpes du Nord. On comprend aisément combien un tel état de choses est dangereux pour le Piémont dans ses guerres avec l'Autriche, bien que la Lombardie soit aussi sans défense; car il importe assez peu au vaste et puissant empire de voir ses armées perdre quelques lieues de terrain et se replier sur le Mincio et l'Adige, où elles trouvent de solides points d'appui, et d'où, refaites et renforcées, elles peuvent bientôt reparaître en Lombardie; tandis que le petit royaume de Sardaigne une fois envahi, avec sa capitale prise et toute la plaine occupée et ravagée, se trouve dans une position toute différente, et s'il veut continuer une défense désespérée dans les Alpes et les Apennins, ce n'est qu'au prix d'efforts et de sacrifices immenses qui achèvent de l'épuiser et le mettent hors d'état, s'il vient à bout de rejeter l'ennemi au-delà de la frontière, de la passer à sa suite. Ce manque de défense n'avait pas peu contribué à déterminer Charles-Albert à abandonner si vîte le Mincio après Custoza, à capituler dans Milan et enfin à conclure l'armistice. Depuis, le gouvernement piémontais, toujours très-borné dans ses vues et ses idées militaires, s'était occupé uniquement d'augmenter l'effectif de l'armée, et l'on sait le résultat qu'il avait obtenu. Il n'avait pas songé que des positions fortifiées, des bases d'opérations, des points d'appui, de dépôt et de refuge, sont indispensables

dans toute espèce de guerre. On avait du temps devant soi, puisque l'Autriche n'avait aucun intérêt à dénoncer l'armistice et que, l'eut-elle fait, on pouvait gagner du temps en offrant de négocier sérieusement et en appelant de cette attaque injuste aux puissances médiatrices qui, dans un tel cas, n'auraient pu refuser leur appui. Il était donc facile de faire quelques travaux défensifs d'une certaine valeur; d'établir un champ retranché sous Novare; de fortifier la position de La Cava qui commande le passage du Tessin vers Pavie et celui du Pô vers Mezzana-Corte; d'augmenter la défense d'Alexandrie, la seule chose dont on s'occupa un peu; enfin, de mettre Turin en état de faire quelque résistance. Ces travaux, outre leur utilité matérielle, auraient eu un grand avantage moral; ils auraient donné un peu de confiance à la jeune armée piémontaise; ils auraient aussi probablement changé les projets des Autrichiens, peu entreprenans de leur nature, et qui en présence du moindre obstacle hésitent et tâtonnent toujours avant de s'engager. Le Piémont ne sera jamais, vis-à-vis de l'Autriche, dans une position un peu respectable, tant qu'il n'aura pas assuré sa frontière d'Italie. Ce ne serait pas du reste une œuvre très-considérable, puisqu'il suffirait de faire une bonne place de guerre de Novare, de fortifier La Cava et de couvrir à Valence et à Casal le passage du Pô. Il faudrait aussi fortifier la capitale. De nos jours, par suite d'une centralisation excessive, les capitales ont une importance plus grande que jamais; elles sont la tête et le cœur de l'état, la concentration de ses intérêts, c'est-à-dire, de ses forces les plus réelles, et leur possession rendant l'ennemi maître de ces intérêts, oblige le pays tout entier à

mettre bas les armes. Il est donc de toute nécessité, sinon d'en faire des places fortes, au moins de les mettre à l'abri d'un coup de main, de manière à laisser à l'armée la faculté de manœuvrer sans être obligée de les couvrir à tout prix. La dépense qu'exigeraient les travaux dont on vient de parler, n'est pas au-dessus des forces financières du Piémont, et il ne saurait en faire de plus utile, de plus piémontaise, de plus italienne. La France qui, par sa frontière du Nord, se trouvait autrefois dans une position analogue à la position actuelle du Piémont, n'a rien épargné pour parer à un tel danger. Depuis plus de trois siècles, elle n'a cessé d'élever des fortifications entre le Rhin et la Manche, et s'est ainsi créé, dans un pays tout ouvert, où la nature n'a rien fait pour la défense, un système de places fortes le mieux entendu de toute l'Europe. C'est par lui qu'elle a été sauvée tant de fois, c'est contre lui que sont venus se briser les efforts de tant de coalitions, de 1635 à 1795; c'est lui qui, malgré l'épuisement extrême du pays, aurait encore arrêté l'Europe en 1814, si Napoléon eût su se résigner à se mettre dans des conditions raisonnables de défense, en évacuant à temps l'Espagne, l'Allemagne et même l'Italie, pour replier les forces de la France entre le Rhin, les Pyrénées et les Alpes. Les prodiges qu'il a accomplis dans cette campagne, aussi belle, plus belle même, sauf le bonheur, que celle d'Arcole et de Rivoli, disent assez ce qui serait arrivé si, au lieu de soixante mille hommes, il en eut cent-cinquante mille, comme il pouvait facilement les avoir, outre de bonnes garnisons dans les places du Nord, ou si seulement peut-être, Paris eut été alors fortifié comme il l'est enfin aujourd'hui. Les places de

guerre et toutes les espèces de fortification, pas trop nombreuses, bien réparties, proportionnées à l'ensemble des conditions et des ressources d'un pays, sont un élément important de sa puissance, un capital militaire qui, au jour du danger, donne largement son intérêt. Elles sont un des moyens de guerre les plus efficaces, et le seul qui permette d'utiliser les troupes incapables de tenir la campagne, les bandes levées à la hâte, les gardes nationales et tout ce qu'on peut appeler le rebut des armées.

La guerre actuelle était, de la part du Piémont, une guerre de conquête, dont le premier acte, et même le seul possible, à moins de circonstances bien exceptionnelles comme celles de 1848, était l'envahissement de la Lombardie et des Duchés, c'est-à-dire, de la vallée du Pô, depuis le Tessin et la Trebbia jusqu'au Mincio et au Panaro. Cette grande vallée est un magnifique pays, l'un des plus fertiles du monde, coupé d'une foule de rivières et de canaux, couvert d'arbres, de plantations et de cultures de toute espèce, parsemé de villes, de villages et d'habitations sans nombre. De toutes ses lignes d'eau, deux seulement, le Tessin et l'Adda, ont quelque importance; les obstacles qu'offre son sol aux mouvemens d'une armée sont les mêmes dans tous les sens, et embarrassent autant les défenseurs que les attaquans. Il n'y a point de véritables places fortes, point de lignes de défense avant le Mincio. Le but de l'armée envahissante doit donc être d'arriver à ce fleuve en poussant vigoureusement l'ennemi ou mieux encore en cherchant à le déborder et à le couper de cette base. Ce qu'elle a de mieux à faire pour cela est de

marcher par la vallée du Pô, emportant rapidement, masquant ou même négligeant les points défensifs qui peuvent se trouver le long du fleuve. Elle peut suivre l'une ou l'autre rive ou se placer à cheval sur le fleuve, doit s'y appuyer fortement et ne pas trop s'étendre. Si, dans cette marche, elle juge à propos ou si elle est forcée de livrer bataille, elle peut le faire dans une position qui lui permette de se couvrir du fleuve, en cas de revers, et de rentrer ainsi en Piémont sans être trop inquiétée.

Chrzanowsky ne paraît pas avoir voulu opérer ainsi; on ne sait pas du reste quelles étaient ses intentions réelles. On sait seulement que, pour franchir le Tessin et pénétrer en Lombardie, il considérait la ligne de Novare à Milan, par le pont de Buffalora, comme la plus avantageuse. Il espérait que les Autrichiens ne disputeraient pas le passage du Tessin et laisseraient libre la route jusqu'à Milan, où le roi pourrait faire tout-de-suite une rentrée triomphale; il comptait ne trouver de résistance qu'à l'Adda, et peut-être même au-delà. Mais d'un autre côté, il craignait de voir Radetzky se jeter en Piémont, et songeait à l'arrêter en prenant sur le Tessin une position à la fois offensive et défensive, pour agir selon les circonstances ou plutôt selon la volonté de l'ennemi. Ce sont les manœuvres, bien plus que les positions, qui préviennent une invasion, et le cas actuel en est la meilleure preuve. Pour empêcher les Piémontais de pénétrer en Lombardie, Radetzky ne les attendit pas derrière le Tessin, il porta la guerre en Piémont, et il réussit; pour empêcher Radetzky de venir en Piémont, Chrzanowsky devait envahir hardi-

ment la Lombardie. Que serait devenu Radetzky en Piémont, avec toute l'armée piémontaise sur ses derrières, la Lombardie et les Duchés plus ou moins soulevés et en tous cas hostiles, séparé enfin de sa base d'opération? Il était forcé de revenir immédiatement sur ses pas, sous peine d'être perdu sans ressources. Loin de craindre son entrée en Piémont, il fallait la désirer, la faciliter, le laisser s'engager aussi loin qu'il voudrait, et pendant ce temps-là se placer avantageusement pour lui couper la retraite. Il ne fallait pas perdre de vue que l'armée piémontaise était chez elle en Lombardie, et que sa présence n'aurait pu manquer de donner un peu d'énergie et de patriotisme aux habitans. Il ne fallait pas craindre, dans cette situation, le résultat d'une bataille malheureuse, car ce résultat, avec la qualité de l'armée, devait être le même partout; une fois battue, une telle armée était anéantie, aussi bien en Piémont et sous les murs d'Alexandrie, qu'au milieu de la Lombardie et en faisant face au Tessin. Mais Chrzanowsky manqua à la fois de résolution et d'intelligence, et, comme tous les généraux médiocres, il n'osa pas se donner l'avantage de l'initiative, et subordonna ses mouvemens à ceux de son adversaire. Ce fut là une détermination fort malheureuse, et le commencement des fautes militaires qui allaient égaler les fautes politiques. L'heure des calamités était venue pour le Piémont, tout se réunissait pour les appeler.

On a vu que l'armée piémontaise se composait de sept divisions et de deux brigades séparées, fortes ensemble de quatre-vingt-cinq mille hommes environ. L'une de ces divisions, celle de La Marmora, avait été envoyée à Sarzane,

vers la frontière de Toscane, lors de la révolution de ce pays et des projets d'intervention de Gioberti; elle y était encore à la dénonciation de l'armistice. La distance qu'elle avait à franchir pour se rallier au gros de l'armée était de deux cents kilomètres au plus, distance que des troupes peuvent parcourir en six jours de marche, sans trop se fatiguer. Néanmoins Chrzanowsky, soit qu'il ait songé trop tard à la rappeler, soit qu'il ait cru avoir assez de forces sur le Tessin, lui donna une autre destination; il lui envoya l'ordre de marcher sur Parme, se réservant de la faire agir ensuite selon les événemens. L'une des deux brigades séparées, dite brigade d'avant-garde, fut placée sur la rive droite du Pô, à Castel S. Giovanni, pour observer Plaisance et forcer l'ennemi à tenir dans cette place des forces considérables pour garder le passage du fleuve. Tout le reste de l'armée, destiné à agir ensemble, dut s'échelonner le long du Tessin, d'Oleggio à La Cava, mais massé principalement vers la route de Novare à Milan. Le Tessin sort du Lac-majeur à Sesto-Calende, et après un cours d'environ cent kilomètres, dans une espèce de vallée formée par deux rideaux qui, depuis le lac se soutiennent à droite et à gauche jusqu'au confluent, il se jette dans le Pô, à dix kilomètres au-dessous de Pavie. Il est assez rapide, mais peu profond, et guéable sur plusieurs points pendant une grande partie de l'année; il n'a que deux ponts, ceux de Buffalora et de Pavie, mais plusieurs bacs, entre autres ceux de Vigevano et de Bereguardo où viennent aboutir de bonnes routes. Un peu au-dessus de Pavie, un bras appelé le Gravellone, se sépare, à droite, du cours principal, et forme une île en face de la ville. L'île

fait partie du territoire autrichien, et le Gravellone n'est qu'un ruisseau toujours guéable; c'est donc là le point le plus commode pour une armée qui veut déboucher en Piémont, d'autant plus qu'elle se trouve en même temps couverte sur son flanc gauche par le Pô. Mais Chrzanowsky, tout en restant dans une certaine incertitude, se disposa plutôt pour une marche en avant par Buffalora que pour disputer le passage vers Pavie; il plaça cinq divisions entre Novare et le Tessin; la seconde brigade séparée, brigade Solaroli, à gauche vers Oleggio, pour observer l'ennemi de ce côté et sans doute aussi pour appuyer, aussitôt le Tessin franchi, l'insurrection des montagnes; enfin une seule division vers Pavie, dans le but seulement d'éviter une surprise de ce côté. Il se croyait ainsi prêt à tout événement; mais pour arrêter, entre le Tessin et la Sesia, l'ennemi débouchant par Pavie, il fallait faire avec les cinq divisions un changement de front ou mouvement de flanc rapide, difficile à exécuter avec ensemble. Pour s'opposer avec succès à l'entrée des Autrichiens, sans vouloir entrer soi-même en Lombardie, et en restant derrière le Tessin, il fallait mettre vers Buffalora et vers Pavie des forces capables de disputer sérieusement le passage, et se placer avec le reste de l'armée entre ces deux points, prêt à accourir vers celui où se montrerait l'ennemi. C'était d'ailleurs une faute grave, que de laisser inutilement sur la rive droite du Pô les douze mille hommes de La Marmora et de la brigade d'avant-garde. Tout était donc mal préparé; plan de campagne, distribution générale des forces, dispositions particulières pour la défense du Tessin. Il faut ajouter que les renseignemens que l'on avait sur l'armée

autrichienne, sur ses mouvemens et sur les projets de Radetzky, étaient tres-faux et très-confus. Ils évaluaient à soixante mille hommes au plus les forces que le maréchal pourrait réunir, et présentaient ses soldats comme animés d'un mauvais esprit et peu disposés à faire leur devoir; les uns parlaient de la retraite sur l'Adda et de l'établissement d'un champ retranché à Crême; les autres de masses considérables placées à Magenta et à Sadriano; d'autres enfin de troupes nombreuses occupant Plaisance ou se dirigeant sur Pavie. L'état-major piémontais ne trouvait pas, dans un pays qu'on allait délivrer, des espions ou des gens dévoués capables de le bien informer; il ne savait pas non plus dégager la vérité ou au moins tirer de bonnes inductions des récits obscurs et contradictoires qu'il recevait de tous côtés, et qu'un examen et une comparaison attentive lui auraient fait sans doute découvrir.

Le roi, partisan si décidé et on peut même dire auteur principal de cette guerre imprudente, qu'il eut pu préveuir en se séparant des démocrates, le roi avait voulu venir à l'armée. Il pensait que sa présence releverait le moral et exciterait l'ardeur des troupes qui se montraient si peu animées; peut-être aussi voulait-il avoir sa part directe de gloire militaire, ce rêve de tous les princes. Mais la présence d'un souverain qui ne commande pas et qui ne comprend rien à la guerre, est toujours nuisible. La place de Charles-Albert n'était pas à l'armée; il devait rester dans la capitale pour y soutenir et exciter l'esprit public, pourvoir aux affaires, et veiller attentivement au salut d'un trône qu'on cherchait à ébranler.

Radetzky, sans s'attendre à une reprise d'hostilités aussi prompte, ne fut cependant pas pris au dépourvu, comme le croyait le cabinet de Turin. Si après l'armistice il avait pu croire à la fin de la guerre, l'avénement du ministère démocratique l'avait détrompé; le langage de la presse piémontaise et de l'émigration lombarde, les allures du nouveau cabinet, tout lui indiquait une déclaration de guerre peu éloignée. D'ailleurs le Piémont regorgeait d'espions aux gages de l'Autriche; beaucoup d'entre eux figuraient à la tête des exaltés, et les projets les plus cachés du gouvernement ne leur échappaient pas. Néanmoins, la position de Radetzky, au moment de la dénonciation de l'armistice, paraissait difficile et l'était en effet; mais il sut prendre hardiment son parti, et ses dispositions habiles vinrent dérouter complètement le malheureux Chrzanowsky. Il avait plusieurs dangers à craindre; il ne s'occupe que d'un seul, le principal, sûr qu'en éloignant celui-là, il éloignera tous les autres. Si en évacuant entièrement la Lombardie et les Duchés, concentrant toutes ses forces vers le Tessin, entrant en Piémont et livrant immédiatement bataille à l'armée piémontaise, il peut la battre, tout est fini, car, le Piémont vaincu, les insurrections et toutes les autres attaques tomberont d'elles mêmes. Ce plan qui réunissait le calcul à l'audace était fort habile, et l'exécution ne le fut pas moins. Radetzky se montrait cette fois bien plus hardi qu'en 1848; c'est qu'il connaissait l'état de l'armée ennemie, l'indifférence, l'aversion même des populations piémontaises pour cette guerre, et le peu d'énergie des Lombards.

L'armée autrichienne se composait de six corps, un

resta sur le Mincio et l'Adige et dans la Vénitie ; les cinq autres, ne laissant des garnisons que dans les châteaux de Milan, Brescia, Bergame et Modène, à la tête de pont de Brescello et dans la place de Plaisance, dix mille hommes en tout, se dirigèrent vers l'angle du Pô et du Tessin. Les ordres furent donnés avec tant de promptitude et de secret, et toutes les précautions si bien prises, que dans la nuit du 19 au 20, l'armée était concentrée autour de Pavie, prête à prendre l'offensive au moment qu'expirerait l'armistice, sans que l'ennemi eut su distinguer ce grand mouvement convergent qui se faisait par toutes les routes de la Lombardie. Radetzky avait beau dire qu'il portait la guerre en Piémont, tout le monde refusait de le croire. Quelquefois la meilleure manière de détourner l'attention, est de divulguer ses projets ; que le maréchal ait eu ou n'ait pas eu cette intention, il n'en est pas moins vrai que, malgré ses déclarations réitérées, on ne s'attendait pas à son mouvement offensif, l'état-major piémontais moins que qui que ce fut. Il avait quitté Milan le 18 par la route de Lodi pour aller placer son quartier général à S. Angelo, au milieu de ses troupes qui arrivaient de tous côtés. Les Milanais, en le voyant sortir par la porte romaine, purent croire qu'il se retirait sur l'Adda, et cette circonstance confirma encore les Piémontais dans leur erreur. La ville restait sans troupes, mais le château, mis en état de défense, avait une garnison de trois mille hommes environ, et était hérissé de canons braqués contre la ville. La population était inquiète et agitée ; mais avant de se soulever, elle voulait attendre les premiers événemens, car le nom seul de Radetzky faisait trembler tout le pays, contenu par l'exemple de sévères et impitoyables exécutions.

Le maréchal connaissait assez exactement la distribution des forces piémontaises; en débouchant par Pavie, il coupait leur ligne, isolait tout ce qui était sur la rive droite du Pô, et se portant rapidement contre la masse principale pouvait par une seule bataille terminer la campagne. Il devait donc profiter bien vite de l'occasion, et c'est ce qu'il fit. Dans la matinée du 20, il fit jeter deux ponts sur le Tessin, au-dessous du pont permanent de Pavie; à onze heures, le corps de d'Aspre entra dans l'île par les trois ponts, et à midi, l'armistice expiré, franchit le Gravellone sur trois colonnes. Celle de droite passa à gué; celle du centre sur le pont de barques existant pour la route de Pavie en Piémont, et celle de gauche sur un pont qu'elle jeta au-dessous de celui-là. Tout cela se fit sans rencontrer de résistance; la division Ramorino, qui devait occuper La Cava et surveiller le Gravellone, était restée sur la rive droite du Pô, aux environs de Casatisma, et avait seulement envoyé quatre bataillons sur la rive gauche; un vers Zerbolò, un à La Cava et deux à Mezzana-Corte pour garder le pont. Le bataillon de Zerbolò coupé de Mezzana-Corte se retira en désordre sur Mortara; celui qui était à La Cava et qui s'était approché du Gravellone, échangea quelques coups de fusil avec l'ennemi, et se replia bien vite vers Mezzana-Corte. D'Aspre s'avança dans la direction de Garlasco, suivi d'Appel qui avait passé après lui. Wratislaw, qui venait ensuite, marcha à droite vers Zerbolò, tandisque Thurn, qui passa le quatrième, appuya à gauche vers La Cava, et envoya à Mezzana-Corte, pour surveiller le passage du Pô, une brigade qui rejeta sur la rive droite les trois bataillons qu'elle trouva là. La réserve passa aussi

ce jour-là, et à la nuit l'armée entière se trouvait au-delà du Tessin, sur le territoire ennemi, la droite près de Zerbolò, le centre vers Gropello, la gauche à La Cava, et la réserve un peu en avant du Gravellone. Une brigade de la réserve resta a Pavie pour couvrir les derrières de l'armée. Deux autres ne passèrent pas non plus ce jour-là; l'une appartenant au corps de Wratislaw était restée vers Magenta pour simuler la présence d'un corps d'armée ou même d'une masse plus considérable, et descendait rapidement vers Bereguardo pour y franchir le Tessin dans la journée du 21 et rejoindre son corps; l'autre, qui faisait partie de la réserve, ne devait arriver à Pavie que le 22. La force totale des Autrichiens entrés et sur le point d'entrer en Piémont, était de soixante-neuf à soixante-dix mille hommes, avec deux cent-dix bouches à feu; Chrzanowsky ne pouvait plus leur opposer le même nombre, et ce seul fait peut faire juger de la différence d'habileté des deux adversaires. Radetzky, en entrant en Piémont, adressa une proclamation aux habitans pour les engager a demeurer tranquilles et à laisser les deux armées vider seules la querelle. Il leur disait que c'était malgré lui qu'il faisait la guerre et leur promettait, s'ils suivaient ses conseils, de leur alléger, autant qu'il le pourrait, les maux inévitables qu'elle entraîne.

Pendant que l'armée autrichienne entrait si tranquillement en Piemont vers Pavie, l'armée piémontaise l'attendait vers Buffalora, ou la croyait en retraite sur l'Adda. Dès le matin, les cinq divisions destinées par Chrzanowsky à franchir ou à défendre le Tessin, étaient à leurs postes; la division du duc de Gènes en avant de Trecate, avec une

avant-garde près du pont de Buffalora; la division Perrone à gauche, à Romentino et Galliate; la division Bes à droite, à Cerano et Cassolnovo; la division Durando à droite aussi, mais plus en arrière, autour de Vespolate; la division de réserve près de Novare, sur la route de Mortara. La brigade Solaroli était à l'extrême gauche, entre Oleggio et Bellinzago, liée à la division Perrone par quatre bataillons, ainsi que par un régiment d'infanterie et un régiment de cavalerie de la réserve placés à Cameri. Enfin la division lombarde, sous les ordres de Ramorino, devait se trouver à La Cava, placer une avant-garde sur le Gravellone et s'éclairer jusqu'au bac de Bereguardo, où elle aurait rencontré les partis de cavalerie de la division Bes; quatre bataillons avaient été placés sous Vigevano pour relier ces deux divisions. Ramorino avait ordre de ne rien négliger pour connaître les forces qu'il pouvait avoir devant lui, et si elles n'étaient pas trop considérables, il devait chercher à enlever Pavie le 21 au matin, et, en cas de succès, prendre immédiatement la route de Lodi. Si au contraire les Autrichiens débouchaient en force de Pavie, il devait retarder autant que possible leur marche, sans toutefois se compromettre, et en se retirant sur Mortara ou sur S. Nazzaro, d'où il pourrait facilement se réunir à l'armée qui, prévenue par la canonnade, se porterait immédiatement entre Tromello et Mortara par les deux routes parallèles conduisant dans cette direction. On a vu que Ramorino n'avait pas exécuté les ordres du général en chef, et qu'il se tenait au de-là du Pô tandis qu'on le croyait à La Cava.

A midi, la division du duc de Gênes était massée contre

le pont de Buffalora; on n'apercevait point de troupes au de-là du fleuve, on n'entendait rien du côté de Pavie, et l'on ignorait toujours la concentration des Autrichiens sur le bas-Tessin. Vers une heure, Chrzanowsky se détermina à entreprendre une reconnaissance sur Magenta; le roi voulut passer le premier avec une compagnie de tirailleurs. On arriva à Magenta sans rien rencontrer, et l'on aperçut seulement au loin quelques piquets de cavalerie. L'ennemi n'étant pas de ce côté, ne pouvait être que vers l'Adda ou vers Pavie, puisque l'on savait que Milan était entièrement dégarni ainsi que le haut-Tessin. Dans l'un ou l'autre cas, il n'y avait qu'un seul parti à prendre, c'était de faire passer immédiatement toute l'armée et de la porter entre Milan et Pavie, dans la direction de Lodi. C'était une manœuvre semblable qu'exécutaient en ce moment même les Autrichiens; mais Chrzanowsky n'avait ni l'habileté, ni la décision de Radetzky, et l'absence de l'ennemi, au lieu de lui donner quelque confiance, ne fit qu'augmenter ses irrésolutions. Il laissa le duc de Gênes à Magenta, repassa le Tessin avec le roi et le quartier-général, renvoya dans ses positions la division Perrone qu'il avait fait avancer jusqu'au pont pour appuyer la reconnaissance, et retourna à Trecate chercher ou attendre des nouvelles. Il paraît que Charles-Albert ne fut pas étranger à cette bizarre détermination. Les habitans de Magenta avaient reçu très-froidement les Piémontais, se refusaient à leur donner le logement et à leur fournir des vivres, et ne voulaient pas même dire ce qu'ils savaient de la position et des mouvemens de l'ennemi. Le roi craignit le même accueil à Milan, et cette crainte puérile rallentissant son ardeur, lui fit

désirer qu'avant de s'engager en Lombardie, on fût bien sûr que l'ennemi ne pénétrait pas en Piémont. En rentrant à Trecate on n'apprit encore rien. Un général qui aurait senti la gravité de la situation et la valeur du temps, aurait tout mis en mouvement autour de lui, aurait couru lui-même vers Vigevano pour savoir au plus vîte ce qu'il avait tant d'intérêt à connaître; Chrzanowsky ne fit rien, se résigna à attendre, et se coucha tranquillement à huit heures. A neuf, un officier de l'état-major de Bes vint lui annoncer le passage des Autrichiens et l'absence de Ramorino, et peu après il reçut enfin de ses espions des renseignemens certains sur la concentration de toute l'armée ennemie vers Pavie. L'annonce tardive du mouvement des Autrichiens et l'éloignement de la division lombarde étaient deux circonstances fâcheuses sans doute, mais qui n'avaient pas l'importance qu'on a voulu leur attribuer: avec un peu d'activité ou avec quelque modification dans la manœuvre projetée pour se jeter au-devant de l'ennemi, il était facile de parer à l'un de ces inconvéniens; quant à l'autre, l'absence de la division lombarde, il n'y avait pas lieu de s'en préoccuper beaucoup, car on ne pouvait guère compter sur de pareilles troupes, et il n'est pas probable que leur coopération aurait changé le cours des événemens. Si Ramorino a tenu dans cette occasion la conduite la plus coupable, il faut aussi reconnaître que Chrzanowsky, par son incurie et son manque de vigilance, doit porter une grande partie de la responsabilité. Quand un chef voit son autorité méconnue, ses ordres inexecutés, c'est presque toujours à lui-même qu'il doit s'en prendre. Est-ce que Chrzanowsky n'aurait pas dû s'assurer

par lui-même de l'état des choses? Parcourir la ligne jusqu'au Pô le 19 ou même le 20 au matin? Établir des signaux ou des relais de cavalerie pour être averti surement, au lieu de compter sur le bruit du canon? Pourquoi aussi n'ordonner l'occupation de La Cava que pour le 20? Pourquoi confier ce poste à un homme dont on se défiait, et rester plusieurs jours sans communiquer avec lui, sans s'inquiéter s'il a bien compris et s'il est bien disposé à exécuter les ordres qui lui ont été donnés et dont quelques-uns manquaient de précision et pouvaient même être mal interprétés? Quant aux motifs de la désobéissance de Ramorino, désobéissance d'autant plus grave qu'elle était prémeditée plusieurs jours à l'avance, ainsi que cela résulte de diverses circonstances particulières, ils sont restés inconnus. Traduit devant au conseil de guerre, condamné à mort et executé, ce général n'a donné aucune explication réelle, n'a fait aucun aveu ; mais tout porte à croire qu'il a agi par jalousie contre Chrzanowsky, par le désir de s'isoler et d'opérer pour son propre compte, ou bien enfin, ce qui est encore plus probable, pour se ménager le moyen de donner la main à la faction républicaine à Gênes, avec laquelle il passait pour avoir des engagemens.

Malgré tout ce qui venait d'arriver, le projet de Chrzanowsky de se porter au-devant de l'ennemi, entre Tromello et Mortara, restait exécutable, à la condition toutefois d'opérer avec beaucoup de rapidité et de précision, car l'ennemi était bien près. Ce général est donc excusable de n'avoir rien changé à son plan, bien qu'il eût mieux valu le modifier un peu pour en rendre l'exécution plus sûre et plus facile; mais on va voir qu'il prit si mal ses mesures, qu'il se laissa prévenir par l'ennemi.

La contrée où la guerre allait décider du sort de l'Italie, est l'étroite bande de terrain comprise entre le Tessin et la Sesia, fermée au midi par le Pô, et s'arrêtant au nord au pied des Alpes, près du Lac Majeur et du lac d'Orta; sa longueur est d'environ cent-vingt kilomètres et sa largeur moyenne de cinquante. Elle coupe perpendiculairement la route de Turin à Milan. La Sesia coule à égale distance de ces deux capitales situées toutes deux sur la rive gauche du Pô, à cent-cinquante kilomètres l'une de l'autre, baigne les murs de Verceil qu'elle laisse à sa droite, et va se jeter dans le Pô entre Casal et Valence. Le Tessin, dont on a déjà indiqué le cours, coule au levant de la Sesia. Novare occupe le centre de cette bande de terrain; au-dessous de Novare, on trouve Vigevano, Mortara, La Cava qui commande le passage du Tessin vers Pavie et celui du Pô à Mezzana-Corte; au-dessus, Momo, Borgomanero, Arona. C'est un pays peu accidenté, mais très-couvert et sillonné de petites rivières, de torrens et de canaux, dont la direction générale est parallèle au Tessin et à la Sesia. Une de ces lignes d'eau, un canal appelé la Roggia Biraga, passe à quatre ou cinq kilomètres au levant de Mortara, et coupe les deux routes qui de cette ville vont à Pavie et à Vigevano. C'est derrière ce canal, vers la route de Pavie, entre Tromello et Mortara, que Chrzanowsky voulait concentrer toutes ses forces et attendre l'ennemi, et il le pouvait facilement en les faisant marcher sans retard; mais il perdit du temps et combina leurs mouvemens de la manière la plus malheureuse. Durando et Bes eurent seuls l'ordre de se porter dans la nuit, le premier en avant de Mortara, le second en avant de Vige-

vano; le duc de Savoie, Perrone et le duc de Gênes ne furent mis en marche que le lendemain matin, ainsi que Solaroli qui dut descendre près du pont de Buffalora. Enfin Ramorino, appelé au quartier-général pour rendre compte de sa conduite, dut laisser le commandement de sa division au général de brigade Fanti; mais Chrzanowsky au lieu de donner à ce dernier l'ordre de tout tenter pour amener la division sur la droite du Pô, le laissa libre d'agir comme il l'entendrait. Ces dispositions lentes et décousues indiquent que Chrzanowsky, au moment où il les prenait, doutait que les Autrichiens oseraient s'éloigner du Tessin et s'avancer vers la Sesia, et qu'elles n'étaient, dans sa pensée, que des mesures de précaution qu'il se réservait de compléter, si cela devenait nécessaire. Il comptait en effet que si l'ennemi marchait en avant, ses têtes de colonne seraient arrêtées vers Mortara et Vigevano dans la journée du 21, et que la concentration pourrait alors se faire dans la matinée du 22.

Durando arriva de grand matin à Mortara où il fut rejoint dans l'après-midi par le duc de Savoie. Bes de son côté fut à Vigevano au jour, se porta dans une bonne position en avant, à La Sforzesca, et poussa une avant-garde jusqu'à Borgo S. Siro, pour observer le passage du Tessin à Bereguardo. Comme Chrzanowsky, qui ne mettait pas ses généraux de division au courant de ses opérations d'ensemble, lui avait laissé ignorer la présence de Durando à Mortara, et qu'il craignait d'être tourné à droite, il se prolongea de ce côté en envoyant la brigade de Casal vers Fogliano; ainsi placé, il attendait les divisions Perrone et duc de Gênes dirigées aussi sur Vigevano, et

cherchait à avoir des nouvelles de l'ennemi. La brigade de Savoie, de la division Perrone, arriva vers les onze heures, et fut placée par Chrzanowsky qui venait aussi d'arriver avec le roi, un régiment près de La Sforzesca pour servir de réserve à Bes, l'autre sur la route de Gambolò avec une batterie et un régiment de cavalerie. La seconde brigade de Perrone et la division du duc de Gênes, par suite de malentendus et de la distribution tardive des vivres, ne purent se trouver à Vigevano qu'entre cinq et six heures du soir.

Les Autrichiens marchaient dans la direction de Mortara, pour se porter ensuite sur Verceil ou sur Novare, selon les mouvemens des Piémontais. D'Aspre, Appel et la réserve suivaient la route de Garlasco; Thurn s'avancait à gauche sur S.t–Georges; Wratislaw prenait à droite la route de Zerbolò à Gambolò, et envoyait un détachement sur Vigevano. Vers une heure, ce détachement arriva à Borgo S. Siro, où il trouva l'avant-garde piémontaise, et, soutenu par la brigade Strassoldo qui formait la tête de colonne de Wratislaw et arrivait presqu'en même temps, il l'attaqua. Les Piémontais, trop faibles pour tenir tête à des forces si supérieures, se replièrent, mais lentement et en combattant toujours; à S. Vittore ils trouvèrent deux bataillons placés là en intermédiaires pour leur donner la main, et tous ensemble arrivèrent en bon ordre près de La Sforzesca. Au premier bruit de l'attaque, Bes, averti d'ailleurs de la présence de Durando à Mortara, rappela la brigade de Casal, mais cette brigade se perdit dans des chemins de traverse et ne put revenir à temps. Néanmoins Bes avec son autre brigade, deux escadrons de cavalerie, une batterie et

quelques tirailleurs, résista victorieusement à l'ennemi qui était plus nombreux, et qui échoua dans toutes ses attaques contre La Sforzesca qu'il essayait de tourner. Repoussés plusieurs fois à la baïonnette par le 17e et le 23e d'infanterie, et chargés ensuite par la cavalerie qui acheva de les mettre en désordre, les Autrichiens se retirèrent en laissant un assez grand nombre de prisonniers entre les mains des Piémontais. Bes les poursuivit à une assez grande distance, mais l'arrivée de renforts à l'ennemi, entr'autres d'une partie de la brigade Gorger, qui laissée la veille en Lombardie, passait en ce moment le Tessin au bac de Bereguardo, le força de se replier. Pendant ce temps-là, Wratislaw était arrivé avec le gros de ses troupes à Gambolò, et envoya dans la soirée une colonne pour attaquer le détachement piémontais placé sur la route de Vigevano; mais cette attaque n'eut pas de succès, et la colonne se retira bien vîte. Sur ce point, les choses se passaient donc assez bien pour les Piémontais, et les divers combats qu'ils venaient de livrer étaient un heureux début; mais il aurait fallu compléter le succès en attaquant l'ennemi à Gambolò si l'on avait encore le temps dans la soirée, après l'arrivée de toutes les troupes, ou mieux encore, en se portant immédiatement derrière la Biraga, car autrement le mouvement de concentration devenait difficile pour le lendemain; néanmoins il paraissait possible, et Chrzanowsky le jugeant ainsi et ne tenant pas suffisamment compte de la valeur du temps, se contenta des avantages obtenus, et remit au lendemain ce qui pouvait et devait se faire le soir même. Du reste, les troupes qui venaient de combattre se montraient assez animées et le

succès avait dissipé en partie l'impression fâcheuse produite sur elles par l'entrée audacieuse des Autrichiens en Piémont, et par la conduite de Ramorino, qu'elles traitaient de trahison; on était d'ailleurs fort tranquille pour Mortara où se trouvaient vingt-deux mille hommes avec quarante-huit bouches à feu. Mais dans la nuit on reçut les nouvelles les plus désolantes; les deux divisions avaient été battues, avaient perdu beaucoup de prisonniers et du canon, et se retiraient en désordre, partie derrière l'Agogna, vers Robbio, partie dans la direction de Novare. Voici en effet ce s'était passé.

Chrzanowsky, en dirigeant Durando et le duc de Savoie sur Mortara, ne leur avait pas donné des instructions précises; il avait seulement ordonné à Durando de prendre une position défensive en avant de la ville, et au duc de Savoie de couvrir à droite la division Durando et la ville qui auraient pu être tournées de ce côté. Comme son intention était de faire occuper à Durando la ligne de la Roggia Biraga, dans la partie de ce canal qui coule du nord au midi, des moulins de Faënza au hameau de S. Albano, et les positions avancées de Garbana et Remondo qui se trouvent au-delà, il envoya son chef d'état-major, le général La Marmora, frère de celui qui commandait une division, porter de nouvelles instructions à Durando et au duc de Savoie, et veiller à leur exécution. Mais ces instructions n'étaient point encore assez précises et ne rendaient pas complètement la pensée du général en chef, car elles portaient que les deux divisions devaient couvrir Mortara en se plaçant à cheval sur les routes de Garlasco et de St-Georges; s'étendre d'un côté

jusqu'à Faenza, de l'autre jusqu'à Castel d'Agogna qui devait être fortement occupé; enfin, se mettre en communication par Fogliano avec les troupes de Bes, et par la grande route de Vigevano avec le quartier-général. Les ordres de Chrzanowsky étaient toujours vagues, trop concis et ne prévoyaient rien; ce n'est pas ainsi que parle un esprit net et lumineux qui sait bien ce qu'il veut. La Marmora, parti de Trecate à neuf heures de matin, ne put être à Mortara qu'à une heure après-midi; à son arrivée, les troupes de Durando, établies sous la ville même, faisaient la soupe, et cela fit différer l'exécution des ordres de Chrzanowsky; on envoya seulement des éclaireurs vers Fogliano pour communiquer avec Bes, mais ces éclaireurs, pris sans doute par l'ennemi, ne reparurent plus. En attendant que la division Durando pût se porter en avant, on explora le terrain du côté de la route de St-Georges, pour voir si l'on pouvait communiquer de cette route avec Castel d'Agogna autrement que par Mortara; mais l'état-major ne connaissait nullement le terrain, il ne sut pas se faire renseigner, et ne remarqua pas le chemin qui va du rond-point de St-Georges à la porte de Marengo en tournant la ville; on verra que cette erreur fut la cause du désastre principal de cette malheureuse journée. Chrzanowsky avait envoyé à Mortara des troupes qui n'avaient jamais vu le pays, tandis qu'il aurait dû y placer celles qui, comme la division Bes, avaient passé l'hiver de ce côté, et parcouru tous les environs. Il n'avait pas non plus songé à réunir le commandement des deux divisions dans la même main, et il résulta de cet oubli un certain manque d'ensemble et d'unité dans leurs dispositions et leurs mou-

vemens. Vers trois heures, la division Durando commença à se porter en avant, mais pour se placer à quinze cents mètres seulement de la ville, c'est-à-dire, à près de trois kilomètres en arrière de la position qu'elle aurait dû occuper. Le voisinage de l'ennemi, dont les coureurs paraissaient vers Gambolò, Trumello et St-Georges, fit penser qu'il n'était pas prudent de s'avancer davantage ce jour-là; c'est ainsi que les lieutenans de Chrzanowsky ne sachant pas obéir assez ponctuellement, exécutaient ses ordres non seulement trop tard, mais encore d'une manière très-incomplète. La position où s'établit Durando s'étendait du cimetière de la ville au couvent de St-Albin. La brigade d'Aoste formant la gauche s'appuyait au cimetière, la brigade de la Reine, qui tenait la droite, au couvent; elles étaient séparées par un large fossé sur lequel on avait jeté un pont. Elles avaient chacune quatre bataillons en ligne et deux en réserve. Le cimetière avait été crênelé; le couvent, laissé un peu en avant de la ligne, formait un saillant où était placé le dernier bataillon à droite. L'artillerie, qui comptait seize pièces, était disséminée sur les points d'où elle pouvait agir avec le moins de désavantage dans ce terrain qui présentait beaucoup d'obstacles à son action. La cavalerie était à gauche du cimetière, contre la ville. La division du duc de Savoie, arrivée seulement entre deux et trois heures, venait de se placer à droite de Mortara, s'étendant de la ville à Castel d'Agogna, en passant par le Moulin-Neuf qu'elle occupait et mettait en état de défense. La brigade des Gardes était à droite et tenait Castel d'Agogna; celle de Cuneo, dont la droite était au Moulin-Neuf, avait sa gauche à trois cents mètres environ

de la ville. La division avait trente-deux pièces; vingt-quatre étaient au centre et aux deux extrémités de la ligne, les huit autres en réserve derrière la ville, près de la route de Novare. L'un de ses régimens de cavalerie était derrière la brigade des Gardes, l'autre en réserve à droite de la route de Novare. Les reconnaissances battaient le pays en avant des deux divisions, vers les routes de Garlasco et de St-Georges.

L'heure avancée et la canonnade qu'on entendait du côté de Vigevano et qui annonçait un combat assez vif, firent croire aux trois généraux, malgré les renseignemens qu'ils avaient sur la marche de l'ennemi, qu'ils ne seraient pas attaqués ce jour-là, ou du moins qu'ils ne le seraient pas sérieusement; ils ne se tinrent pas assez sur leurs gardes, et ne songèrent pas à prendre toutes les dispositions nécessaires pour soutenir un combat dans la position désavantageuse où ils s'étaient placés. La division Durando n'avait pas encore achevé son mouvement, lorsque vers quatre heures et demie, les reconnaissances qui ne s'étaient pas portées assez en avant pour avertir à temps de l'approche de l'ennemi, vinrent en toute hâte annoncer qu'il était tout près, et il ne tarda pas en effet à paraître. C'était le corps de d'Aspre qui s'avançait par la route de Garlasco, précédé de partis de cavalerie et d'une nuée de tirailleurs; ce corps, composé des divisions archiduc Albert et Schaaffgotsche, comptait quatorze à quinze mille hommes, avec quarante-huit canons. D'Aspre avait l'ordre d'occuper et même de dépasser Mortara; en voyant cette ville couverte par les Piémontais, il ne voulut pas, malgré l'heure avancée, remettre l'affaire au lendemain, et fit aussitôt ses

dispositions de combat. La division de l'archiduc Albert qui marchait en tête, fut formée en colonnes d'attaque des deux côtés de la route; l'autre resta en réserve, sauf quelques détachemens qu'elle envoya vers le cimetière et vers le couvent, pour observer et contenir l'ennemi sur ces points-là. Le combat commença par le feu de vingt-quatre pièces placées sur le front des colonnes d'attaque; ce feu était dirigé sur le centre de la division Durando et sur une élévation de terrain où se tenaient Durando, le duc de Savoie et La Marmora qui, pour donner l'exemple de la fermeté aux troupes, restèrent longtemps dans ce poste dangereux, quoique leur présence eut été beaucoup plus utile ailleurs. L'artillerie piémontaise, peu nombreuse sur ce point, ne pouvait lutter qu'avec un grand désavantage, et une partie de la brigade de la Reine, ébranlée par cette violente canonnade des Autrichiens, ne tarda pas à se mettre en désordre. On parvint à la reformer, et toute la brigade faisait assez bonne contenance, lorsqu'à l'approche de la nuit, d'Aspre la fit charger vigoureusement; elle ne put résister à cette brusque attaque, céda le terrain et se retira précipitamment vers la ville, où tout fut bientôt dans une extrême confusion. Il était nuit; les habitans fuyaient de tous côtés; l'artillerie et les bagages encombraient les rues; l'ennemi continuait d'avancer, et on combattait presque pêle-mêle à l'entrée de la ville. Les Autrichiens hésitèrent un peu pour pénétrer dans Mortara; ils n'y engagèrent d'abord qu'un seul bataillon avec deux pièces sous les ordres du colonel Benedeck, et le firent ensuite soutenir par un second bataillon. Le gros de leurs forces s'arrêta en avant de la ville, et une partie combattit encore assez

longtemps contre l'extrême droite des Piémontais qui continuait à résister du côté de St-Albin. Benedeck poussa hors de Mortara tout ce qui l'occupait; un seul bataillon rallié par le général Trotti était encore un peu en ordre; il fit quelque résistance, et se trouvant coupé de la division de réserve, prit la route de Novare. Benedeck fouilla Mortara, prit les chevaux et les équipages du Duc de Savoie, une grande quantité de bagages, et établit ses deux bataillons sur la place principale et dans la grande rue qui va de la porte de Pavie à celle de Verceil.

Pendant toute l'action, la brigade d'Aoste avait soutenu à gauche un combat de tirailleurs et d'artillerie peu animé; le large fossé qu'elle avait à sa droite ne lui avait pas permis de se porter à temps au secours de l'autre brigade. Au moment de la déroute, elle reçut l'ordre de Durando d'aller défendre la ville, et se disposa aussitôt à y marcher, en se faisant précéder d'un bataillon, de deux escadrons et de deux pièces. Ce détachement trouva l'ennemi près de Mortara, passa sous son feu, fut chargé par sa cavalerie et se jeta dans la ville; mais les Autrichiens y étaient déjà, une partie du bataillon fut cerné et mit bas les armes. Les deux escadrons entourés aussi surent s'ouvrir un passage; ils chargèrent résolument, culbutèrent tout ce qui se trouvait devant eux et s'échappèrent ainsi, suivis de la section d'artillerie et de ce qui restait encore de l'infanterie. Le commandant de la brigade apprenant ce qui se passait et ne recevant plus d'ordres, ne crut pas devoirmarcher sur la ville, et se retira par la route de Novare. Le régiment de cavalerie et la batterie de la division de réserve qui se trouvaient de ce côté et qui n'avaient pas pu

marcher non plus au secours de Durando, prirent la même direction.

Lorsque la brigade de la Reine avait commencé à plier, le duc de Savoie avait envoyé une partie de sa division pour la soutenir; deux bataillons de Cuneo marchèrent directement vers le rond-point de St-Georges, tandis que les autres bataillons de cette brigade et deux batteries devaient passer par la ville, vers laquelle appuyait aussi un régiment des Gardes. Mais quand ces troupes furent sur le point d'entrer dans Mortara, elles virent venir à elles une foule de fuyards. Le duc entra dans la ville, essaya de rallier ces fuyards, de rétablir l'ordre et de débarrasser les rües, mais tous ses efforts furent vains et il se trouva refoulé. En ce moment une résolution hardie pouvait peut-être tout sauver, c'était de lancer vigoureusement dans Mortara toutes les troupes qu'on avait sous la main; le duc ne crut pas au succès d'une telle attaque et ordonna la retraite sur Castel d'Agogna. L'ennemi inquiéta la queue de la colonne et prit un canon avec quelques caissons. Au-delà du pont, on prit la direction de Robbio; un bataillon des Gardes et une section d'artillerie qui formaient l'arrière-garde se trompèrent de route et allèrent à Valence.

Les Autrichiens étaient donc maîtres de Mortara et avaient mis en fuite un ennemi très-supérieur, sans toutefois lui avoir fait beaucoup de mal; mais leur triomphe ne devait pas s'arrêter là, et une circonstance singulière allait le rendre beaucoup plus important. Au moment de l'attaque qui avait enfoncé le centre des Piémontais, le bataillon qui était à St-Albin, attaqué vigoureusement aussi, avait perdu le couvent, puis l'avait repris avec le secours

d'un autre bataillon; mais tous deux l'avaient ensuite perdu de nouveau, avaient pris position en arrière et continuaient à tenir tête à l'ennemi qui cherchait à les envelopper. La Marmora qui avait vu le danger que couraient ces troupes, courut vers elles, rencontra au rond-point de St-Georges les deux bataillons de Cuneo que venait d'envoyer le duc de Savoie, les fit rester là en réserve, et se mettant à la tête de quatre à cinq cents fuyards qu'il avait ralliés, s'avança vers St-Albin. Mais les tirailleurs ennemis, embusqués derrière des arbres, firent feu à l'improviste sur ce détachement qui leur riposta. Trompés par cette fusillade et par l'obscurité, les bataillons du rond-point tirèrent de leur côté sur le détachement et sur les troupes de St--Albin qui battaient alors en retraite devant les Autrichiens. L'erreur fut bientôt reconnue, le combat se rétablit, se prolongea encore quelque temps, et, l'ennemi n'avançant plus, cessa tout-à-fait. Depuis longtemps on n'entendait plus rien vers Mortara et vers la route de Garlasco, et La Marmora qui avait envoyé reconnaître ce qui s'y passait, apprit que la ville était au pouvoir des Autrichiens; il était alors huit heures. La Marmora, ainsi débordé et isolé, ne savait trop où donner de la tête; il n'avait aucune notion des lieux où il se trouvait, ne connaissait pas, comme on l'a dit, le chemin qui va du rond-point de St-Georges à la route de Castel d'Agogna, et, jugeant toute retraite à travers-champs impossible, il se décide à passer par la ville pour gagner la route de Novare. Il forme ses troupes en colonne, place au milieu l'artillerie, et marche hardiment sur Mortara en laissant ignorer à ses soldats la présence de l'ennemi dans la ville; le bataillon

qui avait défendu St-Albin vient derrière lui. La colonne entre dans la ville par la porte de St-Georges, située à gauche de celle de Garlasco par où était entré l'ennemi, et trouve les rues encombrées de voitures, de cadavres d'hommes et de chevaux; l'obscurité est profonde, rien n'éclaire les rues, toutes les maisons sont fermées; les Autrichiens qu'on rencontre et qui croient l'affaire terminée depuis longtemps, ne peuvent se rendre compte de l'apparition d'un corps ennemi pénétrant dans la ville derrière eux. La Marmora, pour encourager ses soldats, fait battre la charge; les Autrichiens battent le rappel, et la colonne débouche sur la place et dans la grande rue. Là on commence à se fusiller à bout portant, au milieu d'une confusion épouvantable; les Piémontais ne savent quelle direction prendre à travers la ville qui leur semble pleine d'ennemis, et les Autrichiens de leur côté qui se savent assez peu nombreux, sont fort inquiets. Mais Benedeck se rendant compte de la situation et pensant bien qu'il n'a affaire qu'aux troupes de St-Albin attardées et coupées, rallie promptement son monde, barre les issues de la place et la grande rue, et somme les Piémontais de se rendre, en leur déclarant qu'ils sont complètement cernés et que toute résistance est impossible. Un effort vigoureux leur suffirait pour se dégager; ils n'ont que peu de monde devant eux, encore moins à droite et à gauche, car l'ennemi est resté avec le gros de ses forces à l'entrée de la ville; mais l'ignorance de cet état de choses, l'obscurité, la confusion, les revers de la journée, tout peut leur faire croire qu'ils sont enveloppés de tous côtés par des masses nombreuses. En pareil cas de bons soldats n'hésitent pas à

tenter de s'ouvrir un passage à quelque prix que ce soit, car tant qu'il y a une chance, une lueur d'espoir, l'honneur militaire ordonne d'affronter le danger et de mourir plutôt que de se rendre. Mais ces troupes sont trop jeunes, trop peu aguerries pour n'être pas abattues dans une telle situation; toute force les abandonne, et elles mettent bas les armes, au nombre de dix-huit-cents hommes environ. La Marmora qui marchait en tête, s'était échappé avec une cinquantaine d'hommes, et put gagner Castel d'Agogna, où il trouva la division du duc de Savoie, avec laquelle était aussi Durando qui, au moment de la déroute, avait été séparé de la sienne, sans pouvoir la rejoindre. Il était alors neuf heures; on eut un instant, le duc de Savoie surtout, l'idée de revenir sur Mortara et d'attaquer l'ennemi pendant la nuit; mais les avis timides l'emportèrent et on continua la retraite. La perte totale des Piémontais était de cinq cents hommes tués ou blessés, de plus de deux-mille prisonniers, et de cinq canons; les Autrichiens eurent à peine trois-cents hommes hors de combat.

Cette affaire qui, bien que partielle, eut une telle influence qu'on peut dire qu'elle décida du sort de la campagne, est une preuve de ce que peuvent à la guerre l'audace et l'énergie, et des suites terribles qu'entraînent au contraire la négligence et la faiblesse. Toutes les chances étaient en faveur des Piémontais, plus nombreux, moins fatigués, maîtres de choisir leur terrain; mais, d'un côté, l'audace et la promptitude d'exécution de d'Aspre et l'énergie de Benedeck; de l'autre, le peu de précision des ordres de Chrzanowsky, la lenteur, le manque de vigilance, les dispositions inhabiles, la timidité de ses lieutenans, le

peu de fermeté des troupes changèrent tout cela ; et le résultat fut plus que malheureux pour ceux qui auraient dû vaincre.

Le soir de cette journée du 21, tandis que les Piémontais avaient trois divisions près de Vigevano, deux autres en retraite sur Robbio et Novare, et une brigade au pont de Buffalora, l'armée autrichienne occupait la route de Pavie à Mortara, s'étendant à droite jusqu'à Gambolò, à gauche jusqu'à St-Georges. D'Aspre était à Mortara, Appel à Trumello, la réserve à Gropello, Wratislaw à Gambolò, Thurn à St-Georges. Ce dernier avait envoyé un détachement vers Lumello pour couvrir le flanc gauche de l'armée, et ses éclaireurs couraient vers Valence, et exploraient les bords du Pô.

Les généraux battus à Mortara ne mirent pas à informer Chrzanowsky toute la promptitude que réclamaient les circonstances. Le premier avis n'arriva au quartier-général que vers une heure après-minuit, et par hasard. Ce furent deux officiers d'état-major qui, séparés de La Marmora qu'ils ne purent retrouver, revinrent à Vigevano où ils annoncèrent ce qui venait de se passer. Une nouvelle si inattendue consterna tout le monde. Ce désastre et la position avancée des Autrichiens à Mortara et à Gambolò, ne rendaient pas seulement les projets de Chrzanowsky impossibles, ils mettaient l'armée piémontaise dans une situation périlleuse. La retraite sur Verceil pouvait être considérée comme coupée, et même si l'ennemi marchait un peu rapidement sur Novare ou entre Novare et Vigevano, il pouvait empêcher la jonction des deux divisions battues avec les autres. Dans un tel état de choses, il y

avait à prendre l'un des trois partis suivans : se jeter avec les troupes de Vigevano sur le flanc droit de l'ennemi, tandis que les deux divisions en retraite, reprenant l'offensive, attaqueraient de front; entrer en Lombardie; livrer, sur un terrain choisi et étudié, une bataille décisive. Le premier parti était le plus audacieux et exigeait beaucoup de vigueur; mais aussi il convenait plus que tout autre au caractère et aux dispositions des troupes, et l'on sait d'ailleurs que les résolutions hardies, rapidement et habilement exécutées, sont souvent couronnées de succès, comme cela venait d'arriver à l'ennemi à Mortara. Le second parti était le plus prudent et le plus fécond en combinaisons et en chances heureuses; de l'autre côté du Tessin, on pouvait rallier tout ce qui se trouvait sur la droite du Pô, même la division La Marmora; on soulevait la Lombardie, on coupait la retraite aux Autrichiens; on les prévenait sur le Mincio. Le troisième parti enfin, le plus sage en apparence, était en réalité le plus imprudent; mais il était le plus facile et celui qui convenait le mieux à l'esprit étroit et stérile de Chrzanowsky, qui ne pouvait manquer de l'adopter. Il était aussi hasardeux que le premier, puisque, dans l'un comme dans l'autre, la défaite entraînait la perte de l'armée; mais il avait de plus l'inconvénient d'agir d'une manière très-fâcheuse sur le moral des troupes. Une marche rétrograde, au début de la campagne, était, avec des soldats généralement mal disposés et se croyant peu en état de tenir tête à l'ennemi, une faute grave. Ceux qui avaient combattu heureusement à La Sforzesca allaient être découragés, et les vaincus de Mortara qui auraient bien pu reprendre l'offensive avec quelque ardeur, ne

pouvaient qu'être fort inquiets à l'idée de livrer une bataille défensive comme celle qu'ils venaient de perdre. Novare était le point où la concentration des forces piémontaises pouvait se faire le plus rapidement, et c'est là que Chrzanowsky se décida à jouer le sort de son armée. Dans cette position d'ailleurs, une défaite, sans avoir pour les Autrichiens des conséquences aussi graves que pour les Piémontais, pouvait leur être très-funeste. Mais il fallait se hâter, puisque l'ennemi, à Mortara et à Gambolò, n'était pas plus loin de Novare que les Piémontais à Vigevano; Chrzanowsky mit ses troupes en mouvement avant le jour, et arriva vers midi à Trecate où il laissa en position jusqu'au lendemain matin la division du duc de Gênes; les deux autres divisions arrivèrent à Novare dans la soirée. On y trouva la division Durando; celle du duc de Savoie qui avait fait un long détour ne put arriver que dans la nuit; enfin la brigade Solaroli était venue à Romentino; la concentration était donc effectuée. Dans cette journée du 22, et au milieu de tous ces mouvemens, on ne rencontra nulle part l'ennemi. Il avait cependant marché sur Novare; à droite, le corps de Wratislaw s'était porté de Gambolò à Civalegna; à gauche, celui de Thurn était allé s'établir à Torre di Robbio, au-delà de l'Agogna. Les trois autres étaient restés échelonnés sur la grande route; celui de d'Aspre avait dépassé Vespolate et poussé son avant-garde jusqu'à Garbagna, à sept ou huit kilomètres de Novare; celui d'Appel s'était arrêté un peu en arrière de Vespolate, et la réserve entre Lavezzaro et Mortara. Il était impossible de marcher plus serrés et en meilleur ordre, mais aussi avec plus de lenteur. De Mortara et de Gambolò

à Novare, il n'y a pas plus de six heures de chemin pour des troupes, et ceux des corps autrichiens qui se trouvaient plus en arrière, n'avaient pas non plus une trop grande distance à parcourir; toute l'armée pouvait donc ce jour-là arriver sous Novare, ou au moins entre Vespolate et Novare, et cette marche, prévenant la jonction des divisions piémontaises, eut été à elle seule une victoire. Cette jonction ne fut cependant pas le plus grand désavantage que Radetzky dut à son extrême lenteur, car s'il eut continué le 23 à marcher concentré sur Novare, il serait arrivé sur les Piémontais avec des forces supérieures aux leurs, et la victoire n'aurait pas été longtemps douteuse; mais ayant perdu leurs traces, il ne pouvait faire que des conjectures, et craignait surtout de les voir mettre la Sesia entre eux et lui. Dans son incertitude, il voulut s'étendre autour d'eux en une espèce de réseau, de manière cependant à pouvoir se concentrer assez rapidement au point où on rencontrerait le gros de leurs forces. D'Aspre, Appel et la réserve eurent ordre de continuer à s'avancer sur Novare; Thurn fut envoyé à Confienza d'où il devait, selon les circonstances, se diriger sur Verceil ou se rabattre sur Novare; enfin Wratislaw marcha sur *Verceil* par Robbio; il devait attaquer vigoureusement l'ennemi s'il le rencontrait, ou bien s'il apprenait qu'il était resté à Novare, revenir de ce côté, à la suite de Thurn. En même temps, Radetzky pensant à prévenir les Piémontais sur le Pô, envoyait à Casal les deux brigades laissées à Pavie et à Mezzana-Corte, et celle qui, restée en arrière en Lombardie, n'avait passé le Tessin que le 22. Ces trois brigades et les détachemens laissés à Mortara et ailleurs, montaient à douze mille hom-

mes, et la force des cinq corps en marche sur Novare et sur Verceil restait de cinquante-sept mille hommes environ, avec cent quatre-vingt-six bouches à feu. Par la dissémination de ses forces si bien massées jusqu'alors, par ces mouvemens prématurés sur sa gauche, le maréchal s'exposait beaucoup; car les Piémontais réunis, l'attendaient de pied ferme à Novare, et allaient avoir une grande supériorité numérique sur la partie de son armée qui allait se jeter dans eux. Tel était le résultat d'une lenteur inopportune; c'est qu'à la guerre il faut toujours agir avec toute la rapidité possible, ne jamais se ralentir sans motif, et profiter jusqu'au bout de ses avantages, sous peine de voir se changer en revers les succès qui paraissent le mieux assurés.

Au sud de Novare, entre les torrens de l'Agogna et du Terdoppio, s'élève une espèce de plateau ondulé dont le village de La Bicoque, situé à deux kilomètres environ de la ville et traversé par la route de Mortara, occupe la parpartie culminante. Au levant des collines de la Bicoque, c'est-à-dire, à gauche quand on tourne les dos à Novare, le sol s'abaisse rapidement vers le Terdoppio et est coupé par deux petits canaux. A droite, au-delà du ruisseau de l'Arbogna qui coule à peu de distance de La Bicoque, il est peu accidenté, et présente seulement quelques légères élévations vers le centre; mais il est couvert de vignes, d'arbres disposés en longues files, de maisons éparses, et coupé aussi par un canal parallèle à l'Agogna. C'est dans cette position dont le point important est La Bicoque, surtout contre un ennemi arrivant par la route de Mortara, que Chrzanowsky attendait les Autrichiens. Le front de bataille

était formé de trois divisions rangées sur deux lignes, et occupait une étendue d'environ trois kilomètres, depuis le canal d'Olengo voisin du Terdoppio jusqu'au canal Dassi, près de l'Agogna. La division Perrone, placée à La Bicoque, tenait la gauche; la division Bes occupait le centre; la division Durando formait la droite. Six bataillons appuyaient le flanc gauche de Perrone, quatre, la droite de Durando; trois bataillons de tirailleurs couvraient le front de bataille. Les divisions du duc de Gênes et du duc de Savoie étaient en réserve, la première à gauche, derrière La Bicoque, près du cimetière S. Nazzaro; la seconde à droite, tout près de Novare, entre la place d'armes et la route de Verceil; toutes deux étaient massées en colonnes. En dehors de toute la position, sur le flanc gauche, la brigade Solaroli, à cheval sur les routes de Trecate et de Galliate, et couverte par le Terdoppio, devait observer et contenir les forces ennemies qui se présenteraient de ce côté. Sur la gauche du front, le terrain coupé de fossés et fortement accidenté; à droite, l'Agogna et le canal offraient d'assez grands obstacles à l'attaquant, de sorte que la position ne pouvait être tournée que par des mouvemens très-étendus, d'un côté sur la route de Trécate, de l'autre sur celle de Verceil. En outre, une grande partie de la division Durando était couverte par un fossé profond à rebords élevés. C'était donc là un ordre de bataille excellent, et l'armée ainsi rangée se trouvait dans une position solide, le front bien garni, les flancs assurés, les réserves dans une forte proportion, les troupes toutes sous la main. Quelques précautions avaient cependant été negligées; le pont de l'Agogna, sur la route de Verceil, n'était pas gardé,

quoique l'on sut que l'ennemi s'était montré vers Confienza; on n'avait pas songé à interdire aux troupes l'accès de la ville pendant la bataille; enfin, on aurait dû élever quelques retranchemens à La Bicoque, le point le plus important de la ligne.

Toutes les troupes étaient à leur poste dès 9 heures, prêtes à livrer bataille. Le total des forces en ligne était de cinquanta-trois mille hommes, avec cent-onze bouches à feu. Vingt mille hommes avec quarante canons restaient impuissans au-delà du Pô, et les combats de La Sforzesca et de Mortara, ainsi que les marches et contre-marches faites depuis trois jours, avaient déjà diminué l'armée de sept à huit mille hommes, dont la plupart avaient abandonné volontairement leurs corps. Les soldats ne montraient point d'ardeur, et l'on pouvait voir qu'ils avaient l'esprit frappé du mauvais début de la campagne. Depuis la veille, les vivres manquaient en partie; des pillages et des désordres de toute espèce avaient été commis dans Novare. Le roi, passant devant le front des troupes, ne recueillait que d'assez faibles témoignages de dévouement. Il ne s'agissait plus cependant de se battre pour la Lombardie, mais pour le Piémont que la perte de la bataille devait mettre à la merci de l'Autriche.

Les Autrichiens qui avaient fait si peu de chemin le 22 ne montrèrent pas plus d'activité le 23; ils se mirent tard en marche, et les troupes de d'Aspre ne parurent vers Olengo qu'entre 10 et 11 heures, alors que les Piémontais étaient depuis longtemps en bataille. D'Aspre fit ici comme à Mortara; sans se rendre compte des forces qu'il avait devant lui, entraîné par son ardeur et celle de ses troupes,

qui comptent sur un nouveau succès, il ne songe qu'à attaquer. Il déploie la division de l'archiduc Albert des deux côtés de la route, en face de La Bicoque et de la division Perrone, prolonge sa gauche avec une partie de la division Schaaggffotsche dont il tient le reste en réserve, et met la cavalerie en arrière des deux ailes. Pendant qu'il achève ses dispositions, et que le combat des tirailleurs et de l'artillerie est déjà engagé, il apprend qu'il est en face de toute l'armée ennemie; il envoie bien vite prévenir le maréchal, fait dire à Appel de s'avancer en toute hâte, à Thurn de revenir sur Novare, et espérant pouvoir tenir tête aux forces immenses qu'il va avoir sur les bras pendant qu'on va marcher à son secours, il engage résolument l'action. Après une forte canonnade et un vif combat de tirailleurs, dans lequel les Piémontais ont le dessous, il fait avancer son infanterie. Cette attaque met le désordre dans les rangs de la brigade de Savone qui forme la première ligne, et cette brigade cède et se débande en partie. Celle de Savoie, placée en seconde ligne, s'avance pour la remplacer, regagne le terrain perdu, perd et reprend successivement diverses positions, et fait un assez grand nombre de prisonniers dans les maisons éparses en avant de La Bicoque. D'Aspre fait alors avancer au soutien de l'archiduc Albert les troupes qu'il tenait en réserve, et comme il craignait un mouvement du centre et de la droite de l'ennemi sur son flanc gauche, il cherchait à occuper et contenir le centre par un combat de tirailleurs, et avait envoyé contre la droite un détachement qui s'était placé au Torrione; enfin il avait aussi détaché sur son extrême droite quelques troupes légères pour inquiéter la brigade Solaroli.

Les succès de la deuxième ligne de Perrone durèrent peu; la brigade de Savoie ne put tenir contre les troupes fraiches entrées en action pour soutenir celles de l'archiduc; elle recula bientôt et se décomposa comme la brigade de Savone. Il n'était guère que midi, et déjà les Autrichiens étaient maîtres pour la seconde fois de La Bicoque; toute la division Perrone était-à-peu-près en déroute. Chrzanowsky ordonne alors au duc de Gênes d'amener contre l'ennemi une de ses brigades, en la faisant suivre de la seconde, à quelque distance. La brigade de Piémont s'avance, le 3e régiment à droite de la route, le 4e à gauche. Le général Passalacqua, commandant de cette brigade, marche avec le 3e dans la vallée de l'Arbogna, attaque et prend plusieurs positions autour de La Bicoque, fait deux à trois cents prisonniers, et tombe frappé mortellement de trois balles dans la poitrine. Le régiment continue d'avancer, dépasse La Bicoque et parvient jusqu'à la hauteur de Castellazzo; mais là il se trouve sous un feu meurtrier, et il faut qu'il se replie. Le 13e, de la brigade de Pignérol, arrive à son secours et réoccupe les environs de Castellazzo. A gauche, le duc de Gênes, à la tête du 4e, pousse vigoureusement l'ennemi, s'empare de Castellazzo, s'y maintient en attendant l'arrivée du 14e qui vient l'appuyer à gauche, et avec ces deux régimens se porte hardiment sur le village d'Olengo, en chasse les Autrichiens, et les fait suivre par les tirailleurs à une assez grande distance. En même temps les faibles démonstrations tentées sur le centre et les extrémités de la ligne piémontaise restaient sans effet; la colonne qui avait occupé le Torrione, en face de la division Durando, avait engagé de là un combat d'artillerie, mais

elle n'avait pas tenu long-temps sous le feu d'une vingtaine de pièces dirigées contre elle, et s'était retirée en arrière de l'église et des maisons voisines. De l'autre côté, la brigade Solaroli avait facilement repoussé et même assez loin les troupes venues pour l'attaquer.

Il était deux heures. La position de d'Aspre, battu de tous côtés, refoulé au-delà d'Olengo, à trois kilomètres de La Bicoque, était des plus critiques, car aucun secours ne lui arrivait encore. S'attendant à voir les Piémontais profiter de leurs succès, il faisait les plus grands efforts pour remettre ses troupes en ordre, sans trop se flatter de pouvoir résister à une attaque un peu vigoureuse. C'était en effet un de ces momens décisifs où celui qui commence à plier est bientôt tout-à-fait battu, si on le presse un peu vivement. Un général habile doit toujours être prêt à saisir un tel moment, mais c'est ce que ne sut pas faire Chrzanowsky. En se plaçant sous Novare dans une position retrécie, ne déployant que la moitié de l'armée et tenant l'autre moitié en réserve, il s'était proposé de rester sur la défensive pendant une grande partie de la journée. Il avait compté que les Autrichiens, arrivant par la route de Mortara, tenteraient d'abord d'emporter La Bicoque, échoueraient dans leurs attaques de front, et chercheraient alors à tourner la droite de la ligne piémontaise ; il aurait saisi ce moment pour exécuter un fort mouvement offensif avec la division du duc de Gênes, la brigade Solaroli et une partie de la division de réserve. Ces calculs qui ne tenaient pas compte de la nature des troupes, et leur supposaient beaucoup plus de solidité qu'elles n'en pouvaient avoir, avaient été détruits dès le commencement de l'action;

malgré cela, Chrzanowsky s'attacha obstinément à l'exécution de son plan. Il ignorait ou ne connaissait qu'imparfaitement la marche et la position des divers corps autrichiens, car il ne savait pas s'éclairer et surveiller l'ennemi. Il ne s'était pas non plus aperçu que les attaquans n'étaient pas nombreux, qu'il n'y avait là qu'un corps isolé qu'il était facile d'écraser. Aussi, s'était-il contenté de faire entrer en action, les unes après les autres, et uniquement pour se maintenir à La Bicoque, des troupes qui, employées par plus fortes masses et plus vigoureusement, et secondées par le centre et par la droite, auraient taillé en pièces d'Aspre, avant l'arrivée d'Appel, peut-être ensuite Appel avant l'arrivée des autres; et ces succès pouvaient être le prélude d'une victoire plus considérable qui aurait forcé Radetzky à repasser le Tessin. L'homme supérieur, le capitaine habile doit prendre conseil des circonstances et être toujours prêt à saisir l'occasion la plus imprévue, quels que soient ses plans arrêtés à l'avance; c'est là un puissant instrument de succès, une des plus grandes forces du génie. Chrzanowsky, bien loin de songer à une offensive dont le succès était si probable et pouvait entraîner d'immenses conséquences, crut ses troupes aventurées à Olengo, et s'empressa d'envoyer l'ordre au duc de Gênes, de les ramener en deça de Castellazzo. D'Aspre, que ce faux mouvement sauvait, n'en devint que plus audacieux; il se reporta immédiatement en avant, ses troupes reprirent courage, et il vint réoccuper Castellazzo, sans toutefois pouvoir s'y maintenir. Le combat continua autour de cette position, mais sans grande ardeur de part et d'autre. Depuis le commencement de l'action, et pendant presque toute

la bataille, l'infanterie piémontaise se battait en désordre et d'une manière irrégulière. Les bataillons obligés de céder, se dispersaient, ne se ralliaient pas derrière ceux qui les remplaçaient, et ne tardaient pas à se fondre entièrement. Beaucoup de soldats courageux restaient au feu et combattaient isolés ; d'autres tiraient en arrière par-dessus les troupes qui étaient en avant et les inquiétaient beaucoup ; il se faisait très-inutilement une immense consommation de munitions, ainsi que cela arrive toujours avec de jeunes troupes, et dans des engagemens désordonnés. On voyait beaucoup d'hommes quitter, sous divers prétextes, le champ de bataille et rentrer dans Novare, dont on leur laissait libre l'entrée. Bon nombre d'officiers faisaient faiblement leur devoir; et ceux qu'animaient l'esprit militaire et le sentiment de l'honneur se dévouaient en vain. Le général Perrone, qui donnait l'exemple du courage, et ramenait sans cesse au combat quelques parties de sa division qui avait montré si peu de fermeté, reçut une blessure mortelle à la tête. Peu-à-peu l' avantage restait aux Autrichiens, ce qui obligea Chrzanowsky à faire venir à La Bicoque, vers trois heures et demie, trois nouveaux régimens, un de la division Bes et deux de la division de réserve; ces troupes fraîches rétablirent le combat, et, gagnant du terrain, se portèrent assez loin au-delà de La Bicoque. Les troupes de d'Aspre étaient alors entièrement épuisées et ne pouvaient plus tenir longtemps; mais le moment était venu où les choses allaient changer de face, où les Piémontais allaient cruellement expier leur peu de vigueur, l'aveuglement et l'inaction fatale de leur général.

Radetzky avait reçu à midi, à son quartier-général de Lavezzaro, la nouvelle de la présence de l'armée piémontaise à Novare, que le bruit du combat lui avait déjà fait soupçonner. Il avait mis aussitôt la réserve en mouvement, envoyé à Appel l'ordre de marcher au plus vite au secours de d'Aspre, à Thurn et à Wratislaw celui de revenir sur leur droite dans la direction de Novare; ces ordres donnés et toutes les dispositions prises, il s'était transporté sur le champ de bataille. Le corps d'Appel qui avait passé la nuit à Vespolate, n'était pas à plus de deux heures de chemin d'Olengo; mais entre lui et le corps de d'Aspre se trouvaient un nombreux équipage de pont et beaucoup de bagages, qui encombraient la route et retardèrent tellement la marche des troupes, qu'elles ne purent paraître sur le lieu du combat avant quatre heures. Le corps d'Appel était composé des divisions Lichnowsky et Taxis; la première entra aussitôt en ligne en se plaçant au centre, et la seconde resta en réserve derrière elle. Le combat devint alors plus animé; ces nouvelles troupes échouèrent dans leurs premiers efforts, mais elles ne tardèrent pas à prendre l'avantage, malgré le feu de l'artillerie de la division Bes qui se croisait sur elles avec celui de la gauche, combattant de front à la Bicoque; l'artillerie de Durando, de son côté, tirait à grande portée sur quelque détachemens qui ayant appuyé à gauche dans leur marche sur Novare, se reportaient à droite, en défilant devant le front des Piémontais. On ne faisait point d'efforts décisifs d'un côté ni de l'autre, parce que Chrzanowsky ne cherchait toujours qu'à se maintenir à La Bicoque, et que Radetzky attendait l'approche de Thurn pour prendre plus résolument l'offen-

sive. Thurn, arrivé à Confienza vers midi, avait entendu la canonnade sur sa droite, et sachant que l'ennemi n'avait pas paru sur la route de Verceil, il avait marché sur Novare, sans attendre l'ordre du maréchal. Vers cinq heures, son avant-garde arriva au pont de l'Agogna où elle ne trouva qu'un détachement de cavalerie qui ne put l'arrêter. En même temps, la réserve qui avait suivi de près le corps d'Appel, arrivait vers Olengo. Radetzky qui se tenait à gauche de la route de Mortara, sur une élévation de terrain d'où il surveillait la marche de la bataille, fit alors tout disposer pour frapper un grand coup. Les quatre divisions de d'Aspre et d'Appel, soutenues par une brigade de grenadiers de la réserve, furent formées en colonnes d'attaque en face de La Bicoque, tandis que le reste de la réserve se déployait à gauche pour contenir le centre et la droite des Piémontais, et qu'un faible détachement continuait d'inquiéter la brigade Solaroli. Au même moment, Chrzanowsky se décidait enfin à faire avancer son centre et sa droite, non dans l'espoir de remporter une victoire désormais impossible, mais pour faire une simple diversion en faveur des défenseurs de la Bicoque, et tâcher de conserver le champ de bataille. Bes et Durando n'eurent pas de peine à faire reculer les troupes peu nombreuses qui se trouvaient en face d'eux, et Chrzanowsky, venu vers le centre avec le roi pour diriger ce mouvement, retournait en toute hâte à La Bicoque; mais à ce moment même l'ennemi y entrait. Les quatre divisions autrichiennes lancées vigoureusement avaient emporté rapidement Castellazzo et toutes les positions voisines, avaient continué de s'avancer, et les Piémontais, cédant à une telle masse, avaient abandonné

La Bicoque. Chrzanowsky voulut essayer de la reprendre, et donna l'ordre au duc de Gênes de faire un dernier effort. Le jeune prince ne put mettre en ordre que trois bataillons, et marchant à pied à leur tête, les reporta en avant; mais accueilli par un terrible feu d'artillerie et de mousqueterie, il fut bientôt obligé de revenir en arrière, et l'ennemi resta définitivement maître de La Bicoque. Il ne restait d'autre parti aux Piémontais que de gagner au plus vîte Novare; cette retraite inquiétée par l'ennemi qui attaquait vivement en queue et sur le flancs, fut bien soutenue par la cavalerie, mais dans l'infanterie le désordre fut extrême; les soldats couraient pêle-mêle vers Novare, et l'ennemi était si près qu'il vint mettre ses pièces en batterie au milieu des fuyards de l'arrière-garde. A la porte de la ville il y eut une confusion et un encombrement énormes, dont heureusement l'ennemi, qui s'arrêta à quelque distance, ne sut pas profiter; à huit heures toutes les troupes qui avaient combattu aux environs de La Bicoque étaient entrées en ville. La déroute de la gauche de la ligne piémontaise avait mis le centre et la droite dans une position très-dangereuse; La Marmora qui se trouvait en ce moment vers le centre, prit sur lui de les faire retirer, sans attendre les ordres de Chrzanowsky, et comme l'ennemi n'était pas nombreux en face de ces deux divisions, et n'avait pas encore eu le temps de se retourner contre elles de La Bicoque, elles purent commencer leur retraite en bon ordre. La division Bes, arrivée sous Novare, eut à essuyer quelques décharges de l'artillerie des remparts qui, au milieu de l'obscurité, l'avait pris pour un corps ennemi. Cette méprise occasionna une grande confusion dans ces

troupes qui crurent un instant les Autrichiens maîtres de la ville; une partie seulement entra dans Novare, le reste prit le chemin d'Agognate. Durando n'eut pas plutôt commencé son mouvement en arrière qu'il se vit assailli sur sa gauche par les troupes de Thurn, qui après avoir franchi l'Agogna étaient venues se placer le long du canal Dassi; il put néanmoins entrer dans Novare sans éprouver de bien grandes pertes. Une partie de la division de réserve avait été envoyée pour soutenir Bes et Durando dans leur retraite; l'autre, placée à cheval sur la route de Verceil, pour tenir tête à Thurn prévint une attaque qui aurait pu livrer la ville à l'ennemi à l'instant même, et renouveler, sur une plus grande échelle, le désastre de Mortara. Sur les autres points on prit aussi quelques précautions; on éleva à la hâte quelques barricades aux portes, et une partie de l'artillerie fut placée sur les remparts pour tenir l'ennemi à distance. La brigade Solaroli, qui de toute la journée n'avait reçu aucun ordre, se replia vers Novare en voyant l'ennemi maître du champ de bataille, et fut ensuite dirigée vers Cameri où elle arriva au milieu de la nuit. L'ennemi, arrêté sans doute par l'obscurité et par une pluie très-forte qui tombait depuis la fin de la bataille, ne fit aucune tentative contre la ville; les corps de d'Aspre, d'Appel et de Thurn bivouaquèrent sur le champ de bataille, la réserve s'établit près d'Olengo, et Wratislaw à Monticello, où il était arrivé à la nuit.

La perte des Piémontais était de quatre mille hommes tués ou blessés, deux mille prisonniers et douze canons; celle des Autrichiens, qui portait presque uniquement sur le corps de d'Aspre, de trois mille hommes hors de combat et d'un millier de prisonniers. Ces pertes étaient assez peu

différentes, mais ce n'est pas seulement par le nombre des hommes mis hors de combat que se mesure l'importance d'une défaite. Pour les armées mal constituées, tout échec a de graves conséquences ; l'armée piémontaise, débandée et démoralisée, se trouvait entièrement hors d'état de réparer ses revers; le Piémont était donc vaincu et désarmé, et la fortune de l'Autriche l'emportait encore cette fois.

Charles-Albert avait assisté à tous les combats de La Bicoque, et ne s'était retiré qu'avec l'arrière-garde ; il avait pu juger par lui-même des dispositions et de la qualité de l'armée, et ne pouvait plus se dissimuler, après la perte de la bataille, que tout effort était désormais inutile. En rentrant à Novare, il envoya demander un armistice au maréchal qui répondit qu'il ne l'accorderait qu'à la condition d'occuper le pays situé entre le Tessin et la Sesia et de tenir la citadelle d'Alexandrie, et laissa même entendre que ne pouvant se fier à la parole du roi, il voulait avoir le duc de Savoie en ôtage. Charles-Albert réunit alors les généraux et leur demanda à plusieurs reprises s'il était possible de se retirer sur Alexandrie ; tous furent d'avis qu'une telle retraite était impraticable, et sur ces réponses unanimes, il abdiqua et proclama roi le duc de Savoie. Cette abdication était trop tardive ; c'était après l'armistice de Milan qu'elle aurait dû avoir lieu, car depuis cette époque le rôle de Charles-Albert était fini ; en restant sur le trône, pour continuer une entreprise devenue impossible, il avait fait le malheur de son pays, et gravement compromis sa dynastie.

Novare fut pendant cette triste nuit le théâtre des plus affreux désordres. Dès le 20, et tous les jours suivans, un

certain nombre de soldats, furieux d'être conduits à la guerre, s'étaient rendus coupables de grandes violences contre leurs concitoyens, et sous le prétexte qu'on les laissait manquer de vivres, faisaient entendre des menaces de pillage. Pendant la bataille, et surtout après la défaite, leur exaspération ne connut plus de bornes, et non contents de piller, ils menaçaient de brûler la ville et de mettre tout à feu et à sang, tant était grand leur ressentiment contre la partie des populations qu'ils accusaient d'avoir voulu la guerre; nul doute qu'ils n'eussent accompli jusqu'au bout leurs sinistres projets s'ils se fussent trouvés à Milan au lieu d'être à Novare. On eut la plus grande peine à mettre fin à ces abominables excès; il fallut faire charger les pillards par la cavalerie qui en tua plusieurs. Les mêmes scènes se renouvelèrent pendant trois ou quatre jours sur le passage de l'armée, et surtout dans les lieux où se trouvaient quelques groupes de soldats débandés, contre lesquels les habitans furent obligés de se faire justice eux-mêmes.

Après l'abdication de Charles-Albert, on envoya de nouveau des parlementaires à Radetzky pour obtenir un armistice, et Chrzanowsky donna des ordres pour la retraite qui ne pouvait se faire que vers le nord, sur Momo et Borgomanero, puisque l'ennemi entourait la ville de tous les autres côtés. On se mit en mouvement au point du jour, sur plusieurs routes et en diverses colonnes pour éviter l'encombrement, et à midi l'armée prenait position au-delà de Momo, sur les bords d'un canal qui coupe perpendiculairement la route de Borgomanero. L'ennemi, qui pendant la nuit avait fait quelques démonstrations pour

inquiéter les Piémontais et les empêcher de se remettre en ordre, jeta au jour quelques obus dans la ville, et y entra par les portes de Verceil et de Mortara dès qu'il apprit qu'elle était évacuée. Thurn et d'Aspre avaient déjà commencé la poursuite sur les routes de Momo et d'Oleggio, lorsque la nouvelle d'une suspension d'armes vint les arrêter.

Radetzky, en apprenant l'abdication de Charles-Albert, s'était montré mieux disposé à traiter, mais il voulait s'expliquer directement avec le nouveau roi. Celui-ci, après quelque hésitation, consentit à une entrevue avec le maréchal; elle eut lieu dans une ferme près de Vignale. L'armée piémontaise était dans un état qui ne laissait aucun espoir de pouvoir rien tenter, et ne comptait plus guère que trente mille hommes présents à leurs corps, tant étaient grands le désordre et la désorganisation; toute retraite lui était coupée, et elle allait se trouver acculée aux Alpes; enfin la situation intérieure du Piémont était fort inquiétante; c'étaient là des motifs impérieux pour le nouveau roi de terminer la guerre au plus vîte, ou au moins de conclure un armistice. D'un autre côté, le changement de règne qui enlevait à la querelle le caractère envénimé que lui donnaient les ressentimens mutuels de Charles-Albert et du cabinet de Vienne, facilitait l'entente. D'ailleurs Radetzky avait intérêt à ne pas prolonger la guerre en Piémont; il devait lui suffire d'avoir mis l'armée piémontaise dans l'impossibilité de rien entreprendre contre la Lombardie, et pourvu qu'on lui donnât les garanties nécessaires, il n'avait plus rien à faire de ce côté. Il préferait donc s'arrêter là pour reporter ses forces en Lombardie, étouffer

à l'instant quelques mouvemens insurrectionnels qui venaient de s'y produire, et entrer ensuite en Toscane et dans les Légations; l'Autriche avait plus d'avantages à faire sentir là son influence qu'à s'avancer en Piémont, où elle n'avait rien à gagner, où sa présence eût éveillé l'attention et l'inquiétude des puissances voisines, et inutilement indisposé les populations qui venaient de se montrer si indifférentes à la cause italienne; il fallait aussi songer à en finir avec Venise. L'armistice fut conclu aux conditions suivantes: occupation du pays entre le Tessin et la Sesia par vingt mille Autrichiens, aux frais du Piémont; garnison mixte d'Autrichiens et de Piémontais dans la citadelle d'Alexandrie ; licenciement des corps lombards et autres troupes étrangères; réduction de l'armée au pied de paix. Les négociations pour la paix devaient être entamées sans retard, et prendre pour bases: le *statu quo* territorial de l'Italie tel qu'il est établi par les traités de 1815, et par conséquent la renonciation du Piémont à toute prétention sur l'état Lombard-Vénitien et sur les Duchés; le remboursement des frais de la guerre et enfin des stipulations, ou même un traité de commerce, faisant disparaître les causes qui plusieurs fois avaient amené des différends entre les deux puissances. L'armistice fut signé dans la soirée du 24 mars; il était indéterminé, et devait seulement être dénoncé huit jours à l'avance.

On sait que Radetzky avait envoyé vers Casal les trois brigades laissées d'abord en arrière; elles devaient observer et défendre le passage du Pô, occuper Casal, protéger le flanc gauche et les derrières de l'armée, et menacer la route de Turin par Trino. Le général Wimpffen commandait

ces troupes qui arrivèrent le 23 au soir à Candia, d'où furent envoyés deux détachemens sur la Sesia, l'un au pont de Terra-Nuova, l'autre au bac de Frassinetto. Ces détachemens s'assurèrent que l'ennemi n'était pas sur la rive droite de la Sesia, et le 24, avant le jour, Wimpffen quitta Candia, passa la rivière sur le pont de Terra-Nuova, et parut dans la matinée en vue de Casal. Cette ville, bâtie sur la rive droite du Pô, au pied des hauteurs qui dominent la vallée, et reliée à la rive gauche par un pont de fer, n'est point fortifiée, mais elle a un vieux château capable de quelque résistance et qui la commande ainsi que le pont en avant duquel on avait élevé un retranchement. Wimpffen somma la ville et le fort de se rendre, mais on ne tomba pas d'accord sur les conditions de la capitulation. Quoique le fort ne fût occupé que par une compagnie de vétérans et que la ville n'eût d'autres défenseurs que les habitans, il n'était pas possible de forcer par un coup de main le passage du Pô, ou d'emporter le pont dont le tablier avait été enlevé en partie. Wimpffen, après s'être rendu maître assez facilement de la tête de pont, fit canonner la ville et le fort dans l'espoir que cela suffirait pour les déterminer à se rendre, mais il n'en fut rien, et dans la soirée il replia ses troupes hors de la portée du canon du fort. Pendant la nuit, les défenseurs de Casal firent une sortie, réoccupèrent la tête de pont, et cherchèrent même à inquiéter les avant-postes de l'ennemi. Mais le 25, Wimpffen, revenant à l'attaque, refoula les Piémontais, et faisait ensuite ses dispositions pour attaquer le pont même et le rétablir, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'armistice, et l'ordre de se retirer derrière la Sesia, ligne de démarcation des deux armées.

Le général Fanti, qui avait pris le commandement de la division lombarde en remplacement de Ramorino, s'était concentré pendant les journées du 21 et du 22 en face de Mezzana-Corte, et cherchait à passer sur la rive gauche. Les Autrichiens ayant abandonné Mezzana-Corte dans la nuit du 22 au 23, il se hâta de faire réparer le pont; mais apprenant que Pavie était encore occupée, que l'ennemi était maître de S. Nazzaro et de Mortara, et que Durando avait été battu et se retirait sur Verceil ou sur Novare, il n'osa pas s'aventurer au-delà du Pô, et au lieu de passer sur la rive gauche, il se dirigea le 24 sur Alexandrie, dans l'intention de coopérer à la défense de cette place si elle était attaquée, ou bien de regagner le Pô a Valence et à Casal, s'il voyait la possibilité de se rallier au gros de l'armée. Le 25, il reçut, avec l'annonce de l'armistice, l'ordre de conduire la division à Bobbio où elle devait être licenciée.

La Marmora avait franchi la frontière le 20, et marché sur Parme où il était entré le 22, et se tenait prêt à se porter en avant vers le Pô; après la cessation des hostilités, il dut revenir en Piémont.

La première campagne avait duré plus de quatre mois et avait été longtemps heureuse; la seconde ne dura que quatre jours, et ne fut qu'une série de revers, tant étaient différentes les circonstances, tant il est vrai que cette nouvelle tentative du Piémont n'était qu'une désastreuse folie. L'armée piémontaise, inexpérimentée, indisciplinée, sentant trop vivement son infériorité, pleine de pressentiments sinistres, était dans les plus mauvaises conditions possibles. Les démagogues lui avaient prêché l'insubordination, la

méfiance des chefs, les prétendus droits du citoyen, qu'ils faisaient consister, pour l'armée, dans la violation des devoirs du soldat; ils avaient voulu rendre les soldats, ce que dans le langage de leur parti on appelle des baïonnettes intelligentes, sans voir, aveugles qu'ils étaient, que c'était pour l'Autriche seule qu'ils travaillaient. Corrompue par leurs prédications, une partie de l'armée a prêté l'oreille à ceux qui lui ont dit qu'elle ne devait pas se battre pour la Lombardie, et c'est ainsi qu'elle est devenue si contraire à une guerre que l'année précédente elle avait faite avec enthousiasme et dévouement. A Mortara et à Novare, on ne reconnaît plus les héros de Pastrengo et de Goito, les glorieux vaincus de Custoza et de Volta, et cette fois on ne peut pas dire que l'armée a fait tout ce qu'elle devait; grand et fatal exemple de ce que peuvent produire dans une armée les fausses doctrines et les mauvaises influences. Mais les plus coupables sont les hommes d'état qui ont envoyé à la guerre cette malheureuse armée, dans le seul but de livrer au hasard le dénouement de leur imprudente politique. Chrzanowsky, de son côté, n'a pas su tirer parti de cette armée et n'a fait preuve d'aucun talent. S'il ne pouvait guère faire une campagne heureuse avec de telles troupes, il pouvait du moins ne pas se laisser vaincre si vîte et si honteusement; il pouvait, en agissant sur leur moral, obtenir d'elles plus d'efforts qu'elles n'en ont fait. En distribuant mal ses forces, il en a paralysé une bonne partie sur la rive droite du Pô; par sa lenteur et son imprévoyance, il a été la cause première du désastre de Mortara; enfin, il a perdu la bataille de Novare par sa propre incapacité plus encore que par le défaut

de fermeté des troupes, et surtout pour n'avoir pas su profiter des chances heureuses et inespérées que lui offrait la dissémination des forces ennemies.

Radetzky a été audacieux et habile, mais il a été heureux aussi; sa lenteur dans la journée du 22, la division de ses forces le 23, étaient des fautes qui pouvaient avoir de graves conséquences. Il n'a eu du reste qu'à se louer de ses troupes qui, dans toutes les occasions, ont fait tout ce qu'il en pouvait attendre. Ses succès ont eu une importance immense; à Novare c'est de toute l'Italie qu'il a triomphé. Le Piémont désarmé, la possession du royaume Lombard-Vénitien assurée, la paix devenue certaine; tels étaient pour l'Autriche les résultats de cette courte campagne. Ils pouvaient mettre le gouvernement dans une excellente situation, s'il savait en tirer parti avec sagesse et modération. La plupart des Etats étrangers, devenus indifférens au sort de l'Italie, se félicitaient aussi de ces événemens qui étaient une garantie nouvelle pour le repos général de l'Europe.

On a comparé, non sans raison, cette campagne de Novare à la campagne de Waterloo, et on pourrait dire aussi que tout ce qui s'est passé en Piémont, du milieu de décembre 1848 à la fin de mars 1849, a été une contrefaçon des événemens de France en 1815; le Piémont a eu ses Cent Jours. On trouve effectivement de grandes ressemblances dans le détail des faits: même durée et à-peu-près même résultat, lutte trop inégale, quatre jours de campagne, trois combats ou batailles, une grande défaite qui met inopinément fin à la guerre, une abdication; mais là s'arrête l'analogie. Les causes de ces

événemens semblables étaient bien différentes, et il n'est pas possible de mettre sur la même ligne le génie politique et militaire de Napoléon avec l'ineptie du ministère démocratique de Turin et l'inhabileté de Chrzanowsky; l'énergie désespérée des vieux soldats de la France, débris de la meilleure armée des temps modernes, avec la faiblesse et le manque de patriotisme des jeunes soldats piémontais. Napoléon n'a fait la guerre en 1815 que parcequ'elle lui a été déclarée et que tous ses efforts pour obtenir la paix ont échoué; s'il a ouvert les hostilités, s'il a pris l'offensive contre deux armées excellentes, égales chacune à la sienne, c'était pour prévenir l'arrivée d'autres ennemis innombrables, et il n'avait pas d'autres chances de salut. Le gouvernement piémontais se trouvait dans de tout autres conditions, et c'est lui qui a provoqué la lutte.

On sait que le cabinet de Turin qui ajoutait trop de foi aux vanteries de l'émigration lombarde, avait fondé beaucoup d'espoir sur une insurrection, bien qu'il fût facile de prévoir que, tant que l'armée piémontaise n'aurait pas obtenu de succès importans, la Lombardie resterait à-peu-près immobile. Un mouvement avait été préparé à Milan, mais il n'éclata pas, quoique la ville fût sans garnison. Il n'en fut pas de même cependant du côté des montagnes, et dès que la haute-Lombardie se trouva dégarnie de troupes, quelques villes, secondées par les émigrés italiens venant de la Suisse, se soulevèrent; mais ces mouvemens, sans importance réelle au milieu d'événemens bien plus graves, se comprimèrent d'eux-mêmes, à l'annonce des revers des Piémontais. Brescia seule leva hardiment le drapeau de l'insurrection, et entreprit une lutte qui ne fit

qu'augmenter le nombre des victimes des provocations prématurées du ministère piémontais.

Brescia, qui a une population de quarante mille âmes, est la seconde ville de Lombardie. Elle est bâtie au pied des montagnes, forme un rectangle dont un des angles occupe une hauteur sur laquelle est construite la citadelle, et a de vieux remparts à demi-démolis, mais derrière lesquels on peut encore faire une certaine défense. Brescia avait déployé beaucoup d'énergie dans l'insurrection de 1848, montré ensuite un grand attachement pour le Piémont et donné l'exemple de la fusion. Pendant toute la campagne, les Brescians avaient prodigué leurs soins aux blessés et aux malades de l'armée piémontaise ; un grand nombre avaient couru sous les drapeaux, et formaient maintenant l'un des régimens de la division lombarde, le 21me.

La ville avait été complètement évacuée quand l'armée autrichienne était allée se concentrer vers le Tessin, mais cinq-cents hommes gardaient la citadelle. La population était déjà fort agitée, lorsque le 23 mars, le jour même de la bataille de Novare, arrivèrent de Suisse des réfugiés qui décidèrent le soulèvement. Le commandant de la citadelle, surpris dans la ville, fut fait prisonnier ; les courriers de Milan à Vérone furent arrêtés, et les bagages d'un régiment pillés. On essaya d'enlever la citadelle, mais la garnison repoussa facilement toutes les attaques et canonna la ville. Les insurgés, laissant alors la citadelle bloquée, s'étendirent au dehors, et s'avancèrent jusqu'au bourg de Ste-Euphémie qu'ils occupèrent ; mais le peu de troupes disponibles des environs, deux bataillons italiens et un escadron, se rassemblant bien vîte, se dirigèrent sur Ste-Eu-

phémie, en chassèrent le détachement qui s'y était établi, et forcèrent les insurgés à se renfermer dans la place. Le général Haynau qui commandait les troupes de la Vénitie, arriva en toute hâte de Padoue avec trois à quatre mille hommes, et le 30 mars Brescia se trouva attaquée par la garnison de la citadelle, par les troupes qui étaient déjà sous ses murs et par celles de Haynau. Cette malheureuse ville abandonnée à ses propres forces ne pouvait résister longtemps, et aurait dû se soumettre; mais trompée par quelques agitateurs insensés qui ne vivaient que d'illusions, elle ignorait les événemens du Piémont, ne voulant pas ajouter foi aux nouvelles que lui donnait l'ennemi. Elle résolut de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, persuadée qu'elle servait utilement la cause de l'indépendance. Haynau pouvait se contenter de la bloquer en attendant que la vérité se fît jour; il n'y avait plus à craindre, après l'armistice avec le Piémont, de soulèvement en Lombardie, et il n'y avait pas lieu de faire un exemple; mais il voulut emporter immédiatement Brescia, et ce fut là une résolution barbare qui fit verser inutilement beaucoup de sang. Pendant toute la journée du 31 mars, on se battit avec le plus grand acharnement; les Autrichiens pénétrèrent dans la ville, ils n'en furent pas maîtres pour cela, et eurent à emporter l'une après l'autre chaque maison et chaque rue; mais enfin Brescia, mise à feu et à sang et remplie de cadavres, se soumit le 1er avril. Elle fut traitée d'une manière impitoyable par Haynau qui préludait là aux cruautés dont il devait se souiller en Hongrie, et fut soumise à des contributions énormes qui achevèrent de la ruiner. Le Piémont ne parut pas se rappeler assez le dévouement de Brescia, et

ne chercha pas autant qu'il aurait pu, à obtenir quelque adoucissement à un sort dont les excitations du cabinet de Turin étaient les causes premières.

Au commencement des hostilités sur le Tessin, et lors de l'entrée des Autrichiens en Piémont, le ministère avait voulu cacher la vérité et tromper impudemment le public; mais les nouvelles transpirèrent bientôt, et tandis que l'on s'attendait à voir l'armée entrer sans coup férir à Milan, on apprit coup sur coup l'offensive des Autrichiens, la défaite de Novare, la fin de la guerre. Les populations, douloureusement surprises, virent au milieu d'elles un certain nombre d'agitateurs profiter des malheurs de la patrie pour troubler la tranquillité publique, fomenter des désordres et tenter de renverser la monarchie. La nouvelle de l'armistice donna lieu, dans la chambre des députés, aux séances les plus orageuses, aux motions les plus violentes; on parla de trahison, calomnie en usage dans les temps d'agitation politique, et qui vient presque toujours des véritables auteurs des revers. Au lieu de s'emporter en vaines et injurieuses récriminations, on devait tirer cette conséquence, que le désastre devait être bien grand, la démoralisation de l'armée excessive, l'impossibilité de continuer la guerre absolue, pour que Charles-Albert ait abdiqué, et que son successeur se soit résigné à accepter d'aussi dures conditions. On parlait d'une guerre de soulèvement et d'insurrection, mais il n'existait aucun motif pour faire une telle guerre qui entraîne toujours d'effroyables malheurs pour le pays qui l'entreprend; elle n'aurait abouti à rien, et n'était d'ailleurs pas possible dans les conditions où l'on se trouvait, et avec les dispositions du pays. La Lom-

bardie, maintenue par l'effet moral de la bataille de Novare et par les troupes qui arrivaient du Tyrol et de l'Illyrie, n'aurait pas bougé sérieusement; Radetzky, en tout état de choses et sans rien risquer, pouvait venir à Turin et ravager une grande partie du pays. Sans doute, si le Piémont avait eu à craindre pour l'intégrité de son territoire, pour ses libertés, pour son indépendance, il pouvait résister longtemps encore, comme il l'a fait maintes fois d'une manière glorieuse; mais rien de tout cela n'était en question. Le but de la guerre avait été d'envahir la Lombardie pour en chasser les Autrichiens; après la bataille de Novare, l'armée battue, dispersée, découragée, ne pouvait plus tenter une telle entreprise; l'Autriche, satisfaite d'avoir repoussé l'invasion, se montrait assez disposée à s'en tenir là; il n'y avait donc réellement qu'à traiter, au lieu de s'épuiser et de se ruiner inutilement. Comment des députés, des hommes d'état, des personnages politiques qui représentaient et dirigeaient les intérêts du pays, pouvaient-ils méconnaître ces vérités? Comment n'étaient-ils pas assez sages pour se résigner à courber la tête devant la nécessité? Il n'y avait ni trahison, ni faiblesse à faire la paix avec l'Autriche, parce qu'on ne doit pas tenter l'impossible, que rien n'est plus impossible que de faire une guerre offensive sans armée, et que le Piémont, à proprement parler, n'avait plus d'armée après Novare.

La situation des esprits, les dispositions de la chambre des députés, l'agitation qui se manifestait déjà dans la capitale, mettaient le nouveau roi dans une position difficile. Il se hâta d'accourir à Turin, de jurer la constitution et

de dissoudre la chambre. Les ministres, dont la politique venait de succomber, durent abandonner les affaires ; ils le firent sans dignité et n'eurent pas honte, après leur chûte, de calomnier leurs adversaires et d'essayer de faire retomber sur eux la responsabilité d'une catastrophe qui était toute entière leur ouvrage, puisqu'ils s'étaient lancés de sang-froid, volontairement, malgré le vœu du pays, dans une lutte si inégale, et avaient ainsi noyé dans le sang toutes les espérances de l'Italie. Il y a toutefois une justice à leur rendre; comme Gioberti qui leur en avait donné l'exemple, ils montrèrent un grand désintéressement personnel pendant tout le temps qu'ils furent au pouvoir et au moment qu'ils le quittèrent, et c'est ce que ne firent pas toujours leurs successeurs.

Le parti républicain crut le moment favorable pour une tentative sérieuse contre le gouvernement. Gênes était depuis longtemps le siége de ses menées, le rendez-vous des démagogues du Piémont et de la Lombardie qui se tenaient là en étroite relation avec ceux de Toscane et de Rome. Charles-Albert n'avait rien fait pour conjurer ce danger, et même le ministère démocratique avait eu de singuliers ménagemens pour les fauteurs des désordres qui troublaient à chaque instant la ville. On exploita habilement la situation ; on fit croire aux Gênois que leur ville devait être occupée par les Autrichiens, on réveilla leur ancienne haine contre le Piémont, on leur parla de séparation et d'indépendance ; une partie de la population se laissa entraîner par ces idées de patriotisme italien et de patriotisme local, et crut ne se révolter que contre des traîtres qui avaient livré la patrie à l'ennemi. La ville était

d'ailleurs pleine d'hommes de tous pays, aventuriers et gens sans aveu, toujours prêts à se mettre au service des plus mauvaises causes et à faire tout ce que leur dictent des meneurs audacieux. L'insurrection éclata le 31 mars. Une garnison de plus de trois mille hommes occupait Gênes, mais on avait depuis quelque temps remis un grand nombre de postes et les principaux forts à la garde nationale, de sorte que les révoltés se trouvèrent facilement maîtres des fortifications et des points importans de la place; la partie de la garde nationale qui ne fit pas cause avec eux, ne leur opposa aucune résistance. La garnison se retira dans l'arsenal situé au fond du port, vers le centre de la ville. Elle soutint là quelques combats, mais ne se montra pas assez énergique, crut devoir capituler, et consentit à évacuer la ville le 2 avril. Quelques centaines de soldats passèrent du côté des insurgés. Un gouvernement provisoire fut nommé; on distribua au peuple toutes les armes qu'on trouva dans l'arsenal; on fit appel aux populations des côtes latérales, dites Rivière du Levant et Rivière du Ponent, ainsi qu'à la division lombarde à Bobbio, et on s'apprêta non seulement à résister dans Gênes, mais à étendre l'insurrection au dehors.

Gênes est une ville de plus de cent mille âmes, bâtie au bord de la mer, au fond d'un golfe et au pied d'un contrefort de l'Apennin; c'est une des meilleures et peut-être la plus grande place forte de l'Europe. Ses fortifications occupent un vaste triangle incliné dont la base s'appuye à la mer, dont les côtés sont formés par deux vallées latérales remontant dans l'Apennin, et dont le sommet occupe un plateau se rattachant aux montagnes. Leur

ensemble comprend trois parties distinctes : une enceinte intérieure enveloppant la ville qui se déploie le long de la mer en rues allongées, bordées de palais magnifiques ; une grande enceinte extérieure qui représente le triangle et qui a plus de dix-huit kilomètres de développement ; un système de forts détachés qui dominent et éclairent les deux vallées latérales et couvrent les approches de la place. Deux môles protègent le port, et de nombreuses batteries battent la rade et le littoral. Les murailles d'enceinte sont escarpées, les forts bien construits et établis la plupart sur le roc. Ainsi fortifiée, Gênes avec quinze à vint mille défenseurs bien secondés par les habitans, et avec la mer libre, pourrait tenir très-longtemps contre l'armée la plus nombreuse. Avec une telle enceinte, avec tant d'espace et tant de ressources, rien n'empêcherait d'y organiser une armée entière dont il serait bien difficile à l'assiégeant de triompher. Gênes est célèbre dans les annales de la guerre pour les deux sièges qu'elle a soutenus contre les Autrichiens, en 1746 et en 1800, et à ces deux époques elle était beaucoup moins forte qu'aujourd'hui.

Il était donc de la dernière importance de réprimer rapidement cette insurrection qui pouvait prendre des proportions formidables ; Gênes, laissée quelque temps à elle-même, bientôt maîtresse de la flotte dont presque tous les matelots étaient gênois ou liguriens, devenait inexpugnable pour l'armée piémontaise, et pouvait entraîner le démembrement des Etats Sardes. Heureusement pour le pays, l'officier chargé de la réduire s'acquitta de cette mission difficile avec une activité et une énergie remarquables,

et qui furent couronnées d'un succès complet; c'était La Marmora qui ramenait alors sa division du duché de Parme, qu'elle évacuait en vertu de l'armistice. Il marchait par la route de Plaisance et d'Alexandrie, fit toute la diligence possible, prévint la division lombarde contenue d'ailleurs par plusieurs de ses principaux officiers, l'empêcha de communiquer avec Gênes, rallia les troupes qui se retiraient par suite de la capitulation, et arriva le 4 avril sous les murs de la place. Se contentant de faire bloquer les forts qui occupent le sommet du triangle et ses approches, il s'avança vers la partie inférieure, du côté du couchant, et pénétra dans le faubourg de St-Pierre-d'Arena qui est en dehors de l'enceinte; ses soldats commirent là beaucoup d'excès, d'autant moins excusables que les insurgés montraient beaucoup de respect pour les personnes et les propriétés. Maître de ce faubourg, La Marmora s'approcha de la partie de l'enceinte qui en est voisine, et réussit à s'en emparer par escalade parce qu'elle était fort mal gardée; dès-lors le reste de cette enceinte, avec tous les forts et les bastions-casemates qui la flanquent, ne pouvait plus servir de rien aux Gênois qui furent obligés de l'évacuer pour se concentrer dans le corps de la place. Le lendemain, La Marmora continuant ses attaques occupa la porte St-Thomas qui donne entrée dans la ville même, pénétra jusqu'au Môle-Neuf, et fit alors canonner la ville. Les rues escarpées et étroites de la partie haute forment comme un dédale inextricable, et Gênes serait fort difficile à réduire, même après la prise de toutes les fortifications, si ces rues étaient hérissées de barricades et défendues par un peuple passionné et bien pourvu d'armes et de munitions. Mais

l'esprit de révolte n'avait pas encore eu le temps de se développer; il n'était pas général, et malgré le gouvernement provisoire, le comité de défense et les exaltés, la municipalité encouragée par une partie notable des habitans voulut parlementer. Le 6 au matin, on conclut un armistice; une députation fut envoyée à Turin pour solliciter une amnistie qui fut accordée et dont les principaux chefs de la révolte furent seuls exceptés. La ville se soumit alors, La Marmora en prit possession le 11, et tout rentra dans l'ordre. Dans les divers engagemens qui avaient eu lieu, les troupes eurent une cinquantaine de morts et environ deux cents blessés; on ne connut pas exactement les pertes des insurgés qui durent être plus considérables.

Ce mouvement de Gênes fut, pour le Piémont, la dernière convulsion de l'esprit révolutionnaire qui a perdu l'Italie en brisant l'union des peuples et des gouvernemens, union qui seule pouvait la sauver. Quant à l'idée de séparation d'avec le Piémont, elle n'est pas populaire à Gênes. Que ferait là un petit Etat avec cinq à six cent mille habitans? Les temps de l'ancienne Europe ne sont plus, et de nos jours, les villes commerçantes doivent, pour prospérer, appartenir à des Etats importans. Marseille tient maintenant le sceptre commercial de la Méditerranée, comme Trieste celui de l'Adriatique. Gênes et Venise, villes libres, ne seraient plus rien; leur commerce, bloqué hermétiquement, resterait sans débouchés. L'intérêt de Gênes la rattache étroitement à Turin et à Milan, à Milan surtout, et la réunion de la Lombardie au Piémont donnerait à son port une importance nouvelle et de grandes chances de prospérité. Venise gagnerait beaucoup aussi à faire partie

d'un grand Etat comprenant toute la Haute-Italie dont elle ferait le commerce par l'Adriatique, comme Gênes par la Méditerranée.

Gênes soumise, le calme se fit partout, en dépit des efforts de quelques agitateurs obstinés, et le pays comprit que ce n'était qu'avec l'ordre et la tranquillité qu'il pourrait réparer les maux que venait de lui apporter la fausse politique qui avait dirigé ses affaires. Le gouvernement s'occupa de rallier et de remettre un peu en ordre l'armée, en grande partie désorganisée, et qui comptait de nombreux déserteurs. Les troupes lombardes furent licenciées; néanmoins on garda au service du Piémont une grande partie des officiers, mesure que pouvaient justifier des considérations politiques et les égards dûs au malheur, mais fort contraire aux intérêts de l'armée. Le pouvoir se montra très-faible envers les auteurs des désordres de Novare, les déserteurs, les corps qui n'avaient pas fait leur devoir en face de l'ennemi; il aurait fallu sévir contre eux, dans l'intérêt de la discipline et de l'honneur des armes. Il n'en fut rien; on ne punit presque personne, on accorda un pardon général, et cette conduite imprudente et peu digne, ne manqua pas de porter de tristes fruits; l'armée ne ressentit pas assez sa défaite, ne reprit pas d'esprit militaire, et sa discipline continua à être fort relâchée.

Le Piémont, désormais occupé de ses affaires intérieures et de ses négociations de paix, ne suivit pas avec assez d'attention les événemens importans qui se passaient dans l'Italie centrale, et négligea l'occasion de faire sentir son influence dans cette partie de la Péninsule. Il garda

une attitude trop passive, proclama trop haut sa faiblesse, et après avoir voulu trop tenter, se renferma dans un rôle trop étroit. Mais le gouvernement se montra sagement libéral, plus libéral même que le pays, dont la grande masse, peu accoutumée et fort indifférente au régime représentatif, était assez portée à rendre ce régime responsable des maux intérieurs et de l'invasion étrangère arrivés depuis son établissement. La réaction perçait de tous côtés, au dehors et au dedans; le roi aurait pu facilement faire un coup d'état et revenir à l'absolutisme, ou du moins modifier grandement la constitution; il recevait de puissantes excitations en ce sens, il se serait attiré les bonnes grâces de l'Autriche, et en aurait obtenu de meilleures conditions de paix. La tentation a dû être violente, et il faut savoir gré à ce jeune prince et à son gouvernement de leur conduite loyale qui a sauvé les institutions libérales du Piémont, du grand naufrage où périssaient alors celles de tous les autres Etats italiens.

Les négociations pour la paix entre l'Autriche et le Piémont s'ouvrirent au mois de mai, et Milan fut le lieu choisi pour la réunion des plénipotentiaires chargés d'en débattre les conditions. D'après les bases posées dans l'armistice, la question se réduisait à-peu-près à tomber d'accord sur le chiffre de l'indemnité que devait payer le Piémont pour les frais de la guerre; et comme les deux Etats avaient un égal intérêt à terminer promptement leur différend, on s'attendait à voir la paix signée bien vîte. Mais les prétentions exorbitantes de l'Autriche, toujours si âpre à profiter de ses victoires, firent tellement traîner les négociations qu'elles se prolongèrent jusqu'au mois

d'août. Pendant ce temps-là, l'Italie devenait le théâtre de graves événemens qui étaient en grande partie la conséquence de la défaite du Piémont, et qu'il faut connaître pour bien juger de l'étendue de cette défaite.



LIVRE TROISIÈME

L'Italie après Novare. — Soumission de la Sicile. — Restauration en Toscane. — Intervention de l'Autriche. — Affaires de Rome. — Les Autrichiens dans les Légations et les Marches. — Les Français à Rome. — Reddition de Venise. — Traité de Milan. — Mort de Charles-Albert. — Le Piémont et l'Italie vis-à-vis de l'Autriche.

Pendant que le Piémont se sacrifiait si imprudemment, pour une cause à laquelle il n'appartenait que d'une manière générale, et qui était bien moins la sienne que celle des autres Etats italiens, ceux-ci ne faisaient rien pour le seconder. Les mouvemens de la Lombardie n'avaient pas eu d'importance; la Vénitie était restée immobile; la Toscane ouvrait son assemblée nationale où l'on faisait les plus belles fleurs de rhétorique; la constituante romaine décrétait des lois sur la navigation du Pô et sur la chasse aux cailles; Naples s'apprêtait à se jeter sur la Sicile. L'Italie allait payer sa conduite insensée et recevoir le contre-coup de la défaite du Piémont; elle n'avait pas eu le sentiment de sa position, n'avait pas marché avec le Piémont contre l'ennemi commun, et s'était contenté de l'attaquer en paroles et par des vaines déclamations; maintenant Radetzky victorieux

sur le Tessin, allait se retourner contre elle, et lui mettre son épée sur la poitrine. Les Italiens allaient expier leurs fautes immenses, en reculant fort au-delà de leur position de 1847; leur coupable inertie allait replacer sous un régime odieux et avilissant leur belle patrie, une de ces contrées où la nature et l'art semblent avoir épuisé leurs dons, et où l'homme, pour être heureux, n'a qu'à le vouloir.

La soumission de la Sicile suivit de près la bataille de Novare. Les forces des insurgés étaient beaucoup plus apparentes que réelles, et l'île comptait d'assez nombreux partisans du roi de Naples. Vingt mille hommes commandés par le général Filangieri triomphèrent facilement des Siciliens à Catane, à Agrigente et à Syracuse, et marchèrent ensuite contre Palerme. L'intervention amicale de la France et de l'Angleterre arrêta cette fois encore l'effusion du sang et les terribles calamités dont l'île commençait à devenir le théâtre. L'autorité du roi fut rétablie pacifiquement à Palerme et reconnue partout, sous la promesse d'une amnistie générale, la garantie de la constitution de 1812 modifiée, et l'assurance d'autres concessions encore. Mais le gouvernement de Naples, observateur peu scrupuleux de la foi promise, agit à-peu-près comme si les insurgés n'avaient cédé qu'à la force des armes et sans conditions, et se montra bientôt très-mal disposé à établir les formes politiques et administratives dont il avait fait la concession. Ce gouvernement, depuis qu'il a recouvré la Sicile, comprimé les insurrections des Calabres et les mouvemens de Naples, et qu'il a vu sa position raffermie, n'a cessé de se montrer l'ennemi de l'indépendance italienne, de toute liberté, de tout progrès, de la civilisation même. Comme

l'Autriche, mais sans sa finesse et son habileté, et avec beaucoup moins de retenue, il ne s'appuya que sur la force brutale et sur la corruption. Au point où en sont venues les choses, un changement de dynastie paraît indispensable pour réconcilier les populations avec le pouvoir, soustraire cet état, le plus puissant de la Péninsule, à une sanglante tyrannie, et le replacer au niveau des autres nations.

En Toscane, plus que partout ailleurs, les masses étaient restées indifférentes aux agitations politiques. Elles n'avaient pris aucune part à la révolution, avaient vu avec regret la chûte de la monarchie, mais n'avaient rien fait pour la prévenir. La république, qui violentait leurs habitudes tranquilles, leur devint bientôt odieuse, et il était facile de prévoir qu'elles s'en débarasseraient à la première occasion. Après Novare, elles se sentirent menacées d'une invasion, et songèrent à enlever à l'Autriche tout prétexte d'intervention en Toscane, en rappelant le grand-duc. Vers le milieu d'avril, à la suite d'une querelle survenue à Florence entre des gens du peuple et les volontaires de Livourne qui étaient les prétoriens des chefs de la république, toute la ville se souleva, arbora les couleurs grand-ducales, et força les autorités républicaines à remettre le pouvoir à la municipalité, qui dut l'exercer au nom du souverain. Les campagnes environnantes se prononcèrent avec force en faveur de ce mouvement monarchique, et en quelques jours la Toscane entière revint à la monarchie, aussi tranquillement qu'elle s'était laissée aller à la république deux mois auparavant. Livourne, qui était le quartier-général de la démagogie, resta seule entre les mains des révolutionnaires; mais cela suffit pour empêcher le grand-duc, toujours

pusillanime, de se rendre au vœu de ses sujets, en rentrant au plus vîte dans ses états. Il prêta l'oreille aux conseils intéressés et impérieux du cabinet de Vienne, ne crut pas pouvoir se maintenir sans une force étrangère, et ne sut pas éviter au pays qui venait de relever son trône si spontanément, la honte et la douleur d'une intervention autrichienne. Le corps de d'Aspre, qui du Piémont s'était porté dans le duché de Parme, reçut l'ordre d'entrer en Toscane, et marcha sur Livourne. Cette ville qui n'avait aucun moyen de se défendre, voulut cependant opposer quelque résistance, ce qui ne servit qu'à irriter l'ennemi qui la traita avec une rigueur impitoyable. De Livourne, d'Aspre marcha sur Florence où il entra sans coup férir, et fit ensuite occuper quelques autres villes. Le grand-duc se décida alors à revenir, et se montra aux yeux des Toscans affligés, en uniforme de général autrichien. Depuis lors, l'Autriche exerce de fait toute l'autorité en Toscane ; la constitution n'a pas encore reparu, malgré de solennelles promesses, et le pays, inquiet et troublé, craint de se voir ramener à l'absolutisme.

A Rome, la situation était beaucoup plus grave, car elle intéressait toute l'Europe. La déchéance du Pape n'était pas une simple révolution intérieure des Etats Romains; sa qualité de chef du catholicisme fait une situation particulière à ses sujets, et la souveraineté de l'Eglise est là en présence de la souveraineté individuelle du peuple romain. Au moyen-âge, le pouvoir temporel de la papauté n'a pas peu contribué à détrôner la barbarie; en fortifiant dans tout l'occident de l'Europe l'autorité du clergé, en enchaînant à la religion les populations, il a été un puissant au-

xiliare de la civilisation. Aujourd'hui que son œuvre est accomplie, ce pouvoir, depuis longtemps fort nuisible à l'Italie, sans être utile au monde, n'est plus qu'un vieil édifice qu'il faut reconstruire sur d'autres bases ou bien même supprimer. Ce serait comprendre d'une singulière façon la religion catholique, ce serait avoir une bien fausse opinion de ses dogmes, que de croire nécessaire à son existence le pouvoir temporel du Pape; l'indépendance spirituelle n'a rien de commun avec l'indépendance temporelle, et la conscience humaine est toujours au-dessus des choses de la terre. Depuis dix-huit siècles que subsiste la papauté, elle en a passé huit sans souveraineté temporelle, et ce temps-là n'a pas été celui de son moindre éclat. Mais, d'un autre côté, l'état de choses actuel a trop de racines, il tient à trop d'intérêts de toute nature pour que l'Europe consente facilement à le laisser changer, et dans tous les cas, c'est là une question dont la solution ne peut être abandonnée aux Romains seuls. Les républicains de Rome devaient donc bien s'attendre à se voir comprimér par les puissances étrangères, d'autant plus disposées en ce moment à abattre Mazzini et à rétablir le Pape, que tous les gouvernemens, monarchiques ou républicains, désiraient se lier étroitement au sacerdoce, pour mieux résister aux mouvemens révolutionnaires, dont ils étaient sans cesse menacés. Malgré le danger imminent que courait la révolution romaine, Mazzini, qui était toujours dans les illusions, avait, en apprenant la défaite du Piémont, parlé plus que jamais de faire la guerre des peuples; il avait proclamé l'éternité de la république à Rome, la ville des choses éternelles.

Le Pape, peu après son expulsion, s'était adressé aux puissances catholiques pour être réintegré sur son trône; l'état général de l'Europe, la situation particulière de l'Italie, de la France et de l'Autriche, la difficulté de s'entendre, avaient fait différer l'intervention. Mécontent de toutes ces lenteurs, Pie IX avait eu plus particulièrement recours à l'Autriche qui alors, après Novare et d'accord avec Naples, se montra bien décidée à intervenir immédiatement. Le gouvernement français, pour faire contre-poids à la bataille de Novare, crut devoir mettre l'épée de la France où allait tomber le sabre de l'Autriche qu'il voulut devancer à Rome; il voulait aussi, en ne laissant pas rentrer le Pape sous la protection des baïonnettes autrichiennes, sauvegarder au moins en partie la liberté des Romains et l'indépendance de l'État de l'Église; enfin une expédition à Rome était presqu'à ses yeux une affaire d'intérieur, car il allait là achever de battre le parti de l'anarchie, et se gagner les votes du parti religieux en France.

Si l'Italie était sur un pied militaire passable, une invasion dans sa partie centrale, au-delà de la vallée du Pô, présenterait d'énormes difficultés. L'Apennin qui partage la Péninsule longitudinalement, les villes nombreuses qui de chaque côté s'appuyent à la mer et aux montagnes, tous les obstacles d'un sol très-accidenté, donneraient de grands moyens de résistance à une armée bien organisée. Mais Rome et la Toscane, dans leur état actuel, n'étaient pas en état de se défendre contre des forces un peu considérables. L'invasion de la Toscane ne fut qu'une promenade militaire pour les Autrichiens; ils trouvèrent, il est vrai, quelques difficultés dans les Légations et dans les Marches,

à Bologne et surtout à Ancône, mais sans être obligés cependant à de grands efforts. Il n'y eut qu'à Rome où s'étaient concentrées les ressources de toute la démagogie de l'Italie, que la résistance fut tout-à-fait sérieuse.

Bologne, qui avait deux mille hommes de troupes régulières et tout ce que peut fournir de gens capables de se battre, une population de quatre-vingt mille âmes, se défendit cinq à six jours contre dix mille Autrichiens; jusqu'à Ancône, il n'y eut pas d'autre résistance. Ancône est une bonne place de guerre qui, avec les moyens ordinaires de défense, pourrait tenir fort longtemps; quoiqu'elle en fût dépourvue en partie, elle soutint un siége et ne capitula qu'au bout de trois semaines. Les Autrichiens ne s'avancèrent pas beaucoup au-delà d'Ancône, et pendant qu'ils rétablissaient ainsi l'autorité du pape dans le nord, les Napolitains et les Espagnols s'avançaient dans le sud, les Français occupaient le centre et assiégeaient Rome. C'était là qu'était l'intérêt principal, unique même, là que l'Italie entière et une partie de l'Europe avaient les yeux fixés.

Le gouvernement français n'avait destiné à l'expédition de Rome que trois faibles brigades, sous les ordres du général Oudinot. Le 25 avril, une escadrille à vapeur, portant deux de ces brigades, sept mille hommes environ, mouilla en vue de Civita-Vecchia; cette ville ne manifesta aucune intention de s'opposer au débarquement qui se fit le jour même. Il fallait marcher sans retard sur Rome; on ne laissait pas au parti de la résistance le temps de se reconnaître, on entrait sans coup férir dans Rome, dont une partie des habitans était fort disposée à accueillir les

Français. Mais Oudinot perdit deux jours. Il ne quitta Civita-Vecchia que le 28 et ne parut devant Rome que le 30; Garibaldi et ses bandes, et quelques corps lombards venant du Piémont où ils avaient été licenciés, étaient arrivés la veille; les exaltés avaient trompé et animé le peuple, et fait décider la résistance. Ils surent se prévaloir pour cela du manque de franchise et de l'attitude équivoque de la France qui ne manifestait pas clairement ses intentions; ils exploitèrent habilement aussi quelques paroles imprudentes tombées de la tribune française, circonstance qui prouve la réserve qu'on devrait toujours garder dans les assemblées politiques, à l'égard des nations étrangères, de celles surtout avec qui l'on est en relation difficile. Cette résistance fut une faute de la part des Romains, un malheur de plus que la démagogie attira sur la Péninsule. En accueillant pacifiquement les Français, les Italiens auraient fait voir qu'ils savaient faire une différence entre la France qui n'était leur ennemie qu'en apparence, et les Autrichiens leurs éternels oppresseurs; et la France aurait été par là même obligée de mieux séparer sa politique de celle de l'Autriche. En agissant ainsi, l'indépendance et la liberté n'étaient pas compromises, l'amour-propre national n'était nullement blessé.

Les Français se présentèrent vers les portes Cavallegieri et St-Pancrace; arrivés près des remparts, ils furent reçus par des décharges à mitraille, et virent en même temps à droite, du côté de la villa Pamphili, des forces nombreuses qui cherchaient à les tourner. Il était à-peu-près impossible de forcer l'entrée de Rome avec le peu de monde qu'ils avaient, et ils auraient dû se retirer; mais ils ac-

ceptèrent une lutte si inégale. Tous leurs efforts furent vains; leurs attaques contre les deux portes Cavallegieri et St-Pancrace, et contre la porte Angelica beaucoup plus à gauche, au-delà du quartier du Vatican, echouèrent, et même un de leurs bataillons qui s'était avancé jusqu'aux maisons voisines du rempart, y fut entouré, et n'échappa qu'en partie. Il fallut enfin battre en retraite, après avoir eu près de trois cent hommes hors de combat et à-peu-près autant faits prisonniers; la perte des Romains était presque la même.

Cette affaire, dans laquelle six mille hommes avec quelques pièces de campagne n'avaient pu forcer l'entrée d'une ville bastionnée, comptant de nombreux et braves défenseurs, n'était qu'un coup de main manqué; mais l'esprit de parti la transforma en un déplorable échec, et elle vint compliquer de la manière la plus fâcheuse les rapports de la France avec l'Italie. On entama de longues négociations diplomatiques, qui prenant une direction contraire aux intentions du gouvernement français, le déterminèrent à ne pas rester sous le coup d'un revers tant exploité contre lui et contre l'armée.

Après le combat du 30 avril, Oudinot alla s'établir à Polo, à vingt-cinq kilomètres de Rome, et occupa Fiumicino, à l'embouchure du Tibre, pour communiquer aussi par mer avec Civita-Vecchia, sa base d'opération. Dès qu'il eut reçu quelques renforts, il se reporta en avant et vint camper à peu de distance de Rome. Un armistice avait été conclu, et les communications étaient assez fréquentes et amicales entre la ville et le camp. Les prisonniers français, avant d'être rendus ou échangés, furent à

Rome l'objet de séductions de toute espèce auxquelles pas un ne fut accessible. Ils acceptèrent gaiement les avances des Romains, burent, crierènt et chantèrent avec eux en l'honneur des républiques de France et de Rome, mais restèrent fidèles à leur devoir et à leur drapeau. Des excitations de tout genre, les menées les plus coupables, les clameurs démagogiques les plus bruyantes, vinrent de France aussi bien que d'Italie, assaillir l'esprit des troupes campées devant Rome; leur forte discipline résista à toutes ces mauvaises influences, et elles montrèrent un calme héroïque. Cette armée, très-indifférente en politique, plus encore en religion, mais entièrement dévouée à son pays et animée, d'un véritable esprit militaire, se tenait prête à se battre également bien pour le Pape contre les Romains, ou avec les Romains contre les Autrichiens, selon qu'en déciderait la France. Sa force avait été portée à trois divisions, formant trente mille hommes environ, avec trente-six pièces de campagne et quarante de siége; c'étaient encore là des moyens assez restreints pour la lutte sérieuse à laquelle il fallait s'attendre.

Le gouvernement romain avait mis aussi à profit le temps des négociations; on avait ravitaillé la ville et pourvu à l'armement et aux munitions, déblayé ou retranché les approches de l'enceinte, organisé l'armée, et un grand nombre de démagogues de tous les pays étaient venus s'enrôler sous les drapeaux de la république. De toutes les populations de la Péninsule, ce sont peut-être celles des Etats Romains qui ont le plus de qualités guerrières naturelles. Elles sont braves, intelligentes, vigoureuses, dures à la fatigue; mais néanmoins on en forme difficilement de bonnes

troupes, parce qu'elles n'aiment pas le métier des armes, ne connaissent pas de discipline, ne savent pas se plier aux exigences de la vie militaire. Les troupes de toute espèce, concentrées alors dans les murs de Rome, se composaient de vingt mille hommes environ, sans compter la garde nationale. Pour se procurer de l'argent, le gouvernement avait dû dépouiller les églises, les palais, les propriétés pontificales; fondre les cloches, vendre des objets d'art, mettre des impôts de toute espèce, faire des emprunts forcés, créer du papier-monnaie; toutes mesures qui, une fois le principe de la résistance admis, étaient suffisamment justifiées par les nécessités de la guerre.

Les Napolitains, au nombre de dix à douze mille, commandés par le roi en personne, avaient, dans les premiers jours de mai, franchi la frontière, et s'étaient avancés jusqu'à Albano, à une journée de Rome. Deux divisions romaines marchèrent contre eux, et ils se replièrent sur Velletri où eut lieu un engagement assez vif dans lequel les Romains eurent l'avantage. Les Napolitains ne s'étaient ainsi aventurés que parce qu'ils comptaient sur l'appui des Français qui ne s'occupèrent pas d'eux; battus et poursuivis, ils repassèrent la frontière et ne se montrèrent plus. Une brigade espagnole vint, en mai et juin, débarquer à Portici et à Terracine; elle occupa quelques points des Etats Romains, mais sans prendre part à la guerre.

L'armistice entre Rome et la France fut dénoncé le 30 mai, et les hostilités devaient recommencer le 3 juin. L'armée française était en position devant la ville; elle avait sa gauche au Monte-Mario, en face du Vatican et du fort

St-Ange, son centre à Santucci, sa droite au pont du Tibre à S. Passera, d'où elle se prolongeait, par une tête de pont, jusqu'à S. Paolo. Rome est assise dans la vallée du Tibre, sur un terrain très-accidenté; le fleuve la divise en deux parties. Celle de la rive gauche, qui forme les cinq sixièmes de la ville en étendue, est fermée d'une simple muraille, haute et épaisse, flanquée de tours de distance en distance. Sur la rive droite, qui comprend la Rome papale, le Vatican, St-Pierre, le fort St-Ange, le quartier du Transtevere, il existe une enceinte bastionnée, bien tracée, très-solide, et qui fait de cette partie de la ville une véritable place forte. En arrière des bastions, se trouvent deux branches d'un ancien mur, dit mur Aurélien, et qui forme comme une seconde enceinte ou un retranchement intérieur. Au nord le fort St-Ange, au centre le Janicule, au sud le Montorio, enfin plusieurs positions dominantes au-delà du fleuve, donnent un grand commandement sur la campagne, favorisent beaucoup l'action de la défense, et rendent difficiles les travaux de l'attaque. Ce fut néanmoins ce côté, le moins abordable, que les Français choisirent pour attaquer Rome. On allait ainsi avoir à faire un siége dans toutes les règles et contre de bons remparts; mais il n'existait pas d'ouvrages avancés, et l'armée romaine improvisée, n'avait pas d'officiers instruits et habiles pour bien conduire une défense de place qui exige des études et de l'expérience. Il ne devait donc pas être trop difficile à l'assiégeant de prendre possession des remparts et de s'établir sur le Janicule qui domine complètement la ville au Sud, ce qui la forcerait très-probablement à se rendre; en outre, en attaquant de ce côté, on n'avait

rien à craindre pour les communications avec Civita-Vecchia. Mais une attaque du côté Est ou Nord, contre les points où l'enceinte n'a pas beaucoup de résistance, aurait présenté bien moins de difficultés; et si elle devait, vu l'énergie de défenseurs, donner lieu à des combats de rues et de barricades; si elle pouvait occasionner des dégâts aux monumens de Rome; si enfin elle exposait les communications, ce n'étaient pas là des considérations suffisantes pour la faire rejeter; l'essentiel était de ne point allonger un siége qu'il importait, sous tous les rapports, rendre le plus court possible, et huit à dix jours au plus d'opérations vigoureuses auraient suffi pour emporter Rome par la rive gauche. Le chef de l'armée française a donc commis une faute très-grave dans son choix du point d'attaque; mais on va voir que le siége en lui-même a été parfaitement conduit.

Avant d'entreprendre les travaux, il fallait resserrer la place et en dégager les abords; il fallait s'emparer du plateau qui s'étend là au-dessus de la vallée, et sur lequel les villas Pamphili, Corsini et Valentini forment des postes avancés dominans, d'où l'assiégé aurait pris à revers les tranchées et les batteries; il fallait enfin se porter sur le Tibre au-dessus de Rome, et occuper le pont Molle, comme on occupait déjà celui de Sta-Passera. On pouvait alors opérer sans trop d'obstacles sur toute la rive droite, et surveiller assez facilement la rive gauche. Les attaques contre les divers points, dont on vient de parler, eurent lieu le 3 juin. A deux heures du matin, la brigade campée au Monte-Mario surprit le poste romain qui gardait le pont Molle, répara promptement une arche qui avait été rom-

pue, retourna contre la ville les retranchemens élevés sur la rive gauche à l'entrée du pont, et repoussa ensuite deux attaques de l'ennemi qui voulait la refouler sur la rive droite. A la même heure, une autre brigade se porta contre la villa Pamphili, ouvrit avec la mine une brèche dans le mur d'enceinte, attaqua et culbuta les avant-postes romains, et après quatre heures d'une lutte acharnée, s'empara de la position, malgré tous les obstacles, haies, barricades, murs crênelés, dont elle était hérissée. A dix heures, on marcha contre les villas Pamphili et Corsini, dont l'enlèvement ne présentait pas moins de difficulté; prises et reprises quatre fois, elles restèrent enfin au pouvoir des Français, dont les pertes dans les divers engagemens de cette journée furent d'environ trois cents hommes tués ou blessés. L'ennemi en perdit quatre cents avec deux cent cinquante prisonniers, et n'occupa plus, sur la rive droite, hors de la ville, que quelques maisons placées tout près des remparts et dans un rentrant, vers la porte St-Pancrace.

Les travaux du siége commencèrent le lendemain. La moitié des troupes seulement fut destinée à prendre part aux opérations de la tranchée; l'autre moitié, placée à gauche, depuis Pamphili jusq'au pont Molle, devait agir de l'autre côté du Tibre, en tournant la ville jusqu'à S. Paolo, où se trouvait l'extrême droite. La faiblesse numérique de l'armée ne permettait pas de faire l'investissement d'une ville dont l'enceinte a un développement de vingt-huit à trente kilomètres; mais en circulant sans cesse autour des murailles, et battant au loin la campagne, on pouvait gêner beaucoup ses communications. La tranchée fut ouverte

dans la soirée, à trois cents mètres de la place, distance bien courte, mais justifiée par le peu d'habileté de l'ennemi. Le front qu'embrassait la parallèle formait le point le plus avancé de l'enceinte, celui où l'on avait le moins à craindre les feux d'écharpe et de revers. L'ennemi, trompé par une fausse attaque contre la porte St-Pancrace, ignora l'opération toute la nuit; au jour, il s'aperçut des travaux et ouvrit un feu très-vif qui cribla les tranchées et les batteries. Les jours suivans, on poussa activement les travaux; on se hâta surtout d'élever des batteries pour contrebattre l'artillerie de la place. Cette artillerie, quoique peu nombreuse et laissant beaucoup à désirer sous plusieurs rapports, entretint toujours bien son feu contre l'établissement des batteries et le cheminement des sapes. Elle tirait avec aplomb, promptitude et justesse, répondait bien au feu de l'assiégeant, et se maintint jusqu'à la dernière extrémité sur les bastions attaqués; c'est à elle que revient le beau côté de la défense. L'infanterie qui, était si nombreuse, aurait pu faire de fréquentes sorties qui sont un des meilleurs moyens de défense; mais il faut pour ces opérations des troupes d'une grande solidité et bien décidées à faire des attaques à l'arme blanche dans les tranchées. L'infanterie romaine, mal organisée et commandée par des jeunes-gens dépourvus, pour la plupart, de toute instruction militaire, ne pouvait sous aucun rapport entrer en ligne avec l'infanterie française. Aussi, après les combats du 3 juin, dans lesquels, malgré l'avantage d'excellentes positions, elle avait été si bien battue, elle ne fit hors des remparts que deux tentatives un peu sérieuses, le 9 et le 12 juin. Le 9, vers huit heures du soir, elle fit une sortie par la porte

S.t-Pancrace, mais se tint dans les vignes sous les remparts et derrière des murs et des petites maisons abattues, n'osa point pousser jusqu'aux tranchées, et se retira, au milieu d'un violent orage, après une fusillade d'une heure. La sortie du 12, qui eut lieu dans la matinée, n'eut pas plus de résultat. Les colonnes mobiles des Français sur la rive gauche se montraient bien autrement hardies; sans cesse en mouvement, tantôt elles paraissaient fort près de la place, tantôt elles s'en allaient au loin arrêter les courriers, prendre les convois, et tout cela sans jamais voir l'ennemi venir à elles.

Les travaux du siége marchaient régulièrement, et le 19, trois batteries de brèche ouvrirent leur feu contre les deux faces et la courtine du front d'attaque. Les remparts de Rome sont d'une très-grande solidité; cependant la brèche de droite se fit assez aisément, mais il fallut plus de temps pour les deux autres parce qu'on n'apercevait pas très-bien le pied du mur, et ce ne fut que le 21 qu'elles furent toutes trois praticables. Les trois assauts se donnèrent simultanément, à dix heures du soir, pendant qu'on faisait deux diversions pour détourner l'attention de l'assiégé qui, dans ce moment critique où les efforts de l'attaque viennent souvent se briser contre les obstacles accumulés par la défense, manqua de vigilance et d'énergie. Les colonnes s'élançant sur les brèches y prirent pied sans éprouver de sérieuse résistance; les troupes romaines abordées franchement ne tinrent pas, et oublièrent même de mettre le feu aux mines qu'elles avaient préparées. Les Français, en filant le long du mur Aurélien, pour le tourner et s'emparer de la porte Portese, étaiens maîtres de Rome; les

colonnes d'assaut se précipitaient de ce côté, lorsqu'on commit la faute de les arrêter. On s'établit à la gorge des bastions et sur la courtine, pour se porter, par le dehors, sur le sommet du Janicule, en s'emparant du bastion à gauche de ceux qu'on venait d'emporter. Pour cheminer vers ce point, il fallut établir de nouvelles batteries destinées à éteindre le feu du retranchement intérieur élevé le long du mur Aurélien, tirer directement sur la ville et lancer des bombes sur les bastions à la gauche de l'attaque. Ce tir causa nécessairement quelques dommages à la ville; quoique insignifians ils donnèrent lieu, de la part des consuls étrangers, à une protestation dont il était impossible de tenir compte. La nouvelle batterie de brèche, construite dans le fossé de la place, ouvrit son feu le 28, et fit une large trouée, rendue praticable dans la journée du lendemain. L'assaut fut donné le 30, à deux heures du matin; il offrait une très-grande difficulté. Après les assauts du 21, l'assiégé avait armé très-rapidement ce bastion avec l'artillerie retirée de ceux qui venaient d'être pris, et y avait élevé, au milieu des retranchemens qui le fermaient de tous côtés, une batterie parfaitement établie, dont l'assiégeant n'avait pu éteindre le feu, et qui balayait la brèche. On fit tomber cette défense par un rapide et brillant coup de main. Tandis que la colonne qui abordait la brèche, entrait dans le bastion, et répondait au feu meurtrier des retranchemens et des maisons voisines, une autre colonne sortant du bastion voisin, franchit rapidement les retranchemens, passa sous un feu violent dont elle eut beaucoup à souffrir, et vint tourner la redoutable batterie dont elle s'empara, en

tuant sur leurs pièces les canonniers qui moururent en vrais soldats. Les défenseurs du bastion, qui devaient se croire inexpugnables, furent atterrés par la prise aussi subite qu'inattendue de cette batterie placée en arrière du mur Aurélien, et eurent la retraite coupée; pressés entres les deux colonnes et poussés jusqu'au saillant du bastion, ils furent tous tués ou pris. Après cette affaire qui découragea tout-à-fait les Romains, quoique la défense fut encore possible dans le quartier St-Pierre qui est bien appuyé par le fort St-Ange, l'assemblée constituante renonça à la prolonger. On conclut un armistice et on entama des négociations qui se prolongèrent jusqu'au 3 juillet; ce jour-là enfin, Rome se rendit sans conditions, et l'armée francaise y fit aussitôt son entrée. Le siége lui avait coûté un millier d'hommes, perte très-forte provenant en grande partie des combats du 3 juin et des assauts ; celle des Romains ne fut pas beaucoup plus considérable.

Jamais l'attaque d'une ville ne marcha d'une manière plus régulière et plus sûre. Le succès ne put être douteux un seul instant, mais il se fit un peu attendre, et comme on ne tenait pas assez compte des obstacles à vaincre, de l'insuffisance des moyens d'attaque, des ménagemens commandés par la situation, on ne s'expliquait pas cette lenteur, et l'esprit de parti en profita pour faire courir les bruits les plus absurdes et mille récits contradictoires, à travers lesquels il était impossible de distinguer la vérité et de se faire une juste idée des événemens.

L'armée française a montré, dans cette expédition de Rome, de la persévérance, un grand esprit d'ordre et de modération, beaucoup de discipline ; elle n'a écouté que la

voix du devoir et de l'honneur, sans se laisser troubler par les clameurs révolutionnaires qui ont tenté de l'ébranler; elle a, en un mot, manifesté de grandes vertus guerrières. S'il y a un reproche à lui faire, c'est de n'avoir pas voulu en finir le plus vîte possible, comme l'exigeait la situation politique; une attaque plus franche, sans ménagement pour les habitans et les monumens, l'aurait rendue maîtresse de Rome en quelque jour, sans coûter beaucoup plus de monde de part et d'autre. Les troupes romaines, dans leur état si imparfait d'organisation, ont fait tout ce qu'il était possible d'attendre d'elles, et se sont très-vaillamment comportées. Mais leurs chefs, Roselli et Garibaldi, ont montré peu d'entente de la guerre et ont fait beaucoup de fautes, surtout dans la défense des brèches. Ils avaient assez de forces pour pouvoir, dans les conditions difficiles que s'étaient faites les assiégeants, résister beaucoup plus longtemps. Pendant qu'on traitait de la capitulation, quatre à cinq mille hommes de la garnison, entraînés par Garibaldi, quittèrent Rome sans but bien déterminé, coururent ça et là poursuivis par les Français, et se jetèrent ensuite en Toscane où les Autrichiens les traquèrent sans relâche. Ils furent bientôt dispersés, et Garibaldi ayant voulu trop tard gagner Venise, avec deux ou trois cents hommes restés autour de lui, ne put y parvenir; la plupart de ces malheureux furent pris, et lui eut la plus grande peine à échapper. Garibaldi était un condottiere brave, actif, ayant un certain instinct de la guerre, mais une intelligence médiocre. Il avait fait pendant quelques années ces guerres de l'Amérique du Sud, dans lesquelles on se bat avec aussi peu d'art qu'en Europe au moyen-âge. Revenu en 1848

offrir son bras à l'Italie, il devint le héros de la démagogie qui en fit un grand homme de guerre. Tandis que Charles-Albert et ses généraux qui s'étaient battus pendant plus de quatre mois sous Peschiera, Vérone et Mantoue, à Pastrengo, Goito et Custoza et dans une foule d'autres rencontres, passaient pour des traîtres ou des lâches, Garibaldi, pour avoir, après l'armistice de Milan, escarmouché pendant quinze jours sans résultat possible et en ne faisant que du brigandage, était consideré comme le plus ferme champion de l'indépendance. Quand les Piémontais entreprirent une seconde campagne, lui conduisait à Rome, au soutien d'une cause qui n'était pas celle de l'indépendance, quelques bandes dont il avait fait les prétoriens de la démagogie, et qui furent l'espérance et l'illusion du parti de la résistance. Il joua un des principaux rôles dans la défense, montra une extrême bravoure et beaucoup d'énergie, mais fort peu de talent. Il voulut finir à Rome comme en Lombardie, par une inutile guerre de partisans, et il n'en fallut pas davantage pour qu'il fût proclamé vainqueur des Français.

Remis en possession de Rome, Pie IX devait rétablir la forme de gouvernement qu'il avait accordée en 1848, et les Français devaient l'exiger. Il n'en fut rien. Les Français se renfermant dans un rôle purement militaire, laissèrent à la cour pontificale sa plénitude d'action, et ne lui firent aucunes conditions en relevant son pouvoir. Cette cour, le cœur plein de vengeance, se replaça sous la tutelle de son vieux droit et de son infaillibilité théocratique, renia la constitution, repoussa tous les conseils, et entra dans la plus mauvaise voie. Mais si la France, en allant à Rome à

la place de l'Autriche, n'a à-peu-près rien fait dans l'intérêt de la liberté, il faut cependant reconnaître que l'humanité a beaucoup gagné à ce changement d'intervention. Non seulement l'armée française s'est conduite généreusement et n'a pas imité les Autrichiens à Livourne, à Bologne, à Ancône, mais elle a couvert, contre les vengeances cléricales et rétrogrades que n'aurait pas manqué de favoriser l'Autriche, ceux mêmes qui s'étaient montrés ses plus acharnés ennemis, et n'a pas laissé verser une goutte de sang pour délit politique. En un mot, l'intervention française a purgé l'Italie centrale des démagogues, sans la laisser retomber entièrement sous les coups de la reaction, mais malheureurement aussi sans réaliser les espérances qu'elle avait fait concevoir, sans rien faire de ce que la France se devait à elle-même d'accomplir; et ce triste résultat ne fut pas une des moindres déceptions de ce temps si fécond cependant en erreurs et en défaillances.

Dans ces affaires de Rome, ce qui est le véritable embarras, ce qui rend la solution à-peu-près impossible, c'est le conflit entre l'autorité temporelle du Pape et les droits de la nation. Avec le Pape souverain absolu, avec le gouvernement clérical, les populations romaines sont plus mal partagées que si elles étaient les compagnes de servage de la Lombardie et de la Vénitie, car elles sont soumises à un régime qui est la honte de la chrétienté et de la civilisation, et dont il n'est guère possible de se faire une idée hors de l'Italie, surtout dans les pays comme la France et la Belgique, où le clergé, modèle de sagesse et se renfermant modestement dans ses attributions, est l'opposé de ce clergé romain animé du plus détestable

esprit, et fléau du pays qu'il gouverne. Aussi, l'aversion des Romains pour un tel régime est désormais si générale, qu'il ne pourra plus se soutenir sans l'appui permanent d'une force etrangère, et sans entrer dans la voie des plus tristes réactions. Le pouvoir temporel de la papauté est donc menacé d'une ruine imminente à laquelle il ne peut échapper que par l'adoption du gouvernement constitutionnel et d'une administration laique. Mais même ainsi transformé, ce pouvoir n'aura plus une longue durée; c'est une institution qui a fait son temps, qui n'est plus nécessaire au catholicisme comme elle a pu l'être autrefois, qui est une cause incessante d'embarras pour les puissances catholiques, et le plus grand obstacle aux tendances nationales et aux progrès politiques de l'Italie. Il ne s'agit plus que d'une question de territoire qui sera résolue le jour que la France et l'Autriche se mettront d'accord pour disposer du patrimoine de l'Église, ou ce qui vaudrait mieux, pour laisser les Romains libres de se gouverner à leur guise, comme tout autre Etat.

Les événemens de l'Italie centrale n'avaient pas directement trait à l'indépendance de la Péninsule; c'était dans la Haute-Italie, à Venise, que l'on combattait réellement la domination étrangère; cependant les Italiens, dans leur politique mobile et irréfléchie, oubliaient Venise pour Rome, les Autrichiens pour les Français. En 1848, ils avaient sacrifié leur intérêt véritable à de miserables questions de constitution et de forme de gouvernement; en 1849, ils se conduisaient comme s'il s'agissait d'arracher Rome au joug de la France, et abandonnaient à elle-même l'heroïque cité qui soutenait une lutte terrible et dont l'issue

pouvait avoir une grande influence sur la puissance de l'Autriche en Italie. C'était à Venise et non à Rome qu'auraient dû aller combattre les corps lombards licenciés par le Piémont; c'était à Venise et non à Turin, à Gênes ou à l'étranger que devaient porter leur fortune ces riches Milanais qui restaient si honteusement oisifs. Que dire et qu'espérer d'un peuple qui se manque ainsi constamment à lui-même, dont presque tous les actes sont ou des folies ou des lâchetés?

On sait qu'après l'armistice de Milan, Venise, décidée à se défendre seule, avait annullé le pacte de fusion, et nommé un triumvirat qui gouvernait avec un pouvoir absolu, et dont l'âme était Manin, le courageux citoyen qui le premier avait parlé un langage digne et ferme à l'Autriche, le héros de l'insurrection, l'idole du peuple vénitien. Les Autrichiens qui n'étaient pas en mesure de porter contre Venise les forces considerables nécessaires pour l'attaquer, se bornaient à occuper Mestre, et à tenir le long des rives des lagunes, un cordon interceptant toutes les communications avec la terre-ferme. La mer restait libre par suite de la présence de la flotte Sarde que des difficultés sur certains articles de l'armistice avaient déterminé le cabinet de Turin à laisser dans l'Adriatique et même dans les eaux de Venise. Les Vénitiens se tenaient prêts à seconder le Piémont et avaient appris avec enthousiasme la dénonciation de l'armistice, et célébré au milieu des plus vives espérances, l'anniversaire de leur soulèvement. La nouvelle de la défaite de Novare vint les terrifier; ils comprirent qu'à moins d'événemens extraordinaires c'en était fait de Venise, mais ne perdirent pas

courage pour cela. L'assemblée des représentans décreta qu'on résisterait à tout prix, et remit tous les pouvoirs entre les mains de Manin. L'armée de Venise, depuis un an qu'elle était constamment en face de l'ennemi, avait acquis un peu d'expérience et de discipline, et était animée d'un bon esprit; elle n'aurait pas pu se mesurer avec les Autrichiens en rase campagne, mais elle était bien en état de résister derrière des remparts. Son effectif était de quatorze à quinze mille hommes, Vénitiens, Lombards, Napolitains, parmi lesquels on comptait beaucoup de déserteurs italiens de l'armée autrichienne, des étudians, des conscrits réfractaires qui tinrent bon surtout parce que quelques-uns de leurs officiers avaient appartenu à l'armée autrichienne. Le commandant de cette armée était Pepe, vieux général napolitain, qui avait joué un rôle important dans tous les événemens de Naples depuis 1814, et qui avait toujours combattu pour l'indépendance et pour la liberté; ses talens militaires étaient assez médiocres, et affaibli par l'âge, il manquait d'activité et d'énergie. Les officiers napolitains venus avec lui à Venise étaient, ainsi que ceux qui avaient servi l'Autriche, l'élite de l'armée, tant pour l'instruction que pour la discipline. La flotte se composait de quatre corvettes, trois bricks et un bateau à vapeur, et soixante-dix-sept chaloupes canonnières propres seulement à la défense des côtes et des lagunes. Il y avait bien en construction à l'arsenal plusieurs bricks à voiles et à vapeur, et même une frégate de 64; mais il fallait beaucoup de temps encore pour les terminer, et comme il importait de renforcer le plus tôt possible la flotte qui pouvait difficilement et surtout n'osait pas se mesurer avec

l'escadre ennemie, on prit le parti d'armer une quarantaine de trabacculi, espèce de garde-côtes qui pouvaient tenir la haute mer. Les munitions de guerre étaient fort abondantes, mais il n'en état pas de même des vivres dont la rareté ne devait pas tarder à se faire sentir, si l'on ne parvenait pas à conserver les communications par mer. Le départ de la flotte Sarde était pour Venise la conséquence la plus funeste de la bataille de Novare. L'entretien de l'armée et de la flotte et les autres services occasionnaient une dépense d'environ trois millions par mois, et le revenu ordinaire n'excédait guère deux cent mille francs. On avait eu recours depuis longtemps au papier-monnaie, et il y en avait déjà en circulation, sous le nom de monnaie patriotique et monnaie communale, pour près de vingt millions. Venise, dans sa détresse, s'était adressée à l'Italie, et l'Italie entière, la riche Italie, lui avait à peine envoyé cent mille francs. Le Piémont, quelque temps avant de reprendre les hostilités, avait promis un subside de six cent mille francs par mois, mais l'armistice coupait court à cette promesse. Les riches familles vénitiennes, non contentes d'avoir garanti une partie du papier mis en circulation, s'imposèrent les plus grands sacrifices; les autres classes les imitèrent, les fonctionnaires consentirent à d'énormes retenues sur leurs traitemens; tout le monde fit preuve de beaucoup de désintéressement, et d'un grand et sincère patriotisme.

Radetzky, vainqueur du Piémont et rassuré sur les mouvemens de la Lombardie, avait porté son attention sur Venise, et pris ses mesures pour l'attaquer sérieusement. Vers la fin d'avril, trente mille hommes sous les ordres du

général Haynau, avec un immense matériel d'artillerie, étaient concentrés à Mestre. Les postes qui bloquaient les lagunes avaient été renforcés, et toute communication de Venise avec la terre ferme était devenue impossible. La mer n'était plus libre non plus. La flotte autrichienne avait paru en vue de Venise, forte de deux frégates, une corvette, deux bricks et six bateaux à vapeur. Les bateaux à vapeur croisaient jour et nuit, hors de portée de canon, mais le plus près possible des côtes, de Chioggia aux Trois-Ports, et les autres bâtimens se tenaient à l'ancre, à vingt ou vingt-cinq kilomètres en mer. La flotte vénitienne, placée a Malamocco, sous le fort Alberoni, ne donnait pas signe de vie.

La position topographique de Venise est des plus étranges; envisagée au point de vue militaire, cette ville avec son territoire ne constitue point une place forte ordinaire, mais un immense retranchement, discontinu et irrégulier, au milieu des eaux et des marais, et dont elle est le centre et le réduit. Sa position demande a être décrite avec quelque exactitude pour qu'on puisse se faire une idée de sa force et de son importance.

Le long du rivage de l'Adriatique, entre les bouches de la Piave et celles de l'Adige, une longue bande de sable, formée par le combat perpétuel des fleuves et de la mer, court au milieu des eaux, à une assez grande distance de la terre-ferme, et les eaux mortes qu'elle emprisonne sont ce qu'on appelle les lagunes; leur plus grande longueur est de soixante kilomètres, leur plus grande largeur de treize, leur surface de trois cent quarante kilomètres carrés. Les alluvions d'une multitude de rivières et de tor-

rens qui se déchargent dans ces lagunes y ont formé des îles, des bas-fonds, des marais, sillonnés de canaux creusés par les courans ou par la main des hommes. Les îles sont très-nombreuses, et se présentent isolées ou groupées ; c'est sur le groupe ou archipel principal, situé au centre, que s'élève Venise. Près d'elle, au Nord-Est, on trouve Murano et Burano, et à l'extrémité Sud, Chioggia. Les autres îles ou archipels, ainsi que la bande de sable qui arrête la haute mer, portent des villages, des forts, des batteries. La bande est d'une épaisseur si faible dans une des ses parties appelée le littoral de Palestrine et qui a dix kilomètres de longueur, qu'il a fallu la consolider par des murs qui sont les fameux Murazzi. Elle a cinq ouvertures ou passes donnant entrée dans les lagunes, et dont deux seulement, celle du milieu, à Malamocco, et celle du Sud, près de Chioggia, ont une profondeur suffisante pour être considérées comme des entrées de port. De Malamocco, les bâtimens de guerre allégés, peuvent se rendre à l'arsenal de Venise, par un canal de cinq à six mètres de profondeur; mais celui de Chioggia a beaucoup moins de fond, de sorte que Venise ne communique réellement avec la mer que par Malamocco. La population totale des lagunes est de deux cent mille habitans, dont cent vingt mille à Venise, vingt mille à Chioggia, dix mille à Burano.

L'ensemble des défenses de Venise comprend : la défense des passes et du littoral dirigée uniquement contre les attaques par mer ; celle des lagunes qui doit s'opposer également aux entreprises venant et de la mer et de la terre-ferme; les fortifications de terre-ferme. Les passes et le littoral sont protégés par huit forts et par un grand

nombre de batteries. Les lagunes sont parsemées de batteries dont quelques-unes sont des ouvrages assez importans. Il y en a seize autour de Burano où viennent aboutir la plupart des canaux qui de la terre-ferme coulent dans les lagunes au Nord de Venise. Murano en a six qui enfilent les canaux environnans. Sur le canal qui conduit de Malamocco à Venise, on recontre huit tours portant du canon. Quant à Venise même, elle n'a pour toute fortification que trois ponts bastionnés, au Sud, et une batterie formant cavalier, au Nord. L'arsenal, qui est entouré d'un mur élevé, constitue une sorte de réduit. Cet établissement célèbre, qui s'élève au Nord-Est de la cité, mérite en grande partie sa réputation; il est vaste et commode; ses cales nombreuses et couvertes, permettent de construire simultanément un grand nombre de bâtimens de toutes grandeurs. Une des meilleures défenses des lagunes est la difficulté de cheminer dans ce dédale de canaux et de bas-fonds, quand les balises qui jalonnent ces voies tortueuses sont enlevées. Trois groupes de fortifications gardent les abords des lagunes sur la terre-ferme ; à l'Est, aux deux embouchures de la Piave, les ouvrages de Cavallino ; au centre le fort de Malghera ; au Sud les ouvrages de Brondolo, à l'embouchure de la Brenta, et Cavanella sur le bas Adige.

Tels sont les obstacles que la nature et l'art ont créés pour la défense de Venise, et l'on conçoit facilement toutes les difficultés que doit recontrer une attaque, soit par terre, soit par mer, pour peu que la défense soit habile et énergique.

Avec une marine aussi faible que celle de l'Autriche,

une attaque par mer avait trop peu de chances de succès, d'autant plus qu'on ne peut pas tenir longtemps la mer dans ces parages. L'attaque par terre ne peut guère se tenter sans être maître de Malghera qui est le point le plus rapproché de Venise et sa principale tête de pont sur le continent; c'est par le siége de ce fort que les Autrichiens commencèrent leurs opérations.

Malghera, situé à six kilomètres de Venise, est un pentagone en terre avec fossés pleins d'eau, enveloppé d'une enceinte semblable. Cette envoloppe, pourvue d'un chemin couvert, a été établie pour servir de camp retranché à un corps de quatre à cinq mille hommes; elle est précédée, pour favoriser la sortie, de plusieurs ouvrages avancés. Le sol de cette position est le seul bon, le seul ferme des environs de Venise. Le fort de Malghera couvre en tête les communications de Venise avec le continent qui se faisaient autrefois par le canal de Mestre, et qui depuis 1847 se font par le beau pont en maçonnerie qui continue, jusque dans l'interieur de la ville, le chemin de fer de Milan, et qui a une longueur de trois mille six cents mètres sur neuf mètres de largeur.

Les Autrichiens ouvrirent la tranchée à une grande distance, et donnèrent à leur première parallèle un développement d'environ six kilomètres, nécessaire pour embrasser tous les ouvrages et porter les extrémités de la ligne près des lagunes, sur des points d'ou l'on pouvait avoir quelque action sur les communications du fort avec Venise. Les travaux auxquels on employait jusqu'à six mille hommes à la fois, furent poussés activement, et le 4 mai, à la grande surprise des assiégés, cinq batteries furent

démasquées au même instant, et commencèrent un feu bien nourri. Mais l'artillerie du fort, plus nombreuse et d'un plus gros calibre, y repondit vigoureusement, et démonta complètement l'une des batteries. Dans la soirée, Radetzky fit suspendre le feu et envoya un parlementaire aux Vénitiens pour les engager à se rendre. Le maréchal exigeait une soumission absolue, et faisait en retour quelques concessions insignifiantes. Manin et l'assemblée rejetèrent ses propositions. L'attaque fut reprise le 6, et le feu continua de part et d'autre. Les travaux des tranchées avançaient rapidement, malgré le mauvais temps et les difficultés d'un terrain marécageux et sans consistance. Après avoir tenté quelques petites sorties pour retarder ces travaux, les assiégés en firent une plus considérable, le 9, pour les noyer avec les eaux du canal de Mestre qui traversait toutes les opérations, et dont le lit était supérieur au niveau de la plaine. Ils attaquèrent vigoureusement l'assiégeant, le chassèrent de la tête de ses tranchées et eurent le temps de couper la masse de terre large de cinq mètres seulement qui séparait le canal des cheminemens. Une grande partie des travaux et du terrain environnant fut submergée, et l'assiégeant eut la plus grande peine à se débarrasser de ces eaux et à réparer leurs dégats; des pluies fréquentes venaient encore augmenter les difficultés. Les troupes autrichiennes montrèrent dans cette occasion beaucoup de dévouement et de constance; une centaine d'hommes périrent au milieu des eaux, et un beaucoup plus grand nombre moururent des suites de leurs fatigues. Les Vénitiens ne montrèrent pas alors assez d'activité; ils auraient dû faire passer plus de monde à Malghera où ils ne lais-

sèrent jamais plus de deux mille cinq cents hommes à la fois, et exécuter de frequentes et fortes sorties qui auraient contrarié beaucoup l'attaque, dans un moment où elle avait de si grandes difficultés à surmonter.

Vers cette époque, le milieu du mois de mai, les effets du blocus commençaient à se faire sentir ; les vivres avaient déjà doublé de prix, on ne pouvait presque plus avoir de nouvelles de l'extérieur. On voulut faire sortir la flotte, et on lança en avant, pour voir s'ils pourraient tenir la mer, une dixaine de trabacculi dont l'armement venait d'être terminé. L'escadre ennemie s'éloigna pour les attirer au large, mais il restèrent à peu de distance des côtes, et rentrèrent bientôt ; on s'aperçut qu'il n'était pas possible de les aventurer en pleine mer, et la flotte ne fit aucun mouvement. Toutefois l'éloignement des vaisseaux ennemis permit à quelques barques chargées de vivres et qui épiaient cette occasion, d'entrer dans les lagunes. On fut plus heureux du côté de terre. Le 20, la garnison du fort des Trois-Ports situé à l'extremité Nord du littoral, fit une expédition dans laquelle elle prit une centaine de bœufs. Le 22, celle de Brondolo en fit une aussi et ramena trois cents bœufs, quelques chevaux et beaucoup de volailles.

La nature du sol sur lequel opérait l'assiégeant lui faisait, éprouver les plus grandes difficultés dans ses cheminemens, mais les ouvrages de Malghera n'étant pas revêtus, il n'était pas nécessaire de pousser les tranchées aussi près que s'il y avait eu des murailles à renverser, et on pouvait réduire le fort sans exécuter tous les travaux d'un siége en règle. Le 24 mai, seize batteries construites en avant de la seconde parallèle, et armées de cent cinquante bou-

ches à feu, ouvrirent un feu terrible auquel les Vénitiens répondirent par celui de cent soixante pièces. Cette effroyable canonnade dura toute la journée sans interruption, et ne se ralentit qu'à la nuit. La garnison n'eut cependant que quarante morts et une centaine de blessés; les dégats, quoique considérables, purent être réparés dans la nuit, et le lendemain le fort put continuer à soutenir la lutte qui, au jour, reprit avec la même vivacité que la veille. L'ennemi n'accablait pas seulement de son feu Malghera; il tirait aussi des extrémités de sa ligne et particulièrement de Campalto, sur le fort de S. Giuliano situé à droite du pont, en arrière de Malghera, sur le pont, sur les bâtimens qui navigaient où étaient à l'ancre dans les lagunes et ce tir gênait beaucoup les communications avec Venise. Dans cette seconde journée, la garnison éprouva des pertes nombreuses, et le fort fut trés-endommagé; les remparts étaient lézardés, les parapets abattus, un tiers des pièces était hors de service. Le 26, l'attaque continua avec la même violence, et cette fois, l'assiégé ne pouvant plus espérer de résister longtemps, il fut décidé qu'on évacuerait Malghera dans la nuit, et tout en s'apprêtant à la retraite, on fit bonne contenance toute la journée. Le soir, le fort était dans un état affreux; la majeure partie de l'artillerie démontée, le tiers des canonniers hors de combat, le sol labouré et défoncé dans tous les sens; les bâtimens menaçaient de s'écrouler; l'un des ouvrages avancés, celui de gauche, n'avait plus que deux pièces en service sur seize, il était presque entièrement ruiné, et cependant ses défenseurs étaient restés fermes à leur poste. Dès que l'obscurité fut venue, la garnison commença

sa retraite et gagna le chemin de fer par un chemin de fascines et un pont de bois qui le reliaient au fort; quoique le ralentissement du feu de l'ennemi facilitât beaucoup ce mouvement, il se fit avec un extrême désordre, et si l'ennemi en eût eu connaissance, il aurait pu pénétrer dans Venise à la suite des défenseurs de Malghera, car la moindre poursuite eut produit dans cette longue colonne une confusion telle que toute résistance eût été impossible. A minuit, toute la garnison de Malghera était entrée dans la ville; elle evait eu, dans les trois jours seulement, plus de quatre cents hommes hors de combat. Des traverses et des batteries avaient été construites de distance en distance sur le grand pont des lagunes, et le matin on fit sauter sept arches de ce pont, un peu en arrière de S. Giuliano qui avait été évacué en même temps que Malghera. L'ennemi ne s'était aperçu qu'au jour de la retraite des Vénitiens; il prit aussitôt possession de Malghera, et envoya un détachement de cinquante hommes à S. Giuliano. Les assiégés n'avaient pas eu le temps d'achever les mines qu'ils avaient préparées à Malghera, mais à S. Giuliano on en avait pratiqué une sous le magasin à poudre; elle fit explosion peu de temps après l'arrivée de l'ennemi sur cet îlot, détruisit le fort de fond en comble, et lança dans les lagunes les troncs mutilés et les membres épars des cinquante Autrichiens.

Malghera et S. Giuliano pris, l'attaque se trouvait encore peu avancée. De la coupure du pont et de S. Giuliano aux abords de la ville, il y avait une distance de plus de trois kilomètres de lagunes défendues par des forts, des batteries, des chaloupes canonnières. De tous les autres

côtés les difficultés étaient encore plus grandes, et un débarquement sur le littoral était impossible. Il fallait donc continuer l'attaque directe par Malghera, S. Giuliano et le pont, essayer d'éteindre les feux de la défense, s'emparer successivement des forts et des batteries, ou bien chercher à réduire la ville par le bombardement et la famine. Le siége entrait ainsi dans une nouvelle période, et les Autrichiens se mirent immédiatement à l'œuvre. Ils établirent sous le feu très-rapproché de l'ennemi et avec des peines et des dangers extrêmes, deux batteries à l'extremité du pont, près de la coupure des sept arches, et une autre un peu à gauche, gauche de l'assiégé. Sur les décombres de S. Giuliano ils parvinrent à en élever trois disposées en étages l'une au-dessus de l'autre. Les assiégés, de leur côté, faisaient bonne défense; ils travaillaient activement à la démolition du pont, et au bout de quelques jours dix-sept arches entièrement détruites et déblayées firent une grande trouée entre la coupure faite après l'évacuation de Malghera et la grande place centrale du pont. Ce travail difficile et dangereux, exécuté à si peu de distance de l'ennemi, coûta des pertes assez considérables. Le pont était défendu par trois batteries. La première occupait la grande place qui a cent trente-six mètres de long et trente de large, et dominait tous les points environnans. La seconde était placée à cinq cents mètres en arrière, sur l'une des petites places, et la troisième, à l'extrémité même du pont. Cette dernière était flanquée par deux autres construites à droite et à gauche du pont, à une centaine de mètres de distance. Le fort S. Secondo, îlot à droite du pont, un peu en arrière de la grande place, était dans le meilleur état de

défense. De nombreuses chaloupes échelonnées aux abords du pont, de S. Secondo et des autres îlots les plus voisins, surveillaient l'ennemi, et tenaient à distance les barques qu'il tentait quelque fois de faire avancer dans les lagunes.

L'artillerie autrichienne tirait principalement contre les batteries du pont et contre S. Secondo; elle lançait aussi de S. Giuliano des bombes sur la ville, mais la distance était trop grande, et quelques unes seulement tombaient de temps à autre sur le quartier du Canareggio qui était le plus rapproché. Les feux nombreux de l'assiégé, la distance, les difficultés de toute nature opposaient un obstacle insurmontable aux progrès de l'attaque; ses feux ne pouvaient pas éteindre, pas même contrebattre avec quelque avantage ceux de l'ennemi, et elle ne faisait pas un pas en avant. S'étant aperçu que les Vénitiens se gardaient avec négligence, l'assiégeant essaya, dans la nuit du 6 au 7 juillet, de surprendre la grande batterie du pont, dont la perte eût été un coup fatal pour Venise. Un détachement de soixante hommes, monté sur plusieurs barques, aborda, sans être aperçu, au pied de la batterie, escalada les parapets, arriva à l'improviste sur les canonniers qu'il tua ou mit en fuite, et encloua les pièces. S'il eût été immédiatement soutenu, il pouvait rester maître de ce retranchement, le retourner contre la ville et s'y rendre inexpugnable. Mais ces soixante hommes avaient été aventurés seuls, et à peine étaient-ils dans la batterie que les troupes voisines, averties par le bruit du combat et les cris des canonniers, accoururent à la hâte; ils n'eurent pas le temps de regagner leurs barques, et la plupart furent tués ou précipités dans les lagunes.

Pour faire arriver des bombes dans Venise, les Autrichiens imaginèrent de les attacher à des ballons qui devaient les porter au-dessus de la ville, et les y laisser tomber. Le 16 juillet, une vingtaine de ces ballons-bombes furent lancés d'une frégate à l'ancre derrière le Lido; aucun ne s'abattit sur la ville. La plupart des bombes éclatèrent en l'air ou tombèrent dans la mer, quelques-unes s'en allèrent du côté des assiégeans, et cet essai ne fut qu'un divertissement pour les Vénitiens qu'il avait d'abord beaucoup inquiétés.

Mais l'ennemi songeait à des moyens plus sérieux. Pour obtenir de grandes portées, il montait son artillerie sur des affûts très-solides, d'une construction telle qu'elle permettait de tirer sous un angle de quarante-cinq degrés. Le 29 juillet, son feu très-ralenti depuis longtemps recommença avec vivacité, et cette fois les projectiles arrivaient jusqu'au centre de la ville. La terreur fut générale, et les quartiers atteints furent en grande partie abandonnés; leurs habitans se réfugièrent dans ceux où l'on n'avait rien à craindre; un certain nombre se retirèrent à Murano, d'autres sur divers points des lagunes, et même sur des navires. Mais un bombardement est loin d'avoir des effets aussi terribles qu'on le pense; il fait quelques victimes, allume quelques incendies, cause quelques dégâts, sans faire pour cela courir des dangers réels à la masse de la population, et c'est ce qui arriva ici, quoique Venise, ville très-compacte, semblât être exposée plus que toute autre aux ravages de l'artillerie. Pendant les vingt-cinq jours qu'elle reçut cette pluie de bombes, de boulets et de fusées, elle éprouva peu de dommages; le nombre des

victimes fut peu considerable, et les incendies qui éclataient assez fréquemment, étaient bien vîte éteints. Malheureusement ce n'était là que le moindre des maux qui frappaient Venise. Le manque de vivres se faisait cruellement sentir, et le choléra dont les symptômes avaient paru déjà depuis longtemps sans qu'on s'en inquietât beaucoup, sévit bientôt avec une grande intensité, et emportait près de quatre cents personnes par jour. On avait compté sur des sorties pour approvisionner la ville, mais c'était là un moyen bien restreint; une seule de toutes celles que l'on tenta alors, réussit. Le 2 août, douze cents hommes de la garnison de Brondolo mirent en fuite les postes ennemis, se portèrent le long de la Brenta, par Conche et Ste-Marguerite, jusqu'à une distance de dix-huit à vingt kilomètres, et ramenèrent deux cents bœufs et une cinquantaine de barques chargées de vivres.

Le fait le plus regrettable était l'inaction de la flotte qui, toujours tapie sous le fort Alberoni, ne trouvait jamais le vent favorable pour sortir. Cela donnait lieu à beaucoup de soupçons, et faisait prendre une triste idée du courage et du patriotisme de la marine, cette antique gloire de Venise. Quelle que fut la disproportion des forces, elle ne devait plus hésiter en ce moment suprême; elle devait tout tenter et même se sacrifier, car ce sacrifice pouvait rendre la mer libre. Manin fit tous ses efforts pour éveiller en elle ces généreux sentimens et lui donner du cœur; elle se détermina enfin à agir, leva l'ancre le 8 août et gagna la mer. L'escadre autrichienne se retira, et l'une et l'autre disparurent au large. On se livrait déjà à l'espoir d'un combat heureux et d'un déblocus par mer, lorsque le 10

on vit rentrer la flotte; elle n'avait pas combattu, l'ennemi qui ne s'était éloigné que pour l'attirer en pleine mer, revenait derrière elle, et tout espoir était perdu.

L'assemblée des représentants, convaincue que la résistance ne pouvait plus être bien longue, autorisa Manin à entamer des négociations, et lui donna pleins pouvoirs pour traiter de la reddition de la ville. Il y avait bien un parti qui repoussait toute idée de capitulation; mais il était peu nombreux, et la masse de la population désirait vivement le terme des souffrances qu'elle endurait sans entrevoir désormais la moindre chance de salut. Manin qui connaissait mieux que personne la situation, ne songea plus, à partir de ce moment, lui en qui jusque-là c'était incarnée la résistance, qu'à obtenir une capitulation honorable. Le général Gorzkowsky qui avait remplacé Haynau dans le commandement des troupes assiégeantes, consentit à entrer en pourparlers, et transmit les propositions de Manin à Radetzky, mais sans vouloir suspendre le feu qu'il faisait alors diriger aussi sur Murano. Le maréchal persista à exiger une soumission pleine et entière, comme dans sa proclamation du 4 mai, et il fallut en passer par là. La capitulation fut signée le 22 août. Elle portait que tous les officiers sujets de l'Autriche ayant pris les armes contre elle, tous les militaires étrangers et quarante personnes désignées comme les plus compromises devaient abandonner Venise. Elle réglait la manière dont le papier-monnaie serait retiré de la circulation. L'occupation des forts, de la ville et des divers points des lagunes devait se faire successivement, commencer le 24 et être terminée le 30.

Si la cause de l'indépendance italienne eût été dirigée

partout comme à Venise, elle n'eût probabilement pas succombé. Cette ville s'est maintenue dix-sept mois, parce qu'elle a eu à sa tête un homme habile et sage qui s'est débarrassé des démagogues. Elle a su se gouverner au milieu d'une révolution et au milieu de la guerre, et par sa conduite, si différente de celle de Milan, elle a prouvé qu'elle comprenait le rôle d'un peuple indépendant. Elle s'est franchement dévouée à sa propre cause et à celle de l'Italie, et presque seule de tout le pays insurgé, elle était digne d'un meilleur sort. Mais la guerre ne fut point aussi bien menée que la politique. On a négligé les approvisionnemens, on ne s'est point assez occupé des armemens maritimes, et l'on a perdu ainsi les avantages de la belle position militaire de Venise. Avec la mer libre, Venise peut résister indéfiniment; mais si elle ne dispose pas de la mer, sa défense devient limitée comme celle de toute autre place. La marine était donc le point capital; c'est à elle qu'il fallait songer avant tout, dès les premiers momens de la révolution, et particulièrement après l'armistice de Milan. Il n'était pas impossible d'avoir des forces de mer égales et même supérieures à celles de l'Autriche, et si on les avait eues, Venise serait encore libre. Malgré son infériorité, la marine vénitienne devait se montrer plus déterminée, puisque c'était d'elle que dépendait le salut de la patrie; sa conduite contraste bien tristement avec celle de l'armée de terre qui a dignement accompli son devoir.

Quelques jours avant la reddition de Venise, après ces interminables négociations qui précedent presque toujours les traités, ceux mêmes qui paraissent les plus faciles, la paix avait été enfin signée à Milan entre l'Autriche et le Piémont.

On sait que Radetzky avait manifesté quelque modération au moment de l'armistice, et témoigné beaucoup de bienveillance au successeur de Charles-Albert; mais quand on en vint aux conditions réelles de la paix, et qu'il fallut déterminer la somme à payer pour les frais de la guerre, l'Autriche demanda deux cents millions. Elle persista tellement dans cette demande exorbitante qu'il parut impossible d'arriver à un arrangement, et les négociations furent suspendues. On était alors au mois de juin, et les troupes de Radetzky se trouvaient dispersées en Piémont, en Lombardie, devant Venise, en Toscane et dans les États Romains. C'était là, pour le cabinet de Turin, une occasion de prendre une attidude plus résolue. Au lieu de proclamer, comme il le faisait sans cesse, que la guerre était impossible, il devait tenir un langage ferme, et laisser même entrevoir qu'il pourrait profiter de la dissémination de l'armée autrichienne pour dénoncer l'armistice. L'Autriche fut du reste la plus empressée à reprendre les négociations; elle se montra moins exigeante et l'on commença à s'entendre. Le Piémont qui visait surtout à payer le moins possible, perdit de vue d'autres points plus importants auxquels l'Autriche aurait consenti moyennant quelques millions de plus. On tomba enfin d'accord sur le chiffre de soizante quinze milions, et le traité de paix fut signé le 6 août. Il contenait la renonciation formelle du Piémont à toutes prétentions sur la Lombardie, la Vénitie et les Duchés, fixait d'une manière plus précise quelques point de la frontière des deux Etats, et remettait en vigueur certaines conventions de commerce et de douane. Un article portait que les ducs de Parme et de

Modène seraient invités à accéder à ce traité, et que les soixante-quinze millions payés à l'Autriche comprendraient les indemnités qui pourraient être dues à ces deux princes. Un point essentiel eût été de stipuler une amnistie complète pour tous les Lombards et Vénitiens, mais l'Autriche refusa absolument d'insérer une telle clause dans le traité; elle fit seulement quelques vagues promesses dont le Piémont crut devoir se contenter. Il n'était pas possible d'ailleurs d'obtenir davantage en ce moment; les événemens tournaient partout en faveur de l'Autriche, et il fallait se hâter d'en finir; on n'avait que trop différé. Aux termes de la constitution du Piémont, le traité fut soumis à l'approbation du parlement. Il aurait dû être accepté bien vite et en silence; une discussion, dont la conclusion fatale était l'acceptation pure et simple, ne pouvait rien changer à la situation et n'était propre qu'à rappeler inutilement de douloureux souvenirs, provoquer des récriminations inopportunes, compromettre le parlement et le pays. Mais la chambre des députés, ne sachant pas même garder la dignité du malheur, choisit cette occasion pour faire acte d'hostilité envers le gouvernement, et voulait même rejeter ou au moins modifier le traité; il fallut la dissoudre de nouveau, et celle qui la remplaça, comprenant mieux la situation et les vœux du pays, s'empressa de reconnaître et d'approuver sans réserve les conditions de la paix.

Charles-Albert n'avait point été témoin des événemens qui marquèrent la dernière phase de cette lutte de l'Italie contre l'Autriche, dans laquelle il avait joué le premier rôle. Après son abdication, qui ne fut point un sacrifice et

un acte de désintéressement, mais le résultat du découragement et d'un sentiment d'indignation contre l'armée et le pays, il avait quitté immédiatement le Piémont, sans même voir sa famille, et était allé se retirer en Portugal, à Oporto, sur les bords de l'Océan. Il fut suivi dans cet exil volontaire par l'ingratitude des uns, par les éloges faux et intéressés de ceux qui avaient fait de lui l'instrument et le jouet de leur parti, et ne fut plaint que par ceux qui avaient le respect et le culte du malheur. Sa santé minée depuis longtemps ne résista pas aux chagrins et aux regrets; il mourut le 28 juillet. Il avait cinquante-et-un ans et en avait régné dix-huit.

Monté sur le trône en 1831, dans des circonstances assez difficiles, il marcha sur les traces de son prédécesseur, dont ses antécedens politiques semblaient cependant devoir l'écarter, oublia d'inaugurer le régime constitutionnel dans la Péninsule, et laissa le Piémont courbé sous le despotisme. C'est là une grande tâche à sa mémoire, une faute qui a eu de déplorables conséquences, qui a été l'origine des revers et des malheurs actuels de toute l'Italie. Au lieu d'entrer dans une voie sagement libérale, il se laissa conduire plus ou moins volontairement par les partisans du despotisme, par le clergé et par l'Autriche. Mais il s'occupa beaucoup des affaires, remania presque toutes les branches de l'administration, fit de bonnes réformes, créa d'utiles institutions, protégea les lettres et les beaux-arts, fit prospérer les finances. Comme presque tous les princes de sa maison, dont quelques-uns furent de grands capitaines, il avait le goût des armes et ne cessa de porter son attention sur l'armée; il la réorganisa entièrement,

mais d'une manière peu intelligente, et n'obtint point de résultat. Quelles que fussent ses sympathies politiques et malgré ses liens avec l'Autriche, il avait le cœur italien, et ce sentiment de la nationalité joint à une grande ambition personnelle le poussait à se soustraire lui, son royaume et toute l'Italie à la fatale et honteuse influence de Vienne, et lui faisait désirer l'indépendance de la Péninsule. La destinée le servit mieux qu'il ne devait s'y attendre, et il eut cette singulière fortune que les intérêts de l'Italie et la cause du bon droit et de la justice se trouvaient d'accord avec tout ce que pouvait rêver son ambition. 1848 devait être pour Charles-Albert et le Piémont ce qu'avait été 1740 pour Frédéric II et la Prusse; mais si le génie de Frédéric tira habilement parti des circonstances et éleva en peu de temps la Prusse au rang de grande puissance, l'incapacité de Charles-Albert fit échouer la fortune du Piémont. Esprit borné, caractère faible, âme mal trempée, il se trouva bien inférieur à son rôle, et ne sut rien faire. Il n'avait aucune des qualités qui constituent le vrai mérite d'un souverain; il lui manquait surtout l'art de connaître les hommes, de savoir les trouver et les manier; art indispensable à un chef d'état, et qui peut lui tenir lieu de tous les autres talens. La gloire de Charles-Albert est d'être entré franchement dans le régime constitutionnel, d'avoir désiré l'indépendance de l'Italie, et vaillamment combattu pour elle. Aussi, malgré ses fautes qui ont valu tant de malheurs au Piémont et à toute l'Italie, son nom reste comme le symbole des espérances de ce pays, et comme protestation contre le joug étranger.

Le Piémont, par sa tentative contre l'Autriche, s'est

créé une situation nouvelle. Il n'y a pas d'illusion possible; l'Autriche n'oubliera et ne pardonnera jamais 1848 et 1849; elle profitera, pour se venger, de toutes les occasions et de tous les prétextes, en même temps qu'elle cherchera à arrêter partout autour d'elle le développement des idées libérales. A présent qu'elle a tenu tête à tant d'orages, et recouvré la pleine disposition de ses forces, elle sera toujours prête à agir contre le Piémont qui seul peut lui porter ombrage en Italie, et s'opposer aux projets d'agrandissement qu'elle médite. Tel est en effet le résultat de cette malheureuse levée de boucliers que l'Autriche, loin d'avoir aujourd'hui à craindre de se voir refoulée au-delà des Alpes, est en mesure de s'étendre au-dela du Pô. Le Piémont n'échappera aux dangers qui le menacent, ne restera indépendant, et ne pourra reprendre un jour l'œuvre dans laquelle il vient d'échouer, qu'en persévérant dans la voie de sage progrès où il est entré, et se tenant désormais sur un grand pied militaire. Il faut que ses hommes d'état s'appliquent à développer fortement l'esprit de nationalité dans les populations, tout en les maintenant dans le calme, et laissant enracinées en elles les idées d'ordre et de modération. L'armée doit être l'objet constant de leurs soins. Ils doivent l'organiser sur de nouvelles bases, s'efforcer de réveiller en elle l'esprit militaire, le sentiment du devoir et du patriotisme, la tenir sous une discipline inflexible, et mettre une vigilance infatigable à la préserver des séductions anarchiques. D'ailleurs ils ne doivent pas perdre de vue que de nos jours une bonne armée n'est pas moins nécessaire pour maintenir l'ordre et la tranquillité à l'intérieur, que pour défendre les droits du pays contre l'étranger.

Dans le vaste oragan qui vient de souffler sur l'Europe et qui a failli faire sombrer la civilisation, c'est au patriotisme et à la discipline des armées que la société a dû son salut. La superiorité des armées permanentes, instruites et disciplinées, sur les bandes populaires ou les troupes levées à la hâte, n'a jamais été non plus mieux prouvée que par les événemens militaires de ces deux dernières années qui comprennent toute espèce d'actions de guerre, luttes dans l'intérieur des villes, combats de barricades, opérations en rase campagne, guerres de partisans, grandes batailles, siéges de places fortes, attaques et défenses de villes ouvertes. Dans toutes les occasions, les armées régulières ont triomphé, et les masses mal organisées et soutenues seulement par l'enthousiasme, ont cédé, quelle que fût leur bravoure, à la science et à la discipline.

L'indépendance est le premier besoin d'une nation, le plus précieux de ses biens, la source de tous les autres, et la seule base possible de la liberté. Si donc l'Italie veut vraiment se régénérer, elle doit commencer par secouer le joug de l'Autriche, mettre de côté toute autre question, pour consacrer tous ses efforts à cette unique affaire. Mais pour atteindre le but, elle aura besoin de beaucoup d'énergie et de persévérance, car elle a affaire à un ennemi puissant et opiniâtre. Malheureusement elle est encore sans unité de vues et de direction, sans liens solides, et flotte au hasard de la politique européenne. Le caractère national manque de ressort, de vigueur et de discipline. Les populations, malgré de grandes qualités naturelles, n'ont pas le tempérament assez militaire, et sont peu capables de soutenir des guerres un peu longues. En politique elles n'ont

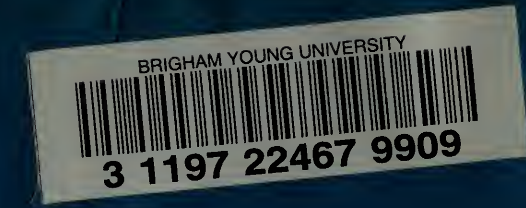
pas d'idées positives, ne savent pas agir avec maturité, et se livrent aux plus étranges illusions. Les Italiens sauront-ils mettre à profit les dures leçons de l'expérience? Auront-ils assez d'énergie, de sagesse, de dévouement à leur propre cause pour triompher enfin de leurs oppresseurs? S'élèvera-t-il bientôt du sein de ce peuple quelque homme capable d'en faire une nation heureuse et puissante? L'Italie saura-t-elle jamais faire pour l'indépendance, ce que l'Espagne a fait au commencement du siècle par attachement à une dynastie, et pour rester sous le pouvoir absolu? L'opprimé aura-t-il toujours moins de force de désir et de volonté que l'oppresseur? Aucun œil, si perçant qu'il soit, ne peut, dans les conditions actuelles, entrevoir la réalisation prochaine des espérances de l'Italie. Ce qui est certain seulement, c'est que ce ne sont pas les déclamations et les théories insensées de la démagogie qui hâteront ce moment, et qu'elles ne pourront que le retarder, pour bien longtemps peut-être. C'est surtout à la cause de l'indépendance que les violences anarchiques ont été funestes; c'est parce que son nom et son drapeau ont été usurpés et souillés par les démagogues que les hautes classes se sont effrayées, que les masses sont restées indifférentes, que les sympathies de l'Europe se sont détournées, et que l'Italie a succombé.

FIN.

TABLE

DES MATIÈRES.




BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 22467 9909